

---

# Projet de réforme du système de justice civile

---

## Résumé des conclusions et des recommandations

L'honorable Coulter A. Osborne, Q.C.

Novembre 2007

Le rapport est consultable en ligne à :  
[www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/about/pubs/cjrp](http://www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/about/pubs/cjrp)



Imprimé sur papier recyclé

Droit d'auteur, 2007

ISBN 978-1-4249-5128-4 (Imprimé – Anglais)  
ISBN 978-1-4249-5129-1 (HTML – Anglais)  
ISBN 978-1-4249-5130-7 (PDF – Anglais)  
ISBN 978-1-4249-5131-4 (Imprimé – Français)  
ISBN 978-1-4249-5132-1 (HTML – Français)  
ISBN 978-1-4249-5133-8 (PDF – Français)

**Available in English**



---

# Projet de réforme du système de justice civile

---

## Résumé des conclusions et des recommandations



# Projet de réforme du système de justice civile

## TABLE DES MATIERES

Lettre d'accompagnement	ii.
Liste de recommandations	iv.
<hr/>	
1. Introduction	1
2. Ressources judiciaires	10
3. Cour des petites créances	17
4. Procédure simplifiée	26
5. Jugement sommaire (règles 20 et 21)	38
6. Parties litigantes non représentées par un avocat	52
7. Jurys civils	63
8. Enquête préalable	67
9. Preuve d'expert	81
10. Gestion des litiges	102
11. Conférences préparatoires et gestion des procès	112
12. Appels	123
13. Établissement du calendrier des motions et des procès	128
14. Lieu	138
15. Civilité	140
16. Utilisation de la technologie dans le système de justice civile	144
17. Comité des règles en matière civile	153
18. Demandes pour conduite négligente	157
19. Proportionnalité et coûts des litiges	161
<hr/>	
<b>Annexes</b>	
Annexe A – Cadre de référence	164
Annexe B – Document de consultation	167
Annexe C – Liste des organismes consultés	177

# Projet de réforme du système de justice civile

Honorable Chris Bentley  
L'honorable Chris Bentley  
Procureur général  
Ministère du Procureur général  
720, rue Bay, 11<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5G 2K1

Le 20 novembre 2007

Monsieur le Procureur,

Il me fait plaisir de vous soumettre le Résumé des conclusions et des recommandations du Projet de réforme du système de justice civile (la « révision »).

Ce document constitue le premier produit de la présente révision, que vous m'avez demandé d'entreprendre en juin 2006. Le rapport final vous sera remis sous peu.

Comme il est énoncé dans le cadre de référence, j'ai examiné les secteurs pouvant faire l'objet d'une réforme et formulé des recommandations visant à rendre le système de justice civile plus accessible et abordable. Je crois que la majorité des recommandations devraient pouvoir être mises en œuvre dans un délai raisonnable et, le cas échéant, améliorer l'accès à la justice pour les Ontariens.

L'accès au système de justice, à la fois pour les parties litigantes représentées par un avocat et celles qui ne le sont pas, a constitué la question déterminante de la présente révision. Le principe selon lequel les délais et les coûts de toute instance devraient être proportionnels au montant en litige et à l'importance de l'enjeu est au cœur de mes recommandations. J'ai également tenu compte, comme il se doit, des différences propres à chaque région de la province sur les plans de culture juridique et des pratiques procédurales répondant aux besoins locaux.

C'est avec ces objectifs à l'esprit que j'ai recommandé l'adoption de modifications aux Règles de procédure civile et à diverses lois, de pratiques pouvant améliorer l'établissement du calendrier pour la magistrature et de pratiques exemplaires pour la profession.

Au moment de recueillir de l'information, des commentaires et des propositions dans le cadre de la présente révision, j'ai reçu l'aide précieuse de membres de la magistrature, du barreau et du public. Les membres du personnel du ministère du Procureur général, qui m'ont offert leur soutien dévoué en matière de recherche et de gestion de projet, m'ont également grandement aidé.

## Projet de réforme du système de justice civile

J'attends de recevoir vos commentaires au sujet des recommandations contenues dans le présent Résumé des conclusions et des recommandations.

Cordialement,

*[Original signé par]*

Coulter A. Osborne

# Projet de réforme du système de justice civile

## Liste de recommandations

### *Ressources judiciaires*

1. Le besoin d'un plus grand nombre de ressources judiciaires à la Cour supérieure des régions du Centre-Ouest (Brampton), du Centre-Sud (Hamilton) et du Centre-Est (Newmarket) est impératif. Le gouvernement fédéral devrait immédiatement envisager une augmentation du nombre de juges à la Cour supérieure de ces centres judiciaires. Toute nomination future devrait expressément tenir compte du besoin de juges bilingues dans une région donnée.
2. À long terme, les besoins du système de justice civile en ce qui a trait au nombre de juges requis devraient faire l'objet d'une analyse structurée par le gouvernement fédéral. Cette analyse devrait être entreprise après une consultation élargie auprès du ministère du Procureur général de l'Ontario. Cette consultation est nécessaire étant donné que le ministère du Procureur général détient la plupart des preuves qui permettent d'appuyer la nécessité de nommer un plus grand nombre de juges. En vertu de la constitution, le problème relève du gouvernement provincial. La solution liée au nombre raisonnable de juges requis, elle, relève du gouvernement fédéral. L'analyse devrait également tenir compte des répercussions des affaires criminelles et familiales sur l'horaire des juges et la disponibilité des salles d'audience pour les affaires civiles, ainsi que du besoin de juges bilingues.

### *Cour des petites créances*

3. Le taux de compétence de la Cour des petites créances devrait être porté à 25 000 \$. L'augmentation devrait être progressive. Le taux de compétence de la Cour devrait passer immédiatement à 15 000 \$, puis à 25 000 \$ d'ici deux ans.
4. Les juges suppléants devraient jouir d'une compétence limitée afin qu'ils puissent accorder des recours en equity relativement aux affaires entendues par la Cour des petites créances.

# Projet de réforme du système de justice civile

5. Si le taux de compétence de la Cour est porté à 25 000 \$, il ne devrait y avoir aucun droit d'appel des décisions concernant les demandes inférieures à 1 500 \$.
6. Je n'apporterais aucune modification au modèle des coûts de la Cour des petites créances.
7. J'encouragerais le Bureau du juge en chef, le Comité des règles en matière civile et le ministère, en consultation avec le Barreau du Haut-Canada, à déterminer si une partie litigante pourrait être représentée par un mandataire pour les appels des décisions de la Cour des petites créances et les questions d'application de la loi (outrage au tribunal) devant la Cour supérieure ou la Cour divisionnaire. Cette éventualité semble plus acceptable maintenant puisque les parajuristes juridiques seront régis par le Barreau. Il faut modifier à l'article 26 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, qui renvoie à la *Loi sur la Société du Barreau*. Une modification des règlements de la *Société du Barreau* pourrait également être nécessaire.
8. Je recommande que les juges administratifs de la Cour des petites créances soient nommés par la province soit en fonction de la région, soit en fonction du volume établi d'affaires introduites devant la Cour des petites créances dans des zones géographiques particulières. À défaut de nouvelles nominations judiciaires, les juges suppléants administratifs désignés de la Cour des petites créances devraient être intégrés à celle-ci. Ces juges ou juges suppléants administratifs seraient chargés de s'assurer, entre autres, que les rôles des conférences de règlement et des procès introduits devant la Cour des petites créances sont gérables, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas illimités.

## ***Procédure simplifiée***

9. À la suite de toute augmentation de la limite pécuniaire de la règle 76, chaque partie devrait être autorisée à mener une enquête préalable d'une durée

# Projet de réforme du système de justice civile

maximale de deux heures après avoir pris dûment en considération les coûts de l'enquête préalable par rapport aux montants ou aux questions en jeu.

10. Le taux de compétence en vertu de la règle 76 devrait être porté à 100 000 \$ à l'échelle de la province, le plus tôt possible.
11. La possibilité d'avoir un procès sommaire devrait être maintenue pour toutes les causes introduites en vertu de la procédure simplifiée. Toutefois, elle devrait être modifiée uniquement afin de permettre un bref interrogatoire principal ou une déclaration générale par l'une ou l'autre des parties ayant signé sous serment un affidavit dans le cadre du procès sommaire. Je n'accorderai pas plus de dix minutes pour cette déclaration ou cet interrogatoire, sous réserve d'une ordonnance du juge d'avant-procès, du protonotaire, ou du juge du procès en vue de prolonger cette durée.
12. Le Comité des règles en matière civile devrait déterminer si, conformément au principe de proportionnalité et sans compromettre l'équité de la procédure, les appels d'ordonnances interlocutoires rendues dans les causes introduites en vertu de la procédure simplifiée devraient être interdits ou faire l'objet de restrictions et, le cas échéant, de quelle façon.

## ***Jugement sommaire***

13. Ne pas modifier le critère d'absence de véritable question litigieuse de la règle 20.
14. Modifier la règle 20 afin de conférer expressément à un juge des requêtes ou à un protonotaire le pouvoir d'apprécier la preuve, d'évaluer la crédibilité et de tirer toute conclusion raisonnable en se fondant sur la preuve et les documents déposés, y compris toute conclusion défavorable dans les cas où une partie ne fournit aucun témoignage de personnes ayant une connaissance personnelle des



# Projet de réforme du système de justice civile

faits contestés. Ce pouvoir ne devrait toutefois pas être exercé si les intérêts de la justice exigent que la question soit tranchée dans le cadre d'un procès.

15. Modifier la règle 20 afin d'autoriser la cour à tenir un « mini-procès » relativement à une ou plusieurs questions, avec ou sans témoignage de vive voix, si les intérêts de la justice exigent la tenue d'un court procès permettant de statuer sur la requête en jugement sommaire. Le fonctionnaire judiciaire saisi de la requête en jugement sommaire présiderait également le « mini-procès ».
16. Éliminer la présomption de dépens substantiels contre la partie requérante dont la requête en jugement sommaire introduite en vertu de la règle 20.06 est rejetée. Remplacer cette présomption par une règle conférant à la cour le pouvoir discrétionnaire d'imposer des dépens substantiels si elle croit que l'une ou l'autre des parties a agi de façon déraisonnable en introduisant une requête en jugement sommaire ou en présentant une réponse à celle-ci, ou si une partie a agi de mauvaise foi ou dans l'intention de causer des retards.
17. Adopter un nouveau mécanisme de procès sommaire, semblable à celui qui est régi par la règle 18A de la Colombie-Britannique.
18. Conférer à un juge saisi d'une requête en jugement sommaire le pouvoir de convertir le rejet d'une telle requête en une demande de procès sommaire relativement aux causes pouvant être tranchées dans le cadre d'un procès sommaire. Le juge devrait également être investi des pouvoirs nécessaires pour rendre les ordonnances adéquates concernant la gestion du procès afin que la cause soit prête à être tranchée par voie de procès sommaire.

## Projet de réforme du système de justice civile

19. Si possible, le fonctionnaire judiciaire qui accorde l'autorisation de modifier le plaidoyer devrait entendre également toute requête subséquente introduite en vertu de la règle 21 concernant le même plaidoyer.

### *Parties litigantes non représentées par un avocat*

20. Entreprendre une évaluation des besoins dirigée par un comité directeur composé de fournisseurs de services juridiques en matière de droit civil et présidé par PBLO. Diverses sources de financement possibles, comme la Fondation du droit de l'Ontario et le ministère du Procureur général (MPG), devraient être envisagées.

Les objectifs de l'évaluation devraient être les suivants :

- a) dresser le profil des parties à une instance civile non représentées par un avocat en Ontario et déterminer leurs points d'interaction avec le système de justice civile qui contribuent aux difficultés rencontrées par ces parties, les administrateurs judiciaires et les tribunaux;
- b) cerner les besoins juridiques des parties à une instance civile non représentées par un avocat, déterminer la portée et l'accessibilité des services juridiques existants ainsi que les zones géographiques et les domaines importants de la pratique du droit civil où des services juridiques supplémentaires pourraient être fournis pour combler les lacunes;
- c) recommander les moyens les plus efficaces et efficients de fournir de l'aide et des renseignements juridiques.

21. Un comité composé de fournisseurs de renseignements et de ressources juridiques (le MPG, PBLO, le Barreau du Haut-Canada, Aide juridique Ontario), présidé par PBLO, devrait se réunir afin de coordonner l'offre de ressources et de renseignements juridiques améliorés dans les quatre domaines suivants :

- a) des renseignements généraux concernant le système de justice civile et sa structure;

## Projet de réforme du système de justice civile

- b) des renseignements détaillés sur la procédure visant à aider les parties litigantes non représentées par un avocat;
- c) des renseignements sommaires sur les domaines importants du droit qui seront les plus utiles à la plupart des parties à une instance civile non représentées par un avocat;
- d) des renseignements d'ordre procédural liés à la conformité aux ordonnances de la cour et à la mise en application de celles-ci.

22. Le comité devrait déterminer les médias les plus efficaces et les plus accessibles en ce qui a trait à la diffusion de ces renseignements auprès du public (p. ex., des documents imprimés disponibles dans les tribunaux ou les cliniques juridiques communautaires, des documents électroniques accessibles sur Internet ou des démonstrations sur vidéo de processus judiciaires et de comportements acceptables dans un tribunal, etc.).

23. Si possible, les associations du barreau et les avocats civilistes devraient continuer de mettre en œuvre et d'offrir des programmes et des services bénévoles.

24. Les avocats de l'Ontario devraient être encouragés à envisager de nouvelles méthodes de facturation innovatrices favorisant l'accès à la justice pour les parties litigantes aux prises avec des problèmes juridiques, de nature civile, qui autrement ne pourraient retenir les services d'un avocat.

25. Dans le cadre de la révision annoncée de l'aide juridique en 2006, les recommandations formulées en 1997 par le professeur John McCamus concernant l'aide juridique en matière civile devraient être revues.

26. Le Groupe de travail sur les services juridiques pro bono du ministère du Procureur général devrait continuer à soutenir les efforts de PBLO visant à élaborer un projet pilote de centre d'entraide à Toronto. Les sources de financement possibles, comme la Fondation du droit de l'Ontario et le MPG, devraient être envisagées. L'expansion du projet pilote dans d'autres régions de la province devrait être

# Projet de réforme du système de justice civile

envisagée en attendant l'évaluation des résultats et après avoir pris en considération les options économiques de prestation de services répondant aux besoins des personnes qui autrement ne pourraient retenir les services d'un avocat.

## *Jurys civils*

27. Le régime actuel qui régit l'accessibilité à des jurys civils, énoncé dans la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, devrait être maintenu, sauf en ce qui a trait aux causes introduites en vertu de la règle 76, qui régit la procédure simplifiée, pour lesquelles le montant du litige est de 50 000 \$ ou moins. Dans ces cas, pour avoir droit à un procès devant jury, une partie doit obtenir une ordonnance, sur requête, invoquant l'intérêt public général.
28. La *Loi sur les tribunaux judiciaires* devrait être modifiée afin de permettre à la cour de libérer le jury de son propre chef. Elle devrait prévoir l'application des critères suivants par la cour au moment où celle-ci doit décider de radier ou non une demande de convocation du jury :
- a) Après avoir pris en considération tous les facteurs pertinents, y compris les faits de l'affaire, la nature technique de la preuve, la complexité ou l'incertitude du droit applicable, la prédominance des questions juridiques importantes sur des questions de fait, l'interdépendance des questions de droit et de fait et la position des avocats, la justice sera-t-elle mieux servie avec ou sans jury?
  - b) Une partie serait-elle en mesure d'obtenir un procès équitable devant un jury?
  - c) En tenant compte de la valeur, de la nature et de l'importance des affaires, des intérêts des parties à l'égard d'un procès avec jury et de la durée probable du procès, le fait de faire partie d'un jury constituerait-il un inconvénient injustifié pour les jurés?

# Projet de réforme du système de justice civile

- d) Selon le tribunal, est-ce qu'une preuve inadmissible a été présentée au jury ou celui-ci a-t-il été témoin d'une conduite susceptible de l'influencer indûment de la part d'une partie ou d'un avocat?

## *Enquête préalable*

- 29. Dans toutes les règles relatives à l'enquête préalable, l'expression « qui se rapporte à une question en litige » devrait être remplacée par « pertinent à une question en litige ». Cette recommandation a pour objet d'éliminer le critère d'« apparence de pertinence » et de le remplacer par celui de simple pertinence.
- 30. Modifier la règle 31 afin de faire en sorte que chaque partie dispose d'un maximum d'une journée (sept heures) pour interroger la partie adverse, sous réserve d'une entente ou d'une ordonnance de la cour prévoyant un autre délai.
- 31. Comme pratique exemplaire, encourager les parties à répondre volontairement aux questions qui sont posées au cours d'un interrogatoire et qui font l'objet d'une objection fondée sur la pertinence, comme le prévoit le paragraphe 34.12 (2). De plus, encourager la cour à tenir compte de la possibilité de se prévaloir du processus aux termes du paragraphe 34.12 (2) au moment d'établir les dépens appropriés à la suite du rejet d'une requête.
- 32. Le Bureau du juge en chef de la Cour supérieure de justice devrait envisager la publication d'une directive en matière de pratique qui permettrait de déclarer que la cour peut refuser d'autoriser une enquête préalable ou attribuer des dépens appropriés relativement à une requête d'enquête préalable si les parties n'ont pas :
  - a) pris en considération et, dans la mesure du possible, appliqué les lignes directrices relatives à la communication des documents électroniques et les *Principes de Sedona Canada*, surtout l'obligation de se rencontrer et de discuter de l'établissement, de la conservation, de la cueillette, de

# Projet de réforme du système de justice civile

l'examen et de la production des renseignements sauvegardés sous forme électronique;

b) élaboré un plan d'enquête préalable écrit prévoyant les moyens les plus rapides et économiques de mener à terme le processus d'enquête préalable compte tenu des besoins de la cause, y compris les suivants :

- la portée des documents devant être conservés établie en fonction de la pertinence des documents et du principe de proportionnalité (dans un contexte où les coûts connexes de recherche et de la production des documents correspondent aux besoins d'une cause précise);
- les dates d'échange des affidavits de documents;
- Le nombre d'experts et les dates de présentation des rapports d'experts;
- la manière de produire les documents des parties et de tout tiers qui peut avoir en main des documents pertinents, ainsi que le moment et les coûts associés à la production de ces documents;
- les noms des personnes devant être interrogées durant l'enquête préalable (une question pertinente si l'une des parties est une société) ainsi que les dates et la durée de l'interrogatoire.

## ***Preuve d'expert***

33. Je ne recommande pas le recours obligatoire à des experts nommés conjointement.

Toutefois, dans des circonstances appropriées, au début du processus judiciaire, les parties devraient discuter de la possibilité de nommer conjointement un expert afin de réduire les coûts et d'éviter les rapports inutiles d'experts concurrents, conformément aux pratiques exemplaires que préconise le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables.

34. Modifier les règles afin d'obliger les parties à discuter du nombre d'experts qui seront appelés et des échéanciers de production des rapports d'experts dans les 60 jours suivant la mise au rôle du procès. En tant que règle par défaut, la



## Projet de réforme du système de justice civile

règle 53.03 devrait être modifiée afin d'exiger que tous les rapports d'experts soient échangés au moins 90, 60 et 30 jours avant les conférences préparatoires ou de règlement, sous réserve d'une entente conclue entre les parties prévoyant d'autres délais ou d'une ordonnance de la cour.

35. Modifier les règles 50.01, 76.10, 77.14, 77.15 et 78.10 afin que le fonctionnaire judiciaire présidant les conférences préparatoires, de règlement et de gestion du procès se penche sur le nombre approprié d'experts auxquels chaque côté peut avoir recours, aux questions précises pouvant être abordées et la recevabilité de la preuve d'expert, et rende des ordonnances relativement à ces éléments.

36. Modifier l'article 12 de la *Loi sur la preuve* afin de :

- a) préciser qu'un juge (ou un fonctionnaire) présidant les réunions préparatoires (p. ex., les conférences préparatoires, de règlement ou de gestion du procès), qui pourrait ou non présider le procès, peut autoriser le recours à plus de trois experts (ou moins dans les causes introduites en vertu de la procédure simplifiée). Le pouvoir discrétionnaire permettant au juge du procès de modifier une ordonnance préalable concernant le nombre d'experts se limiterait, je l'espère, à des situations où sont survenus des changements de circonstances importants ou où une partie serait désavantagée de façon évidente durant le procès si elle ne pouvait avoir recours à des experts supplémentaires;
- b) dresser une liste des questions suivantes, dont la cour tiendrait compte au moment d'exercer son pouvoir discrétionnaire relativement au nombre d'experts approprié :
  - Le nombre d'experts proposé est-il raisonnable pour en arriver à un règlement juste et équitable du litige?

# Projet de réforme du système de justice civile

- Le nombre d'experts proposé est-il conforme au principe visant à garder les coûts et la durée du procès proportionnels au montant ou aux questions à en jeu?
- Toute autre question pertinente liée à un règlement juste, équitable et rapide du litige.

37. Adopter une nouvelle disposition (dans les Règles de procédure civile ou la *Loi sur la preuve*) établissant que l'expert a l'obligation d'aider la cour relativement aux questions relevant de sa compétence et que cette obligation a la priorité sur toute obligation envers la personne qui lui a fourni des directives ou la paie. Obliger l'expert à attester, dans son rapport, qu'il est conscient de cette obligation et qu'il la comprend.

38. Permettre au fonctionnaire judiciaire qui préside les conférences préparatoires, de règlement et de gestion du procès d'ordonner aux experts concurrents, dans les causes appropriées, de :

- a) se rencontrer afin de discuter sous toutes réserves d'une ou de plusieurs questions contenues dans leurs rapports respectifs en vue de déterminer, de clarifier et, c'est à espérer, de régler les questions sur lesquelles ils ne s'entendent pas;
- b) rédiger une déclaration conjointe sur les questions qui font l'objet d'un accord ou les motifs d'un désaccord continu;

Lorsque selon la cour,

- un accord peut être conclu relativement à une partie ou à l'ensemble des questions;
- la raison justifiant les opinions d'experts contradictoires est inconnue et qu'une clarification des questions faisant l'objet d'un désaccord aiderait les parties ou la cour;



# Projet de réforme du système de justice civile

- des économies de temps et d'argent ou autres avantages peuvent en découler proportionnellement aux montants en jeu et aux questions litigieuses.

39. Modifier la règle 53.03 afin d'exiger que tous les rapports d'experts contiennent les renseignements suivants :

- a) le nom, l'adresse et le curriculum vitae à jour de l'expert;
- b) une description détaillée des qualifications et du domaine de compétence de l'expert;
- c) une description des directives fournies à l'expert;
- d) la nature de l'opinion sollicitée et les questions précises liées à cette opinion;
- e) une description de la recherche effectuée qui a permis à l'expert de fonder son opinion;
- f) une description des hypothèses factuelles sur lesquelles l'opinion est fondée;
- g) une liste de tous les documents sur lesquels repose la formulation de l'opinion;
- h) l'opinion et ses fondements. S'il existe un éventail d'opinions sur les questions dont traite le rapport, un résumé de ces opinions et des motifs ayant poussé l'expert à opter pour son opinion.

## *Gestion des litiges*

40. Modifier la règle 37.15 afin de :

- a) permettre à la cour d'ordonner qu'une cause soit assujettie, conformément à la règle 37.15, à la gestion d'un juge, d'un protonotaire ou d'un protonotaire responsable de la gestion des causes si elle est d'avis que la cause aurait avantage à être gérée par un seul fonctionnaire judiciaire, après avoir tenu compte du critère énoncé au paragraphe 77.09.1 (5). Une ordonnance visant à assujettir une cause à

## Projet de réforme du système de justice civile

la règle 37.15 peut être rendue par la cour de son propre chef ou par suite d'une demande écrite adressée au juge principal régional de la région où la cause a été introduite, avec copie à toutes les autres parties;

- b) permettre des mécanismes visant l'obtention rapide de directives et d'ordonnances concernant la question de procédure auprès du juge, du protonotaire ou du protonotaire responsable de la gestion des causes qui gère une cause introduite en vertu de la règle 37.15. Ces mécanismes – semblables aux processus actuellement prévus par les règles 76 et 77 – peuvent comprendre une conférence préparatoire téléphonique ou en personne ou un processus simplifié visant le dépôt de requêtes par écrit ou sans affidavit;

- 41. Au moment d'examiner la règle 78, envisager la modification de la règle 78.12 en vue de rendre le critère et le processus visant à assujettir une cause au système de gestion des causes en vertu de la règle 77 conformes au critère et au processus recommandés visant à assujettir une cause au système de gestion personnalisée des causes en vertu de la règle 37.15.
- 42. Le Bureau du juge en chef de la Cour supérieure de justice et le ministère du Procureur général devraient surveiller l'accès aux protonotaires responsables de la gestion des causes relativement aux causes civiles gérées introduites à Ottawa afin de s'assurer que le nombre de protonotaires responsables de la gestion des causes suffit à répondre aux besoins de gestion des causes civiles dans cette région.
- 43. Le comité directeur responsable de la gestion des causes de Windsor devrait solliciter l'avis des membres de la magistrature et du barreau de la région afin de déterminer si une réforme de la règle 77 devrait être adoptée dans le comté d'Essex.
- 44. Le Comité des règles en matière civile devrait se pencher sur l'utilité future de la règle 77 dans la province. Tout projet visant à étendre l'application de la règle 77 une évaluation de l'application actuelle de la règle 77 à Windsor et à Ottawa en

## Projet de réforme du système de justice civile

tant que mécanisme efficace permettant de réduire les coûts et les délais, l'examen de la règle 78 à Toronto et d'autres modèles de gestion et de non-intervention qui pourraient remplacer la règle 77 (p. ex., la procédure ordinaire, la règle 78 et d'autres modèles) seraient pertinents.

45. Toute instance où une partie n'est pas représentée par un avocat devrait être gérée dans la mesure où cela s'avère nécessaire, conformément soit à la règle 37.15 élargie, soit aux règles 77 et 78.

### *Conférences préparatoires et gestion des procès*

46. Modifier la règle 50 afin de prescrire le double objet d'une conférence préparatoire : discuter du règlement d'une partie ou de l'ensemble des questions et obtenir toute ordonnance et toute directive nécessaire pour s'assurer que la cause est prête à être entendue par la cour et que le procès se déroulera de façon ordonnée et efficace.
47. Les juges habiles en matière de négociation et spécialisés dans le domaine concerné devraient, si possible, présider les conférences préparatoires.
48. Les parties (ou les personnes ayant un pouvoir de règlement) devraient être obligées d'assister aux conférences préparatoires (ou pouvoir être jointes au téléphone si la présence en personne est impossible).
49. Modifier la règle 50.04 afin de permettre au juge qui préside la conférence préparatoire de présider également le procès, avec le consentement des parties.
50. Les juges qui président les conférences préparatoires devraient rendre toute ordonnance nécessaire relativement à la gestion du procès qui favorise l'utilisation la plus efficace possible du temps consacré au procès. Ils devraient plus particulièrement pouvoir imposer des limites de temps pour la présentation de la

# Projet de réforme du système de justice civile

cause de chaque partie, sous réserve du pouvoir discrétionnaire du juge du procès de modifier ces ordonnances si des circonstances imprévues se présentent ou s'il est évident que les intérêts généraux de la justice exigent qu'elles soient modifiées.

51. Chaque région devrait adopter une pratique administrative, semblable à celle qui a été mise en place à Toronto, relativement à l'établissement des dates de conférences préparatoires et des dates provisoires des procès, afin de permettre qu'une tranche horaire suffisante soit réservée aux conférences préparatoires aux procès et d'éviter que les parties aient à se présenter à l'audience de mise au rôle. Les dates provisoires du procès devraient être confirmées à la conférence préparatoire.
52. Les conférences préparatoires devraient avoir lieu de quatre à six mois avant le procès.
53. La magistrature devrait être encouragée à utiliser son pouvoir inhérent afin de mieux réglementer les procès pour faire en sorte que ceux-ci se déroulent de façon ordonnée et efficace.
54. Le Comité des règles en matière civile devrait envisager d'aborder la dissociation dans une règle qui permettrait à un juge, sur demande de l'une ou l'autre des parties ou de son propre chef, de rendre une ordonnance de dissociation après avoir entendu les parties. Toute règle autorisant la dissociation pourrait renvoyer à une partie ou à l'ensemble de 14 facteurs énumérés dans le jugement de l'affaire *Bourne contre Saunby*.

## **Appels**

55. La Commission du droit de l'Ontario devrait procéder à l'examen du rôle de la Cour divisionnaire en tant que tribunal intermédiaire d'appel et présenter des

# Projet de réforme du système de justice civile

recommandations concernant le rôle et la compétence qu'aura cette cour à l'avenir. Cet examen devrait tenir compte des compétences du tribunal en matière de révision judiciaire et d'appel.

56. Le Comité des règles en matière civile devrait envisager et proposer au procureur général d'apporter des modifications à la *Loi sur les tribunaux judiciaires* qui feraient en sorte que seules les ordonnances qui mettent un terme à une action/requête puissent être portées en appel devant la Cour d'appel. Les appels de toutes les autres ordonnances seraient entendus par la Cour divisionnaire. Le Comité des règles en matière civile est le mieux placé pour déterminer si une autorisation devrait être nécessaire et, dans l'affirmative, pour quelles raisons cette autorisation serait accordée.
57. La Cour d'appel devrait entendre les appels d'ordonnances de jugement sommaire rendues en vertu de la règle 20 si le montant en cause concorde avec la compétence d'attribution de la Cour d'appel.
58. Les appels de décisions arbitrales rendues en vertu de la *Loi sur l'arbitrage* devraient être entendus par la Cour d'appel si le montant en cause (50 000 \$ ou plus) fait en sorte que le montant accordé concorde avec la compétence d'attribution de la Cour d'appel.

## ***Établissement du calendrier des motions et des procès***

59. Le bureau du Juge en chef de la Cour supérieure et les juges principaux régionaux de chaque région envisagent les possibilités suivantes :
- a) remplacer l'obligation de comparaître en personne à l'audience de fixation du rôle par une nouvelle méthode d'établissement de la date des procès (p. ex., conférer aux coordonnateurs de procès le pouvoir de fixer les dates des procès; utiliser un formulaire administratif, soumis conjointement par les parties, permettant de fixer les dates des procès;

## Projet de réforme du système de justice civile

tenir des audiences de fixation du rôle par téléconférence; se servir d'Internet pour fixer les dates provisoires des procès);

- b) imposer des limites de temps à la longueur des procès et les faire respecter afin de procurer une certitude accrue quant à leur durée et d'améliorer l'établissement du calendrier des procès;
- c) adopter et mettre en application de manière rigoureuse une politique sur les ajournements;
- d) établir des normes externes de temps selon lesquelles les procès devront être entendus et dont il faudra tenir compte au moment d'établir le calendrier des procès. Ces normes fourniront aux parties au litige un point de référence leur permettant de savoir à quel moment une date de procès pourrait se libérer, une fois leur cause rendue à l'étape de la mise au rôle.

60. Le bureau du Juge en chef de la Cour supérieure et les juges principaux régionaux de chaque région devraient envisager :

- a) l'institution d'audiences tenues en chambre à 9 h ou à 9 h 30 pour traiter les affaires *ex parte* ainsi que les questions d'établissement du calendrier, de consentement et autres qui nécessitent moins de 10 minutes et qui figureraient autrement sur les listes des motions. L'audience en chambre se ferait en personne ou par téléconférence;
- b) l'utilisation de plages horaires plus précises pour l'audition des motions (p. ex., des plages horaires le matin et l'après-midi) afin de limiter les pertes de temps en cour;
- c) l'utilisation accrue de la téléconférence pour les motions courtes. La modification des règles 1.08 et 37 afin de permettre au tribunal, de son propre chef ou à la demande de l'une des parties, d'utiliser la téléconférence pour fixer une date d'audience et entendre la cause.



## Projet de réforme du système de justice civile

61. Le Comité des règles en matière civile devrait envisager d'allonger les délais prescrits pour le dépôt des documents relatifs à une motion et du formulaire de confirmation de la motion (p. ex., 7 et 5 jours, respectivement, avant la date d'audition prévue de la motion).
62. L'introduction d'une procédure d'examen détaillé anticipé pour les motions longues dans les tribunaux où la liste des motions longues est surchargée (p. ex., Brampton et Newmarket) et dans d'autres endroits au besoin. Un tel processus permettrait de s'assurer que la motion est prête à être entendue et d'allouer des plages horaires appropriées pour l'audience. Des limites de temps pourraient également être imposées aux plaidoiries.

### *Lieu*

63. Il me semble que, dans le meilleur des mondes, un demandeur devrait être en mesure d'introduire une instance en n'importe quel lieu en déposant sa demande par voie électronique. Dans la mesure du possible, la demande devrait ensuite être transférée vers le lieu qui y est indiqué.
64. Le processus de changement de lieu devrait être simplifié (p. ex., en déposant un formulaire simplifié de motion de 2 pages avec ou sans preuve par affidavit, modelé sur les règles de procédure simplifiée et de gestion des causes).
65. Les motions visant le changement de lieu devraient être entendues par téléconférence ou déposées par écrit, sous réserve de directives contraires si des plaidoiries sont nécessaires. Dans les cas clairs, comme celui de l'exemple ci-dessus, l'auteur de la motion devrait être indemnisé sur-le-champ de tous ses dépens.
66. Subsidiairement, modifier les paragraphes 37.03 (1), 38.03 (1), 77.01 (5) et 76.05 (2) afin de permettre à une partie d'introduire, auprès de n'importe quel tribunal, une motion visant le changement de lieu.

# Projet de réforme du système de justice civile

## *Civilité*

67. La nécessité d'un comportement éthique fait désormais partie du programme d'études des écoles de droit. La civilité est un aspect du comportement éthique sur lequel les écoles de droit devraient insister plus qu'elles ne le font déjà.
68. Les cabinets d'avocats devraient fournir à leurs stagiaires une formation qui souligne l'importance de la civilité. Le comportement discourtois chez les stagiaires ne devrait pas être toléré.
69. Les juges devraient adopter une attitude de « tolérance zéro » lorsqu'ils sont confrontés à un comportement discourtois dans la salle d'audience. Ils disposent d'une vaste gamme de recours, y compris la persuasion, le signalement du comportement discourtois d'un avocat au Barreau, les ordonnances d'adjudication des dépens et, dans les cas graves, le processus d'outrage.
70. Les avocats ne devraient pas hésiter à signaler les cas de comportement discourtois au Barreau. Si le Barreau n'est pas au fait d'un comportement discourtois, on ne peut pas s'attendre à ce qu'il prenne des mesures pour y remédier.

## *Utilisation de la technologie dans le système de justice civile*

71. Il faut encourager les parties et leurs avocats à étudier les moyens d'appliquer la technologie pour partager de l'information par voie électronique afin de réaliser des économies de temps et d'argent. La magistrature et les services d'administration des tribunaux devraient, dans la mesure du possible, tout mettre en œuvre pour accueillir les demandes d'utilisation de la technologie dans le cadre d'instances individuelles.
72. Un comité formé de neuf membres (la magistrature, le barreau et les services d'administration des tribunaux représentés chacun par un membre provenant d'un tribunal ontarien de petite, moyenne et grande taille) devrait être créé et avoir



## Projet de réforme du système de justice civile

pour mandat de présenter au procureur général, au juge en chef de la Cour supérieure de justice et au juge en chef de l'Ontario des recommandations concernant les améliorations technologiques pouvant être apportées dans les trois types de tribunal. Les recommandations devraient être détaillées et tenir compte des conséquences d'ordre politique, juridique, financier et opérationnel. Elles devraient également comprendre un processus permettant d'évaluer les réformes qui sont mises en place.

73. Les juges devraient suivre une formation supplémentaire sur tous les aspects de l'utilisation de la technologie dans la salle d'audience et à l'extérieur de cette dernière. Il s'agit d'une question qu'étudie présentement le Comité consultatif sur l'utilisation des nouvelles technologies par les juges du Conseil canadien de la magistrature. L'Institut national de la magistrature et le ministère du procureur général devraient contribuer, dans la mesure du possible, à la prestation d'une telle formation.
74. Il faudrait modifier les règles 1.08 et 37 pour permettre à une partie de proposer, ou à un tribunal d'ordonner de son propre chef, que toute affaire dont il est fait mention dans la règle 1.08 puisse être entendue par téléconférence ou vidéoconférence.

### *Comité des règles en matière civile*

75. Le Comité des règles en matière civile devrait formuler lui-même des recommandations à l'intention du vérificateur général sur la réduction du nombre de ses membres.
76. La liste des membres du Comité et l'ordre du jour des réunions devraient être affichés sur le site Web des tribunaux de l'Ontario. Le Comité des règles en

# Projet de réforme du système de justice civile

matière civile devrait déterminer si les procès-verbaux de ses réunions devraient également être affichés sur le site Web et dans quelle mesure ils devraient l'être.

77. Le Comité des règles en matière civile, en se fondant sur les commentaires du secrétariat, devrait recommander des options au procureur général, au juge en chef de l'Ontario et au juge en chef de la Cour supérieure de justice afin de renforcer le mandat du secrétariat pour qu'il puisse répondre aux besoins immédiats de réforme des règles et qu'il soit proactif dans son étude et son analyse des réformes potentielles à court et à long terme de la justice civile en Ontario.

## ***Demandes pour conduite négligente***

78. Le surintendant des services financiers, lorsqu'il procédera à son prochain examen de la partie VI de la *Loi sur les assurances* et de ses règlements d'application, devrait tenir compte des questions suivantes :

- a) Quel impact la transition de l'ancien seuil lexical au nouveau seuil a-t-elle eu sur les coûts des sinistres et les primes?
- b) Si l'on découvre que certaines demandes qui ne seraient pas exclues par la franchise ont été exclues par le seuil, qui sont les demandeurs à qui l'on ne permet pas d'intenter une poursuite dans le système de justice civile et quelles sont leurs lésions? Il s'agit de questions importantes pour l'intérêt public.
- c) La franchise de 30 000 \$ qui s'applique à certaines demandes devrait-elle être augmentée, diminuée ou abandonnée?

## ***Proportionnalité et coûts des litiges***

## Projet de réforme du système de justice civile

79. Les Règles de procédure civile devraient comporter un principe d'interprétation très important selon lequel la manière dont les tribunaux et les parties abordent une affaire soit proportionnelle à ce qui est en jeu, à l'importance jurisprudentielle de la cause et à la complexité de l'instance.
80. Les avocats devraient être obligés de préparer un budget du contentieux, qu'ils devront passer en revue avec le client avant d'introduire ou de contester une instance. Ce budget devrait être mis à jour au plus tard à la fin des interrogatoires préalables. Le Barreau du Haut-Canada devrait en outre envisager d'en faire une exigence expresse pour la profession en vertu du Code de déontologie.
81. Le Comité des règles en matière civile devrait étudier la question de savoir s'il serait opportun de modifier la règle 57.01 afin d'ajouter, comme facteur dont devra tenir compte le tribunal lorsqu'il procède à l'adjudication des dépens, le succès relatif d'une partie à l'égard d'une ou de plusieurs des questions par rapport à toutes celles qu'elle a soulevées. Cette recommandation s'inscrit non pas dans le contexte de l'adjudication distributive des dépens (sujet qu'a abordé la Cour d'appel), mais plutôt dans le contexte du temps du tribunal qui a été gaspillé dans le traitement de demandes ou de défenses frivoles. C'est une chose que d'avancer des demandes ou défenses qui ne sont manifestement pas bien fondées, et une autre que de gaspiller du temps à le faire. Peut-être que l'alinéa 57.01. (1) e) est suffisamment vaste pour répondre à cette préoccupation. Ce sera au Comité des règles en matière civile de décider.



# Projet de réforme du système de justice civile

## 1. INTRODUCTION

### Contexte

En 1996, l'équipe de révision de la justice civile a publié son rapport final qui expose une stratégie globale visant à rendre le système de justice civile de l'Ontario plus rapide, plus simple et plus efficace<sup>1</sup>. À peu près à la même époque, l'Association du Barreau canadien (ABC) a recommandé, dans son *Rapport du Groupe de travail sur les systèmes de justice civile*, la définition de stratégies et de mécanismes visant la modernisation constante du système de justice civile à l'échelle nationale<sup>2</sup>. Les rapports de l'équipe de révision de la justice civile et de l'ABC ont permis de lancer des réformes importantes en Ontario dans le but d'améliorer l'accès à la justice. Parmi les principales modifications apportées, mentionnons la simplification des procédures, la gestion de cas, la médiation obligatoire et l'augmentation du taux de compétence de la Cour des petites créances, qui est passé de 6 000 \$ à 10 000 \$.

Plus de dix ans se sont écoulés depuis la publication des rapports de l'équipe de révision de la justice civile et de l'ABC. Bon nombre de leurs recommandations ont été mises en œuvre en Ontario et dans l'ensemble du Canada en général, ce qui a donné des résultats positifs. Malgré tout, les coûts et les délais (qui sont interreliés) continuent d'être mentionnés à l'échelle provinciale et nationale comme étant des obstacles importants qui empêchent les Canadiens moyens d'avoir accès au système de justice civile.

En 2001, le gouvernement de l'Ontario et la Cour supérieure de justice ont conjointement créé le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario dans le but de cerner les problèmes liés à ces enquêtes et de formuler des recommandations en vue

<sup>1</sup> *Rapport complémentaire et final de l'équipe de révision de la justice civile* (Toronto, équipe de révision de la justice civile, novembre 1996) [ci-après dénommée l'équipe de révision de la justice civile].

<sup>2</sup> *Rapport du Groupe de travail sur les systèmes de justice civile* (Ottawa : Groupe de travail sur les systèmes de justice civile de l'Association du Barreau canadien, août 1996) [ci-après dénommé *Rapport de l'ABC sur les systèmes de justice civile*].

## Projet de réforme du système de justice civile

d'une réforme. Dans son rapport de 2003, le groupe d'étude a indiqué que les coûts et les délais liés aux enquêtes préalables constituent des obstacles à l'accès à la justice<sup>3</sup>. Par conséquent, il a recommandé d'apporter des modifications aux règles afin d'épargner du temps et de l'argent et d'élaborer des pratiques exemplaires ou des directives comme normes de conduite en matière d'enquêtes préalables. Le Groupe d'étude a reconnu que l'imposition d'un nombre accru de règles nouvelles ne permettrait pas de régler tous les problèmes liés aux enquêtes préalables. C'est pourquoi les pratiques exemplaires ou les directives qu'il a élaborées devaient régler de nombreux problèmes attribuables à la nature accusatoire de la « culture du contentieux ».

En mars 2006, l'Advocates' Society a tenu un forum sur les politiques, intitulé *Streamlining the Ontario Civil Justice System*, qui avait pour objectif de trouver des façons créatives de promouvoir un processus de règlement des différends efficace et moins coûteux dans nos tribunaux afin d'améliorer l'accès à la justice<sup>4</sup>.

Le Forum canadien sur la justice civile a tenu une conférence à deux volets, un en mai et l'autre en décembre 2006, intitulée *Vers le futur, ordre du jour de la réforme de la justice civile*. Les participants à la conférence se sont penchés sur un éventail de questions, dont l'état des réformes de la justice civile au Canada, les obstacles à une réforme efficace et la définition d'une orientation nationale pour les systèmes de justice civile dans les années à venir<sup>5</sup>.

D'autres territoires canadiens de compétence ont récemment entrepris des révisions officielles de leur système de justice civile. En novembre 2006, le Civil Justice Working Group (groupe de travail sur la justice civile) du Justice Review Task Force (groupe de

<sup>3</sup> Rapport du Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario (Toronto, Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario, 2003) [ci-après dénommé *Rapport du Groupe d'étude sur les enquêtes préalables*].

<sup>4</sup> Un exemplaire du rapport de l'Advocates' Society faisant suite à ce forum sur les politiques, intitulé *Streamlining the Ontario Civil Justice System: A Policy Forum, Final Report*, peut être consulté en ligne sur le site Web de l'Advocates' Society [http://www.advocates.ca/pdf/Final\\_Report.pdf](http://www.advocates.ca/pdf/Final_Report.pdf) [ci-après dénommé le rapport *Streamlining the Ontario Civil Justice System* de l'Advocates' Society].

<sup>5</sup> Des documents publiés à la suite de la conférence *Vers le futur* du Forum canadien sur la justice civile peuvent être consultés en ligne sur le site Web du Forum <<http://www.cfcj-fcjc.org/publications/if-fr.php/>>.

# Projet de réforme du système de justice civile

travail sur la révision de la justice) de la Colombie-Britannique a publié un rapport intitulé *Effective and Affordable Civil Justice*<sup>6</sup>. Ce groupe de travail a été créé dans le but d'étudier les modifications fondamentales à apporter au système de justice civile de la Colombie-Britannique, du moment où un problème juridique surgit jusqu'à la toute fin du processus devant la Cour suprême de la Colombie-Britannique. Le groupe de travail a formulé trois recommandations visant à modifier un système que bon nombre de personnes décrivent comme « trop coûteux, trop complexe et trop lent »<sup>7</sup>.

De plus, les avocats, les juges et, surtout, la population pour qui le système existe se sont tous clairement exprimés dans des communications lors de conférences et dans les médias sur les coûts du système de justice civile, les délais et l'augmentation apparente du nombre de litigants non représentés par un avocat au cours des dernières années<sup>8</sup>.

## *Projet de réforme du système de justice civile – mandat et aperçu*

En juin 2006, le procureur général de l'Ontario, l'honorable Michael Bryant, m'a demandé de diriger le Projet de réforme du système de justice civile (la « révision ») et de rédiger un rapport sur les questions soulevées dans le cadre de référence. Mon mandat

<sup>6</sup> Civil Justice Reform Working Group, British Columbia Justice Review Task Force, *Effective and Affordable Civil Justice: Report of the Civil Justice Reform Working Group to the Justice Review Task Force*, novembre 2006, en ligne : BC Justice Review Task Force < [http://www.bcjusticereview.org/working\\_groups/civil\\_justice/cjrwg\\_report\\_11\\_06.pdf](http://www.bcjusticereview.org/working_groups/civil_justice/cjrwg_report_11_06.pdf) > [ci-après dénommé le rapport du BC Civil Justice Reform Working Group].

<sup>7</sup> Ibid. v-vii. Les trois principales recommandations étaient les suivantes :

- ❑ créer un centre permettant de fournir aux gens les renseignements, les conseils, les directives et autres services dont ils ont besoin pour régler leurs propres problèmes juridiques;
- ❑ exiger que les parties assistent personnellement à la conférence préparatoire d'une nouvelle cause avant d'engager activement le système au-delà du fait d'intenter une action ou d'y répondre;
- ❑ créer de nouvelles règles pour la Cour suprême, en intégrant plusieurs des modifications que le groupe de travail a recommandé d'apporter à certaines règles.

<sup>8</sup> Voir, p. ex., G. Cohen, éditorial, « The time has come for civil justice reform », *Law Times*, 17 juillet 2006; K. Makin, « Help lawyerless litigants, judges urged: McLachlin expresses concern about flood of people representing themselves in court », *Globe & Mail*, 13 décembre 2006; T. Tyler, « Ordinary citizens, unable to secure legal aid or pay punitive legal bills fight a "David and Goliath" battle as they argue their own cases in court », *Toronto Star*, 7 mars 2007; K. Makin, « Top judge sounds alarm on trial delays », *Globe & Mail*, 9 mars 2007; B. Powell, « Justice summit to audit broken system; Public asked to join lawyers and judges in Ontario Bar Association talks », *Toronto Star*, 13 mars 2007, D02; Conseil canadien de la magistrature, « Énoncé de principes concernant les plaideurs et les accusés non représentés par un avocat », septembre 2006, en ligne : <<http://www.cjc-ccm.gc.ca/cmslib/general/Final-Enonce-de-principes.pdf>>.



# Projet de réforme du système de justice civile

est d'examiner les secteurs pouvant être réformés et de formuler des recommandations qui, si elles étaient mises en œuvre, rendraient le système de justice civile plus accessible et abordable pour les Ontariens. Les recommandations devraient pouvoir être mises en œuvre dans un délai raisonnable et donner des résultats significatifs sur le plan de l'amélioration de l'accès à la justice. On m'a plus précisément demandé : a) de cerner les principaux secteurs à réformer b) d'élaborer des options de réforme et c) de formuler des recommandations précises quant aux options proposées qui permettraient de mieux atteindre les objectifs de base de la révision.

Mon cadre de référence, qui est reproduit à l'**annexe A**, ne visait pas le droit familial ou les affaires criminelles. Néanmoins, j'ai essayé de tenir compte de façon raisonnable de la mesure dans laquelle les affaires familiales et criminelles utilisent notamment les ressources judiciaires.

Conformément au cadre de référence, j'ai constamment tenu compte des points et des principes suivants, qui constituent tous des éléments du grand thème qu'est l'accès à la justice :

- ❑ **L'accès** : il s'agit de la question déterminante. Les parties litigantes, qu'elles soient représentées ou non par un avocat, doivent avoir réellement accès au système de justice civile.
- ❑ **La proportionnalité** : L'examen que j'ai entrepris ainsi que mes recommandations s'articulent autour du principe selon lequel les délais et les coûts de toute instance devraient être proportionnels au montant en litige et à l'importance de l'enjeu.
- ❑ **La culture du contentieux** : Les recommandations devraient permettre de reconnaître que la réforme des règles et de la réglementation pourrait ne pas résoudre à elle seule, de façon adéquate, les problèmes du système. Les moyens de favoriser un changement de culture au sein de la magistrature et du barreau devraient être pris en compte. À mon avis, le changement de culture ne



# Projet de réforme du système de justice civile

se résume pas qu'à une question de civilité. Il tient également compte de la façon de faire au sein du système de justice civile, y compris le rôle des juges, des avocats et des parties litigantes non représentées.

En formulant et en soupesant mes recommandations, j'ai également essayé de tenir compte du fait qu'en Ontario, les problèmes relatifs à la justice civile diffèrent d'une région à l'autre. Par exemple, les consultations ont révélé que les problèmes liés aux enquêtes préalables et à la production surviennent principalement à Toronto. En outre, l'augmentation importante du taux de compétence de la Cour des petites créances et la simplification de la procédure ont reçu beaucoup plus d'appui à Toronto que dans le reste de la province. En fin de compte, je suis arrivé à la conclusion qu'il était préférable de modifier certaines recommandations générales afin de tenir compte des différences régionales plutôt que d'avoir diverses règles dans différentes parties de la province. J'en ai conclu que des améliorations aux procédures en région pouvaient être apportées par le biais de directives liées aux pratiques, qui sont conformes aux règles.

Au début de cette révision, un document de consultation (reproduit à l'**annexe B**) a été rédigé et distribué à l'ensemble des juges, des principaux groupes d'avocats et autres utilisateurs du système de justice civile. Ce document abordait des domaines préliminaires à l'égard desquels des réformes étaient nécessaires et des options de modifications avaient été établies. L'objectif n'était pas d'énumérer de façon exhaustive les questions qui pourraient faire l'objet de la présente révision, ce qui d'ailleurs n'a pas été le cas.

Un site Web a également été créé en vue d'accroître la sensibilisation à l'égard du projet de révision et d'inviter l'ensemble de la population à présenter des mémoires. Des renseignements généraux sur le projet de révision et le document de consultation ont été publiés sur le site Web (<http://www.civiljusticereform.jus.gov.on.ca/french/default.asp>), auquel on pouvait accéder à partir du site Web du ministre du Procureur général et de ceux de divers autres organismes (p. ex., ceux du Forum canadien sur la justice civile, de l'Advocates' Society et de l'Association du Barreau du Comté de Carleton).

# Projet de réforme du système de justice civile

Des avis ont également été publiés dans *Ontario Reports* et *The Lawyers Weekly*, invitant la communauté juridique à présenter des mémoires. Nous avons reçu plus de 60 mémoires d'associations du barreau ou d'autres organismes, d'avocats, de membres de la magistrature ou de membres du public.

Outre ces mémoires, des réunions de consultation ont été tenues avec des associations du barreau de chaque région de la province, des membres de la magistrature, des représentants du ministère du Procureur général, des principaux organismes de litigants, un certain nombre de cabinets d'avocats et d'autres utilisateurs du système de justice civile. Une liste des personnes et des organismes consultés figure à l'**annexe C**. Les questions pertinentes ne se limitaient pas à celles que contenait le document de consultation. Toutes les présentations reçues ont été examinées et, dans la mesure où je le jugeais utile, prises en considération.

Dans le cadre du processus de consultation, j'ai rencontré le juge en chef de l'Ontario – le juge Roy McMurtry, qui occupait alors ce poste, et le juge Warren Winkler. J'avais également rencontré auparavant le juge en chef Winkler, à titre de juge principal régional de Toronto, le juge en chef adjoint de l'Ontario, le juge en chef de la Cour supérieure de justice, le juge en chef adjoint de la Cour supérieure de justice, les juges principaux régionaux de l'Ontario et des juges de la Cour supérieure dans chaque région de la province, ainsi que des protonotaires de Toronto et d'Ottawa.

J'ai mis sur pied trois comités consultatifs composés de membres du barreau et de la magistrature, dont le rôle était d'offrir des conseils relativement à la détermination et à l'évaluation des options de réforme. Parmi ces comités consultatifs, un représentait la région de Toronto et un autre les régions autres que celle de Toronto compte tenu du fait que les diverses régions de la province peuvent exiger des solutions différentes.

# Projet de réforme du système de justice civile

Au début du processus de consultation, il est devenu évident que plusieurs réformes étaient axées sur une plus grande utilisation de la technologie entre les parties et dans l'enceinte du tribunal. Par conséquent, j'ai mis sur pied un comité de la technologie afin de tenir compte des nouveaux enjeux, dont la communication préalable, la tenue des instances, le dépôt de documents et, surtout, la production de documents par voie électronique, c'est-à-dire la façon dont les parties et leurs avocats partageront les renseignements dans des circonstances où l'utilisation de copies papier ne s'avère pas très pratique sur les plans des coûts et de l'efficacité.

Les noms des membres de chaque comité consultatif figurent dans les listes ci-dessous :

Comité pour l'extérieur de la région de Toronto	Comité pour la région de Toronto	Comité de la technologie
Tom Conway (Ottawa)	Earl Cherniak	Le juge Colin Campbell
Peter Cronyn (Ottawa)	Brian Bellmore	L'honorable James Farley
Carl Fleck (Sarnia)	John Callaghan	Le juge Thomas Granger
Kristopher Knutsen (Thunder Bay)	Andrew Evangelista	Le juge Russell Juriansz
Peter Kryworuk (London)	Peter Griffin	Glenn Smith
Marvin Kurz (Brampton)	Keith Landy	Chris Walpole
William Leslie (Barrie)	Adrian Lang	David Wires
Michael O'Hara (Sudbury)	Jeff Leon	Susan Wortzman
William Sasso (Windsor)	John McLeish	
John Walker (Sault Ste. Marie)	Paul Pape	
	Neil Rabinovich	
	Joel Richler	
	Linda Rothstein	
	Peter Wardle	

Je suis reconnaissant envers tous les membres de ces trois comités consultatifs pour leur précieuse contribution, en ce qui concerne non seulement l'établissement des modifications requises, mais aussi l'évaluation du contenu et de la portée de celles-ci. Bien que le comité de la technologie ait souvent communiqué dans ce qui m'a semblé être une

# Projet de réforme du système de justice civile

langue étrangère, j'espère avoir saisi le message quant au besoin de mettre en place une structure relative au partage efficient de renseignements pertinents entre les avocats et, en ce qui concerne les cas qui ne se règlent pas à l'amiable, en salle d'audience.

J'ai également reçu l'aide de membres du personnel de la Division des services aux tribunaux du ministère du Procureur général. Ils ont effectué des recherches juridiques et ont fourni un soutien administratif aux comités consultatifs et à moi-même. Sans leur compétente contribution, je serais encore à la ligne de départ. Il s'agit des personnes suivantes :

## **Directeur de projet :**

- Mohan Sharma, avocat, Division des services aux tribunaux

## **Avocats recherchistes :**

- Caroline Mandell, avocate, Division des services aux tribunaux
- Todd Sherman, avocat, Division des services aux tribunaux
- Yasmin Shaker, avocate, Division des services aux tribunaux
- Brandon Parlette, avocat, Division des services aux tribunaux
- Laura Craig, avocate, Division des services aux tribunaux
- John Lee, avocat, Division des politiques

## **Adjointes à la recherche :**

- Trish Coyle, stagiaire, Division des services aux tribunaux
- Vaia Vagenas, stagiaire, Division des services aux tribunaux

Je désire en particulier souligner la précieuse contribution de Mohan Sharma, le directeur de projet, qui a travaillé efficacement et sans relâche à l'organisation de notre vaste processus de consultation et au classement des nombreux mémoires que j'ai reçus directement ou par l'entremise des consultations.

J'aimerais également exprimer ma gratitude aux nombreux juges et avocats qui ont pris le temps d'exprimer leurs points de vue sur ce qui mine le système de justice civile et la

## Projet de réforme du système de justice civile

façon dont celui-ci peut être amélioré sans devoir tout faire sauter, puis repartir à zéro. Certains ont présenté des mémoires officiels, d'autres m'ont simplement exprimé leur point de vue. Les membres de la magistrature et du barreau sont, je crois, réceptifs aux recommandations qui, si elles sont mises en œuvre, permettront au système de justice civile de mieux fonctionner. Bon nombre de leurs préoccupations et des solutions qu'ils suggèrent sont partagées par les parties litigantes non représentées par un avocat que nous avons rencontrées ou qui ont présenté des mémoires dans le cadre de la révision.

J'ai essayé de tenir compte du fait que, pour chaque demandeur, il existe également un défendeur. En d'autres mots, l'accès à la justice doit être examiné non seulement du point de vue de la partie cherchant un redressement, mais aussi de celui de la partie à qui le redressement est demandé.

Je crois qu'il est raisonnable d'affirmer qu'une amélioration significative de l'accès à la justice n'est possible que si le système judiciaire est en mesure d'offrir des mécanismes permettant un règlement plus rapide des litiges, à un coût raisonnable à la fois pour le demandeur et le défendeur. Cela ne peut se faire que si nous élaborons des processus grâce auxquels les ressources consacrées à un litige particulier sont proportionnelles à l'enjeu, quelle que soit la façon de le déterminer.

En plus de tenter de tenir compte du principe de proportionnalité, j'ai essayé de formuler des recommandations qui, comme je l'ai souvent mentionné à l'occasion des réunions de consultation, auront de fortes chances de porter fruit si elles sont mises en œuvre. J'ai aussi gardé à l'esprit que mes recommandations devaient pouvoir être mises en œuvre dans un délai raisonnable.

La plupart des questions ont suscité des points de vue divergents. Personne n'a suggéré que le statu quo était une option valable.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 2. RESSOURCES JUDICIAIRES

Dans le cadre du présent projet de révision, la question de savoir s'il y a assez de juges dans les tribunaux civils de l'Ontario a été soulevée à de nombreuses reprises, à la fois par les juges et les membres du barreau. L'appel à l'accroissement du nombre de juges a été le plus fort dans les régions du Centre-Ouest (Brampton), du Centre-Est (Newmarket), du Centre-Sud (Hamilton), de Toronto et de l'Est (Ottawa).

La question a également fait l'objet de commentaires de la part de la juge en chef Smith, mais n'a à ce jour suscité aucune réaction du gouvernement fédéral. L'argument principal de la juge en chef en faveur d'un plus grand nombre de juges repose sur l'augmentation importante de la population de l'Ontario depuis 1990 et l'incapacité du gouvernement fédéral à réagir en nommant plus de juges à la Cour supérieure. En vertu de la constitution, le problème touche le gouvernement fédéral. S'il y a un problème d'effectifs judiciaires, il est d'ordre provincial. La solution (le pouvoir de nommer plus de juges) relève du gouvernement fédéral.

Mon cadre de référence ne s'étend pas au droit de la famille ni au droit criminel. Toutefois, en vue de déterminer si le gouvernement fédéral devrait nommer plus de juges en Ontario, je ne peux ignorer la mesure dans laquelle les affaires familiales et criminelles occupent le temps des juges. Cette situation est attribuable à l'obligation constitutionnelle de saisir les tribunaux des affaires criminelles dans un délai raisonnable (voir le paragraphe 11 b) de la *Charte canadienne des droits et libertés*) et à l'obligation institutionnelle, et parfois légale, de prioriser les affaires de droit de la famille, surtout lorsque des enfants sont en cause.

Il ne fait aucun doute que la population de l'Ontario a augmenté depuis 1990. Toutes choses étant égales par ailleurs, plus de gens intenteront plus de poursuites civiles et, quant à cela, les tribunaux seront saisis de plus d'affaires criminelles et familiales.



## Projet de réforme du système de justice civile

Si les principales recommandations énoncées dans le présent rapport sont mises en œuvre, je m'attends à ce qu'il y ait une réduction marquée des coûts et du temps requis pour intenter une poursuite civile menant à un règlement extrajudiciaire. Ainsi, l'accès à la justice sera amélioré. Bien entendu, tout gain d'efficacité découlant de la mise en œuvre de ces recommandations devra être pris en compte au moment de déterminer si le nombre de juges devrait être augmenté en Ontario et, le cas échéant, quelles régions seront touchées. Ce dernier point est important. Comme je l'expliquerai, dans certains centres judiciaires de l'Ontario, le besoin d'un plus grand nombre de juges est palpable à un point tel qu'à mon avis, cette mesure ne pourra pas être évitée.

La mutation des juges entre les régions ou au sein de celles-ci n'est pas la solution. Aucune région, sauf peut-être le Nord-Ouest, n'a de juges en trop. Dans le meilleur des cas, la mutation des juges (comme on le fait actuellement) représente une solution à court terme fondée sur les besoins. Il est peu réaliste de demander aux juges de siéger pendant une longue période dans une région géographiquement éloignée de leur bureau et de leur domicile.

Depuis la fusion des tribunaux en 1990, le nombre de juges à la Cour supérieure de l'Ontario a augmenté de 40, pour un total de 223 juges<sup>9</sup> (une augmentation de 22 % depuis 1990). Toutes les augmentations d'effectifs judiciaires ont été directement liées au besoin de porter les affaires criminelles devant les tribunaux dans un délai raisonnable (en réaction à l'affaire Askov) et de tenir compte de l'expansion de la Cour de la famille. Aucune nouvelle ressource n'a été ajoutée afin de prendre précisément en charge les causes civiles.

Selon Statistique Canada, la population de l'Ontario a augmenté de 26 % de 1991 (10 084 885) à 2007 (12 726 336). Les recensements de 1996 et 2001 indiquent une croissance démographique importante dans certaines régions :

<sup>9</sup> Ce chiffre inclut les postes vacants, mais pas les dirigeants des tribunaux, soit le juge en chef, le juge en chef adjoint, les juges principaux de la Cour de la famille et les juges principaux régionaux (11 juges au total). D'après les données disponibles en juin 2007.



## Projet de réforme du système de justice civile

Barrie (31 %), Brampton (21 %), Mississauga (13 %), Whitby (18 %) et Newmarket (15 %). À d'autres endroits, la population est demeurée relativement stable au cours de la même période ou elle a augmenté ou diminué légèrement – p. ex., -7 % à Sudbury et +7 % à Ottawa.

D'après les meilleures données disponibles, l'Ontario affiche le ratio de juge par habitant le plus faible de tous les territoires de compétence du Canada, c'est-à-dire qu'il y a plus d'habitants par juge en Ontario que dans toute autre province ou tout autre territoire canadien. De plus, contrairement à l'Ontario, il n'y a pas de juges principaux régionaux ou de juges principaux de la Cour de la famille dans les autres provinces.

Sur le plan statistique, un juge surnuméraire compte pour la moitié d'un juge régulier. Il ne fait aucun doute que certains juges surnuméraires siègent à temps plein ou presque. Toutefois, la plupart d'entre eux ont un horaire qui est l'équivalent d'à peu près la moitié de celui d'un juge non surnuméraire. En raison de leur horaire réduit, on ne peut s'attendre à ce que les surnuméraires président fréquemment de longs procès.

De plus, bien que les juges surnuméraires soient essentiels au système de justice civile, il faut tenir compte du fait que la qualité de surnuméraire est liée à l'âge et aux années de service du juge. Il revient donc au juge d'en décider. Le nombre de juges surnuméraires dans une région ou un centre judiciaire particulier n'est pas relié au volume de travail. Toutefois, si un juge décide d'être surnuméraire, cela mène à la nomination d'un autre juge pour le remplacer.

À l'instar des juges réguliers, certains juges surnuméraires sont saisis d'affaires criminelles et familiales. Quand cela arrive, il est évident que le juge surnuméraire ne contribue pas à faire progresser les affaires civiles dans le système.

Bien que les statistiques sur la croissance démographique et le ratio de juges par habitant soient convaincantes, elles ne dressent pas un portrait complet de la crise qui sévit

## Projet de réforme du système de justice civile

sur le terrain dans certains tribunaux civils de l'Ontario. Selon moi, il faut se concentrer davantage sur les problèmes de chaque tribunal.

Une bonne façon d'évaluer le volume de cas approprié dans une région ou un tribunal en particulier consiste à déterminer le nombre de poursuites qui y font l'objet d'une défense. Cette démarche est fondée sur le principe selon lequel les juges, pour la plupart, ne sont pas saisis d'affaires qui ne sont pas défendues. Il convient de noter que le fait de regarder seulement le nombre d'affaires faisant l'objet d'une défense, bien qu'utile, ne permet pas de tenir compte de la longueur et de la complexité de ces cas. Dans ce contexte, l'analyse du nombre de cas défendus désavantage la région de Toronto, où, soit dit en passant, les procès ont tendance à être plus longs et plus complexes que dans les autres régions.

Si l'on prend le nombre de cas défendus par région, ou même par tribunal, et qu'on le divise par le nombre de juges disponibles à un moment donné, on comprend plus facilement la surcharge de travail du tribunal mesurée par juge. Ce calcul ne tient cependant pas compte de la longueur et de la complexité des affaires devant le tribunal ou du nombre de procédures interlocutoires qu'il faut compter. Surtout, à moins d'exclure du calcul les juges qui sont affectés à des affaires de droit de la famille ou de droit criminel, les résultats ne refléteront pas d'une façon raisonnable le travail civil non lié au droit de la famille qu'accomplit le tribunal par juge.

Quoi qu'il en soit, il est clair à mes yeux que, d'après le ratio de cas défendus par juge et les autres observations que j'ai entendues ou lues, il y a un besoin urgent d'augmenter le nombre de juges dans les régions suivantes : Centre-Ouest (Brampton), Centre-Sud (Hamilton/Kitchener), Centre-Est (Newmarket) et probablement Toronto.

Il n'est pas nécessaire de passer beaucoup de temps dans les palais de justice de Brampton et de Newmarket pour se rendre compte à quel point ces centres judiciaires sont surchargés. En termes simples, il y a trop de causes pour le nombre de juges disponibles.

# Projet de réforme du système de justice civile

Jumelé avec d'autres aspects du système de justice civile, cela a causé des retards qui ne devraient plus être tolérés.

Selon moi, le processus menant à toute augmentation devrait commencer par une consultation à l'échelle locale. Il faudra analyser plusieurs facteurs, y compris la croissance démographique locale, les tendances en matière d'affaires civiles, l'augmentation du volume de travail lié aux affaires criminelles et familiales, les heures d'activité des tribunaux consacrées aux affaires civiles par rapport aux affaires criminelles et familiales, et toute donnée disponible sur les retards liés à l'audition des affaires civiles.

Il y a lieu d'ajouter quelques mots au sujet de la spécialisation et de l'assignation des juges. Dans la mesure où les ressources le permettent, le système fonctionnerait mieux si, à l'échelon de la gestion, de la motion et du procès, les juges assignés avaient une certaine expérience des questions faisant l'objet du dossier devant eux. C'est systématiquement le cas à Toronto où le tribunal est divisé par spécialité (affaires commerciales, familiales, criminelles, etc.). Cette approche, que je préfère, ne sera efficace que s'il existe un nombre suffisant de juges pour être assignés dans plusieurs divisions du tribunal.

J'étendrais les spécialisations à des cas déterminés ou à des catégories de cas, dans la mesure du possible. Les affaires d'erreurs médicales et de négligence des hôpitaux sont un exemple parfait. Le problème dans ce genre d'affaires n'est pas leur nombre, mais plutôt leur longueur et leur complexité. Si elles sont gérées et instruites par des juges qui possèdent une certaine expérience du domaine, elles seront traitées plus rapidement et plus efficacement.

Je dirais aussi que je ne vois pas pourquoi le juge responsable de la gestion de la cause ne devrait pas être le juge du procès, à moins que ce juge n'ait participé, d'une quelconque façon, aux négociations en vue d'une transaction ou qu'il ait été informé du contenu de ces négociations. Dans tous les cas, il me semble que la règle, et non

# Projet de réforme du système de justice civile

l'exception, devrait permettre à un juge responsable de la gestion de la cause d'être le juge du procès, sous réserve des droits de veto des parties et du juge.

Si des changements sont apportés qui libéreront des ressources, il serait utile, pour un tribunal, d'envisager, au moins à titre expérimental, des rôles individuels pour les juges du procès, c'est-à-dire l'assignation d'une affaire à un juge en particulier dès le départ. Étant donné l'état de la technologie existante, le fait que dans certaines régions les juges doivent se déplacer n'exclut pas cette option. Cette pratique s'est avérée faisable et efficace aux États-Unis. Elle devrait être envisagée ici, au moins pour les affaires complexes et longues.

Enfin, au cours des consultations, on a souligné le besoin constant de nommer un plus grand nombre de juges bilingues, particulièrement à Toronto (y compris à la Cour d'appel). Toute nomination future devrait tenir compte du besoin de juges bilingues dans les régions qui sont dans la pratique tenues d'offrir des procès bilingues.

## **Recommandations (ressources judiciaires)**

- ❑ **Le besoin d'un plus grand nombre de ressources judiciaires à la Cour supérieure des régions du Centre-Ouest (Brampton), du Centre-Sud (Hamilton/Kitchener), du Centre-Est (Newmarket) et probablement de Toronto est impératif. Le gouvernement fédéral devrait immédiatement envisager une augmentation du nombre de juges à la Cour supérieure de ces centres judiciaires. Toute nomination future devrait expressément tenir compte du besoin de juges bilingues dans une région donnée.**
- ❑ **À long terme, les besoins du système de justice civile en ce qui a trait au nombre de juges requis devraient faire l'objet d'une analyse structurée par le gouvernement fédéral. Cette analyse devrait être entreprise après une consultation élargie auprès du ministère du Procureur général de l'Ontario. Cette**

## Projet de réforme du système de justice civile

consultation est nécessaire étant donné que le ministère du Procureur général détient la plupart des preuves qui permettent d'appuyer la nécessité de nommer un plus grand nombre de juges. En vertu de la constitution, le problème relève du gouvernement provincial. La solution liée au nombre raisonnable de juges requis, elle, relève du gouvernement fédéral. L'analyse devrait également tenir compte des répercussions des affaires criminelles et familiales sur l'horaire des juges et la disponibilité des salles d'audience pour les affaires civiles, ainsi que du besoin de juges bilingues.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 3. LA COUR DES PETITES CRÉANCES

Ce tribunal est souvent appelé le tribunal du peuple. Évalué en fonction du volume d'affaires dont il est saisi, il s'agit du tribunal civil le plus occupé en Ontario. En 2005-2006, 75 041 nouvelles instances ont été introduites devant la Cour des petites créances, tandis que 63 251 nouvelles instances ont été introduites devant la Cour supérieure de justice<sup>10</sup>. Compte tenu du nombre d'affaires, j'ai entendu peu de plaintes à propos de la Cour des petites créances, y compris ses juges et leurs décisions.

La Cour des petites créances accueille les parties litigantes non représentées par un avocat. Ses procédures sont simples. Vingt et une règles régissent chaque poursuite, de l'introduction de celle-ci au procès et à l'exécution de la décision. Les coûts liés aux affaires qu'entend la Cour des petites créances sont sensiblement inférieurs à ceux des affaires portées devant la Cour supérieure. Le tribunal est conçu de façon à rendre justice rapidement, ce qu'il fait.

À la Cour des petites créances, il existe une limite concernant le montant des coûts pouvant être récupéré par une partie gagnante, qui correspond généralement à 15 % de la valeur de la demande. Compte tenu du taux de compétence actuel du tribunal (10 000 \$), cela signifie que le coût maximal auquel s'expose la partie perdante envers la partie gagnante est, à l'exception des débours, de 1 500 \$, à moins de circonstances exceptionnelles.

Sauf quatre exceptions, les arbitres de la Cour des petites créances sont des juges suppléants. Les juges suppléants sont des avocats nommés par les juges principaux régionaux de chaque région, sous réserve de l'approbation du procureur général. Il y a environ 400 juges suppléants. Ils reçoivent une indemnité quotidienne de 232 \$. L'Ontario

<sup>10</sup> Division des services aux tribunaux du ministère du Procureur général, *Statistiques de la Cour des petites créances et des tribunaux civils de 2005-2006* [document non publié], pp. 7 et 50, citation des données de FRANK. Les données relatives à la Cour supérieure de justice ne comprennent pas les faillites ni les questions de succession non contestées [ci-après dénommées *Statistiques de la Cour des petites créances et des tribunaux civils de 2005-2006*].



# Projet de réforme du système de justice civile

a récemment mis sur pied une Commission de rémunération des juges suppléants. Je m'attends à ce que celle-ci dépose son rapport à la fin de l'année et que la rémunération de ces juges augmente.

Outre les 400 juges suppléants, deux juges provinciaux siègent actuellement à temps plein à la Cour des petites créances (tous deux à Toronto). Ils devraient cesser de travailler à temps plein en septembre 2007 et novembre 2009 respectivement. Ces deux juges jouent un rôle actif quant à l'administration de la Cour des petites créances. De plus, deux juges provinciaux surnuméraires siègent quotidiennement à la Cour des petites créances (un à Toronto et l'autre à Ottawa).

Il n'existe aucune disposition dans la *Loi sur les tribunaux judiciaires* qui régit la nomination de juges provinciaux à la Cour des petites créances. Ainsi, d'ici peu, à moins d'un changement de structure, les affaires portées devant la Cour des petites créances seront toutes entendues par des juges suppléants membres du Barreau de l'Ontario.

Le taux de compétence de la Cour des petites créances est prescrit par règlement pris en application de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*<sup>11</sup>. En date du 1<sup>er</sup> avril 2001, il est passé de 6 000 \$ à 10 000 \$, taux actuellement en vigueur.

Les principales questions liées à la Cour des petites créances sont les suivantes :

- i. Le taux de compétence de la Cour devrait-il être augmenté et, si oui, de combien?
- ii. Les droits d'en appeler des décisions de la Cour des petites créances devraient-ils être modifiés?

---

<sup>11</sup> Règlement de l'Ontario 626/00.



## Projet de réforme du système de justice civile

- iii. L'administration sur le terrain de la Cour des petites créances peut-elle être améliorée?

À des fins purement pratiques, j'ai laissé de côté la question visant à déterminer si la Cour des petites créances devrait être constituée exclusivement de juges nommés par le gouvernement provincial. Il s'agit de l'une des questions qui seront abordées par Ian Holloway qui, à la demande du procureur général, a effectué un examen de la Cour des petites créances. Je crois savoir que le rapport de M. Holloway a été présenté au ministère. Il n'a pas été publié, car on attend l'achèvement de cet examen. Par ailleurs, comme je l'ai indiqué dans l'introduction du présent résumé, j'ai tenté de formuler des recommandations qui, entre autres, peuvent être mises en œuvre dans des délais raisonnables. Par conséquent, je ne formule aucune recommandation visant à déterminer si les juges de la Cour des petites créances devraient être des juges à temps plein nommés par le gouvernement provincial. Toutefois, je constate que l'Ontario n'est pas la seule province à avoir, à la Cour des petites créances, des arbitres indépendants à temps plein qui ne sont pas des juges.

### *Taux de compétence de la Cour des petites créances*

Je crois qu'il convient d'affirmer qu'il y a un consensus entourant l'augmentation du taux de compétence de la Cour des petites créances. Dans la mesure où il y a eu des divergences significatives, celles-ci portaient sur le montant de l'augmentation. La plupart des personnes que j'ai consultées étaient en faveur d'une augmentation du taux de compétence de la Cour à 25 000 \$. Cela correspond aux taux en vigueur en Colombie-Britannique, en Alberta, au Yukon et en Nouvelle-Écosse. De plus, la Saskatchewan a entrepris un processus qui entraînera une augmentation progressive du taux de compétence de la Cour des petites créances à 25 000 \$.

Si le taux de compétence de la Cour des petites créances était porté à 25 000 \$, le nombre de cas supplémentaires introduits devant cette cour à la suite de cette hausse

## Projet de réforme du système de justice civile

pourrait être approximativement évalué. En 2005-2006, 6 555 instances civiles ont été introduites devant la Cour supérieure de justice relativement à des montants d'argent allant de 10 001 \$ à 25 000 \$ (1 756 pour des montants allant de 10 001 \$ à 15 000 \$ et 4 799 autres pour des montants allant de 15 001 \$ à 25 000 \$)<sup>12</sup>. Je conviens que cela peut ne pas représenter le nombre supplémentaire possible de cas. Certains cas qui n'ont pas été introduits devant la Cour supérieure – en raison des frais judiciaires plus élevés, de la complexité des règles de procédure et de l'incapacité du demandeur d'être représenté par un mandataire ou un parajuriste – pourraient l'être devant la Cour des petites créances si le taux de compétence de celle-ci était augmenté en raison du processus plus simple et plus abordable qui y est associé.

Des problèmes pratiques importants surviendraient si le taux de compétence de la cour passait à 25 000 \$ immédiatement. Les installations devraient être agrandies. D'autres greffiers et membres du personnel du tribunal devraient être embauchés. Les coûts liés au tarif journalier des juges suppléants devraient être pris en compte dans l'affectation budgétaire du ministère, ce qui ne pourrait être fait avec exactitude tant que la Commission de rémunération des juges suppléants n'a pas déposé son rapport. D'autres juges suppléants devraient être nommés ou ceux qui le sont déjà devraient consacrer une plus grande partie de leur temps aux travaux de la Cour des petites créances. Bref, il est clair à mes yeux que toute augmentation importante du taux de compétence de la Cour des petites créances devrait être mise en œuvre progressivement.

En plus de cette augmentation, les juges suppléants devraient jouir d'une compétence limitée afin qu'ils puissent accorder un recours en equity relativement aux affaires entendues par la Cour des petites créances. Un recours en equity diffère des dommages-intérêts. Les types de recours en equity comprennent les ordonnances du tribunal obligeant les parties à accomplir ou à ne pas accomplir certains actes ou une déclaration du tribunal énonçant les droits ou les obligations d'une partie en vertu d'un contrat ou d'une loi. Le paragraphe 96 3) de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* interdit

---

<sup>12</sup> Statistiques de la Cour des petites créances et des tribunaux civils de 2005-2006, *supra*, note 10, 56.

## Projet de réforme du système de justice civile

actuellement l'accord d'un recours en equity par la Cour des petites créances, les parties litigantes devant s'adresser à la Cour supérieure pour obtenir un tel recours. Bien que cela soit sensé pour les ordonnances en equity importantes, ce ne l'est pas si le recours en equity est lié à des affaires relevant du taux de compétence du tribunal. Je constate qu'en Alberta, en vertu de la *Provincial Court Act*, les juges provinciaux qui entendent les affaires instruites devant la Cour des petites créances ont un pouvoir limité en ce qui concerne l'accord de recours en equity dans le cas de réclamations relatives à une créance, de dommages-intérêts, de restitution de biens personnels et d'exécution en nature, où la valeur de la réclamation relève du taux de compétence du tribunal<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> *Provincial Court Act*, R. S. A. 2000, chap. P-31, p. 9.6 1).

# Projet de réforme du système de justice civile

## *Droits d'appel relatifs aux petites créances*

La Loi sur les tribunaux judiciaires prévoit qu'on ne peut en appeler d'une décision de la Cour des petites créances relativement au paiement d'un montant d'argent inférieur à 500 \$ ou au retour d'un article évalué à moins de 500 \$.

Si le taux de compétence de la Cour des petites créances est porté à 25 000 \$, le seuil monétaire en deçà duquel on ne peut porter une cause en appel ne devrait-il pas être augmenté? Je crois que la réponse à cette question est « oui ».

La restriction du droit d'appel sert à mettre un terme à des demandes relativement mineures qui, si elles étaient portées en appel, ne seraient pas efficaces du point de vue économique. Elle permet également d'éviter qu'un trop grand nombre de demandes de moindre importance n'alourdisse la charge de travail de la Cour divisionnaire (le tribunal d'appel). Bien qu'il n'existe aucune statistique sur la valeur monétaire des appels des décisions de la Cour des petites créances portés devant la Cour divisionnaire, nous savons que peu de décisions de la Cour des petites créances sont portées en appel (186 en 2005-2006).

Si la restriction du droit d'appel avait été augmentée proportionnellement au taux de compétence de la Cour des petites créances (qui s'élève actuellement à 10 000 \$), on ne pourrait actuellement en appeler des décisions concernant les demandes inférieures à 5 000 \$. À mon avis, le fait d'imposer une restriction du droit d'appel concernant les demandes inférieures à 5 000 \$ est excessif. Toutefois, une certaine restriction se justifie. Je recommande qu'il n'y ait aucun droit d'appel concernant les demandes inférieures à 1 500 \$.

# Projet de réforme du système de justice civile

## *Administration de la Cour des petites créances*

En ce qui concerne la troisième question, bon nombre de personnes ont déclaré que la Cour des petites créances pourrait tirer profit d'une supervision accrue de son administration sur le terrain. Sans juge ou juge suppléant administratif pour superviser la mise au rôle des requêtes, des procès et des conférences de règlement, les listes sont souvent non limitatives et des affaires peuvent ne pas être entendues. Cela peut causer des reports et des coûts inutiles ainsi que des inconvénients aux parties litigantes, à ceux qui les représentent et aux témoins. Lorsque les juges provinciaux actuels contribuant à l'administration de la Cour des petites créances partiront à la retraite, on peut s'attendre à ce que ce problème s'intensifie, particulièrement dans les centres judiciaires où le volume de travail est plus important. Il me semble que les nouveaux juges ou juges suppléants administratifs de la Cour des petites créances nommés par la province devraient jouer un rôle plus important en ce qui concerne l'administration pratique de la Cour.

Une personne désignée (selon moi, il serait préférable que ce soit un juge suppléant) devrait être responsable de l'administration. Il n'est pas raisonnable de demander aux juges principaux régionaux de s'engager à ce niveau d'administration. Si la nomination de juges ou de juges suppléants administratifs ne s'avère pas pratique, des fonctionnaires administratifs devraient être désignés afin d'assurer que tous les aspects des activités de la Cour des petites créances sur le terrain fonctionnent efficacement. Au fil du temps, cela permettrait de normaliser les procédures relatives au dépôt des demandes et des défenses, et d'éviter les retards à ce stade. Il serait alors également possible de contrôler la longueur des rôles et peut-être d'établir des rôles d'avant-midi et d'après-midi, au moins pour les causes qui se tranchent rapidement.

### **Recommandations (Cour des petites créances)**

- **Le taux de compétence de la Cour des petites créances devrait être porté à 25 000 \$. L'augmentation devrait être progressive. Le taux de compétence de la Cour devrait passer immédiatement à 15 000 \$, puis à 25 000 \$ d'ici deux ans.**

## Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ Les juges suppléants devraient jouir d'une compétence limitée afin qu'ils puissent accorder des recours en equity relativement aux affaires entendues par la Cour des petites créances.
- ❑ Si le taux de compétence de la Cour est porté à 25 000 \$, il ne devrait y avoir aucun droit d'appel des décisions concernant les demandes inférieures à 1 500 \$.
- ❑ Je n'apporterais aucune modification au modèle des coûts de la Cour des petites créances.
- ❑ J'encouragerais le Bureau du juge en chef de la Cour supérieure, le Comité des règles en matière civile et le ministère, en consultation avec le Barreau du Haut-Canada, à déterminer si une partie litigante pourrait être représentée par un mandataire pour les appels des décisions de la Cour des petites créances et les questions d'application de la loi (outrage au tribunal) devant la Cour supérieure ou la Cour divisionnaire. Cette éventualité semble plus acceptable maintenant puisque les parajuristes juridiques seront régis par le Barreau. Il faut modifier l'article 26 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, qui renvoie à la *Loi sur la Société du Barreau*. Une modification des règlements de la *Société du Barreau* pourrait également être nécessaire.
- ❑ Je recommande que les juges administratifs de la Cour des petites créances soient nommés par la province soit en fonction de la région, soit en fonction du volume établi d'affaires introduites devant la Cour des petites créances dans des zones géographiques particulières. À défaut de nouvelles nominations judiciaires, les juges suppléants administratifs désignés de la Cour des petites créances devraient être intégrés à celle-ci. Ces juges ou juges suppléants administratifs seraient chargés de s'assurer, entre autres, que les rôles des

## Projet de réforme du système de justice civile

conférences de règlement et des procès introduits devant la Cour des petites créances sont gérables, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas illimités.



# Projet de réforme du système de justice civile

## 4. PROCÉDURE SIMPLIFIÉE

Dans le cadre du présent projet de révision, j'ai entendu de nombreuses opinions différentes sur la procédure simplifiée prévue par la règle 76. Au moment d'aborder ces questions, je crois qu'il serait utile de préciser le contexte.

En 1996, le Comité des règles en matière civile a mis en place une procédure simplifiée pour les demandes de 25 000 \$ ou moins, par le biais de la règle 76, un projet pilote s'étendant sur quatre ans. À cette époque, on craignait que les avocats et leurs clients soient découragés d'intenter des poursuites moins importantes, mais pourtant valables, en raison des coûts disproportionnellement élevés qui y étaient associés. L'équipe de révision de la justice civile<sup>14</sup> et l'Association du Barreau canadien (ABC), dans son Rapport du Groupe de travail sur les systèmes de justice civile, ont toutes les deux recommandé que soit établie une procédure simplifiée pour des demandes portant sur des montants relativement faibles<sup>15</sup>. L'ABC a noté que les procédures simplifiées convenaient particulièrement aux affaires contractuelles simples (p. ex., celles qui touchent aux services, à l'emploi, aux lettres de change, aux chèques, aux billets à ordre et aux reconnaissances de dette)<sup>16</sup>.

En 2000, le Sous-comité des règles simplifiées du Comité des règles en matière civile a examiné le projet pilote et conclu que la règle 76 fonctionnait bien, rendait les procès plus efficaces, sans compromettre l'équité de la procédure, et favorisait le règlement rapide des différends ainsi qu'une utilisation plus économique du temps des magistrats.

La règle 76 constitue aujourd'hui un élément permanent des Règles de procédure civile. Son application est obligatoire pour les demandes de 50 000 \$ ou moins. Un

---

<sup>14</sup> Équipe de révision de la justice civile, *supra*, note 1.

<sup>15</sup> Rapport de l'ABC sur les systèmes de justice civile, *supra*, note 2.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 41.

# Projet de réforme du système de justice civile

plaignant peut intenter une poursuite en vertu de la règle 76 pour une demande de plus de 50 000 \$ et cette demande continuera à être entendue en vertu de cette Règle, à moins que le défendeur s'y objecte dans sa défense.

Les préoccupations liées aux processus relatifs à la règle 76 étaient principalement d'ordre pratique. Quatre questions sont ressorties :

- i. Devrait-on augmenter la limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée?
- ii. Devrait-on autoriser les enquêtes préalables à durée limitée dans les cas de procédure simplifiée?
- iii. Devrait-on abolir ou modifier la procédure des procès sommaires?
- iv. Devrait-on interdire ou restreindre les appels relatifs aux ordonnances interlocutoires dans les cas de procédure simplifiée?

## *Limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée*

À mon avis, la limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée devrait être augmentée. Au cours des consultations menées à Toronto, l'idée d'une augmentation substantielle a reçu un soutien considérable – certains préconisaient 250 000 \$. À l'extérieur de Toronto, on favorisait une modification plus modeste. Toutefois, de façon générale, tous soutenaient l'idée d'une augmentation. La plupart des personnes consultées, à Toronto comme ailleurs, étaient en faveur d'une hausse du plafond de compétence à 100 000 \$, et c'est ce que je recommande. Je me suis demandé si l'augmentation devait être déterminée en fonction de la région, p. ex., si elle devait être plus importante à

# Projet de réforme du système de justice civile

Toronto qu'ailleurs. En fin de compte, j'ai rejeté cette démarche, qui favoriserait le magasinage et qui entraînerait une fragmentation peu utile de la province.

Selon moi, la procédure simplifiée prévue par la règle 76 devrait s'appliquer à un plus grand nombre de causes. La règle offre des mécanismes permettant d'économiser du temps et de l'argent, comme la possibilité de présenter des requêtes sans devoir déposer des dossiers et des affidavits complets, un critère de jugement sommaire moins strict et la divulgation préliminaire des documents et des noms des témoins. De plus, il semble inévitable que, si le taux de compétence de la Cour des petites créances est augmenté, comme je l'ai recommandé, la limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée devrait également être augmentée en fonction du même principe de proportionnalité que celui qui dicte la hausse du taux de compétence de la Cour des petites créances.

La première préoccupation découlant d'une augmentation de la limite pécuniaire associée à la règle 76 est que des causes plus complexes, comme les préjudices corporels, y seront assujetties. Bien que cela puisse arriver, ce n'est pas assez pour maintenir le plafond actuel. En limitant la durée de l'enquête préalable, les principales différences entre la procédure simplifiée et la procédure ordinaire se situent principalement sur le plan de l'accès aux processus permettant d'économiser du temps et de l'argent qu'offre la règle 76. Je ne vois pas comment cette règle nuirait aux cas complexes ou pourquoi ceux-ci ne devraient pas en profiter équitablement.

Actuellement, avec un plafond de compétence de 50 000 \$, les actions introduites en vertu de la procédure simplifiée représentent environ 25 % des poursuites intentées devant la Cour supérieure de justice (environ 14 037)<sup>17</sup>. En 2005-2006, 6 022 cas entendus par la Cour supérieure ont été introduits en dommages-intérêts pour une valeur de 50 001 \$ à 100 000 \$. Un calcul linéaire ne tenant pas compte de la réduction du nombre de cas découlant d'une augmentation du taux de compétence de la Cour des petites créances permet d'avancer que 20 059 causes seraient assujetties à la règle 76

<sup>17</sup> *Statistiques de la Cour des petites créances et des tribunaux civils de 2005-2006*, supra, note 10.

## Projet de réforme du système de justice civile

(36 % de toutes les actions intentées devant la Cour supérieure). Selon les estimations, une hausse du taux de compétence de la Cour des petites créances à 25 000 \$ devrait entraîner une réduction des poursuites intentées devant la Cour supérieure d'environ 6 555 cas. Pour ma part, j'estime qu'environ 6 000 causes supplémentaires seraient assujetties à la procédure simplifiée et aux règles de la Cour des petites créances à la suite d'augmentations des taux de compétence à 100 000 \$ et à 25 000 \$ respectivement.

Je me suis demandé si l'augmentation de la limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée devait être mise en œuvre progressivement. Une augmentation progressive permettrait d'évaluer l'efficacité de la procédure simplifiée suivant une première augmentation avant d'apporter toute autre modification. Toutefois, les personnes interrogées dans le cadre des vastes consultations que nous avons menées étaient largement en faveur d'une augmentation immédiate à 100 000 \$, du moment que les enquêtes préalables orales sont permises. Une augmentation progressive convient davantage à la Cour des petites créances. Dans le cas de cette dernière, le volume de cas supplémentaires entendus à la suite de toute augmentation pourrait nécessiter une surveillance étroite de la disponibilité des ressources et de la planification. L'augmentation de la limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée ne soulève pas les mêmes préoccupations. Au lieu d'être entendues conformément à la procédure normale de la Cour supérieure de justice, les actions seraient assujetties à la procédure simplifiée et seraient entendues au même tribunal et par le même groupe de juges. En fait, le fait de diriger davantage de causes vers la procédure simplifiée devrait permettre d'alléger la tâche des ressources judiciaires déjà surchargées de la Cour supérieure, étant donné qu'en procédant ainsi les procédures interlocutoires sont généralement moins nombreuses et moins complexes et que les procès ont tendance à être plus courts.

Je désire soumettre deux dernières observations. Premièrement, si la limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée prévue par la règle 76 est augmentée, il faudrait penser à établir un plafond pour les cas mettant en cause plusieurs demandeurs.

# Projet de réforme du système de justice civile

Actuellement, le paragraphe 76.02 (2) prévoit que, s'il y a deux demandeurs ou plus, la procédure simplifiée s'applique si chacune des demandes des demandeurs, considérées séparément, porte sur un montant inférieur à la limite pécuniaire. Donc, s'il y a deux demandeurs pour la même action et que chacun réclame 50 000 \$, la procédure simplifiée doit être suivie même si le total des demandes est de 100 000 \$. Cela pourrait constituer la démarche à suivre même si la limite pécuniaire est augmentée. Toutefois, le Comité des règles en matière civile pourrait chercher à savoir si une hausse de la complexité et de l'importance des cas, qui peut découler d'une augmentation de la limite pécuniaire, justifie également un réexamen de l'incidence du paragraphe 76.02 (2).

Ensuite, je constate que les modifications apportées à l'article 19 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* par l'article 3 de l'annexe A de la *Loi de 2006 sur l'accès à la justice* font en sorte d'augmenter, en date du 1<sup>er</sup> octobre 2007, le taux de compétence en appel de la Cour divisionnaire en ce qui a trait aux ordonnances judiciaires finales de paiements uniques ou périodiques dont la valeur ne dépasse pas 50 000 \$. Cette modification signifie que la Cour divisionnaire aura généralement la compétence voulue pour entendre les appels de décisions relatives à des causes assujetties à la procédure simplifiée. Si la limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée augmente, il conviendrait peut-être de modifier également le taux de compétence en appel de la Cour divisionnaire dans la *Loi sur les tribunaux judiciaires*. Il serait par ailleurs logique de permettre de modifier et de déterminer le taux de compétence en appel de la Cour par voie de règlement, plutôt que par voie législative, afin de pouvoir réagir plus facilement aux augmentations futures de la limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée.

*Enquête préalable dans les cas de procédure simplifiée.*

L'interdiction de mener un interrogatoire préalable inquiétait bon nombre de personnes consultées. Des juges et des avocats ont déclaré que l'absence de communication préalable faisait en sorte que les enquêtes préalables soient menées au cours du procès et retardent les discussions de conciliation. Selon eux, le problème est particulièrement important lorsque la crédibilité d'un témoin est en jeu. Certains avocats



## Projet de réforme du système de justice civile

ont souligné avoir l'impression de plaider « à l'aveuglette ». Cette préoccupation a été décrite comme particulièrement pertinente en ce qui concerne les demandes pour préjudice corporel.

Si l'on considère la question de l'enquête préalable dans le cas des causes introduites en vertu de la procédure simplifiée, il convient de tenir compte du fait que la plupart de celles-ci se règlent rapidement<sup>18</sup>. Ajouter l'enquête préalable au processus imposera les coûts qui y sont liés à toutes les causes introduites en vertu de la procédure simplifiée, y compris celles qui auraient fait l'objet d'un règlement en temps normal. Toutefois, je crois que la question de l'enquête préalable sera plus importante si le plafond de la limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée est augmenté comme, selon moi, il devrait l'être.

Certains territoires de compétence qui ont adopté une forme de procédure simplifiée permettent une enquête préalable à durée limitée – p. ex., six heures maximum par partie en Alberta et deux en Colombie-Britannique. Ces limites de temps peuvent être prolongées par consentement ou en vertu d'une ordonnance. L'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan interdisent tous l'enquête préalable orale.

Au moment d'aborder la question de l'enquête préalable, j'ai supposé que ma recommandation de porter à 100 000 \$ la limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée était acceptée. À mon avis, cela confirme la validité des enquêtes préalables à durée limitée dans le cadre de causes introduites en vertu de la procédure simplifiée. Je conviens également que, dans la pratique, les avocats associés à de telles causes mènent aujourd'hui, sur consentement, de courtes enquêtes préalables.

---

<sup>18</sup> *Statistiques de la Cour des petites créances et des tribunaux civils de 2005-2006*, supra, note 10. En 2005-2006, environ 14 179 nouvelles causes ont été introduites en vertu de la procédure simplifiée, mais seulement 2 026 (ou 14 %) d'entre elles ont été ajoutées au rôle de cette année-là. Par conséquent, il semblerait qu'environ 85 % des causes font l'objet d'un règlement avant la mise au rôle et que de nombreuses autres font probablement l'objet d'un règlement avant le début du procès.

## Projet de réforme du système de justice civile

Je crois que les enquêtes préalables à durée limitée devraient être autorisées dans le cadre des causes introduites en vertu de la procédure simplifiée si les coûts que cela entraîne sont proportionnels aux montants ou aux questions en jeu. Je ne crois pas qu'une enquête préalable sera nécessaire dans tous les cas. Les avocats devraient être en mesure de déterminer ceux où l'enquête préalable entraînerait une perte de temps et d'argent. Je pense plus particulièrement aux causes de recouvrement de créances où, dans chaque cas, l'enquête préalable ne pourrait qu'augmenter les coûts.

### *Procès sommaires assujettis à la procédure simplifiée*

Les avocats et les juges avaient des opinions divergentes sur la procédure relative aux procès sommaires, bien que relativement peu d'avocats l'aient déjà utilisée. Plusieurs ont déclaré que bon nombre de personnes ne connaissent toujours pas cette procédure et que les coûts de préparation d'affidavits pour les procès sommaires peuvent rendre ces derniers plus dispendieux que les procès traditionnels.

Certains ont suggéré que les parties et les avocats n'aiment tout simplement pas les procès sommaires, car le processus ne favorise pas, du moins pas au degré habituel, la possibilité pour les parties et les témoins de relater directement leur version des faits. Ils se sont dits inquiets du fait que le juge du procès entend les témoins pour la première fois durant le contre-interrogatoire. On a en outre suggéré que l'idée de se fonder principalement sur la preuve par affidavit est injuste, étant donné que le témoignage est soumis au tribunal avant la tenue du procès, avant que sa crédibilité ait été mise à l'épreuve.

D'un autre côté, certains ont énuméré les avantages que procure le fait d'être en mesure de présenter minutieusement par écrit le témoignage principal des témoins, soulignant que certains d'entre eux ne témoignent tout simplement pas bien à la barre. Quelques avocats se sont dits favorables au processus de procès sommaire, étant d'avis que celui-ci pourrait convenir à certaines causes.



# Projet de réforme du système de justice civile

Dans plusieurs territoires de compétence ayant adopté une procédure simplifiée pour certaines causes, le processus judiciaire est également simplifié. La présentation générale de la preuve par affidavit ainsi que la limite de temps accordée aux contre-interrogatoires et aux plaidoiries caractérisent ces procès simplifiés<sup>19</sup>. Au Manitoba, il revient au tribunal de déterminer si les procédures de procès sommaire de ce genre doivent être imposées<sup>20</sup>.

Il y a environ sept ans, le rapport d'évaluation sur la règle 76, publié en 2000, indiquait que les procès sommaires étaient sous-utilisés. Il recommandait que ces procès soient maintenus, mais que les règles soient modifiées afin de permettre au juge d'avant-procès, au protonotaire ou au juge du procès d'accorder plus de temps pour les contre-interrogatoires portant sur les affidavits. Cette recommandation a été intégrée aux paragraphes 76.10 (7) et 76.12 (2), qui confèrent le pouvoir de modifier les délais prescrits par les règles. Le rapport de 2000 recommandait également de simplifier le processus d'obtention d'un procès sommaire. Désormais, les parties peuvent convenir du type de procès (sommaire ou ordinaire) au moment de la conférence préparatoire au procès. Si elles sont incapables d'en venir à une entente, un juge d'avant-procès ou un protonotaire détermine le type de procès qui convient le mieux dans les circonstances<sup>21</sup>.

Les données de 2005-2006 révèlent que seulement 126 procès sommaires ont été tenus dans la province<sup>22</sup>. Au cours des consultations, une connaissance limitée du processus et les coûts de production des affidavits ont servi à expliquer pourquoi les procès sommaires ont été évités. Bien que parfois les coûts de production d'un affidavit puissent

<sup>19</sup> Voir, p. ex., les Alberta Rules of Court, Règlement de l'Alberta 390/1968, r. 664 [ci-après dénommées les règles de l'Alberta], les Règles de procédure du Nouveau Brunswick, Règlement 82-73, r. 79.10 [ci-après dénommées les règles du Nouveau-Brunswick], les Règles de procédure civile de l'Île-du-Prince-Édouard, r. 75.1.11 [ci-après dénommées les règles de l'Î.-P.-É.], la Directive n° 8 de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan et les Règles de la Cour fédérale, DORS 96/106, r. 299 (1) [ci-après dénommées les règles fédérales].

<sup>20</sup> Règles de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba, Règlement 553/88, r. 20A (16) (e) (i) [ci-après dénommées les règles du Manitoba].

<sup>21</sup> Règles de procédure civile, R.R.O. 1990, Règlement de l'Ontario 194, r. 76.10 (6) [ci-après dénommées les règles de l'Ontario].

<sup>22</sup> *Statistiques de la Cour des petites créances et des tribunaux civils de 2005-2006*, supra, note 10, 37.

## Projet de réforme du système de justice civile

être importants, certains avocats ont déclaré que les procès sommaires peuvent être efficaces et peu coûteux. Je conviens que les procès sommaires peuvent ne pas être privilégiés ou convenir à tous les types de causes, mais, tout compte fait, je crois que l'élimination de l'accès à cette forme de jugement constituerait un pas en arrière. Par conséquent, je ne recommande pas l'abolition des procès sommaires pour les causes introduites en vertu de la procédure simplifiée. De plus, il serait également insensé d'éliminer les dispositions de la règle 76 régissant la preuve par affidavit.

À mon avis, la création de paliers procéduraux multiples pour différents types de poursuites augmente la complexité des règles et porte souvent à confusion. Je préfère laisser les parties convenir de la forme de procès appropriée ou, si elles sont incapables d'en venir à une entente, voir le juge d'avant-procès ou le protonotaire rendre une ordonnance concernant la forme de procès, comme le prévoit actuellement le paragraphe 76.10 (6). Le procès sommaire devrait être choisi plus régulièrement lorsqu'il s'agit de causes simples sur les plans juridique et factuel. J'inviterais les membres de la magistrature et du barreau présents à toutes les phases précédant l'instruction de causes introduites en vertu de la procédure simplifiée à envisager sérieusement cette option.

La possibilité d'autoriser une certaine forme d'interrogatoire principal d'une durée limite pourrait, dans une certaine mesure, constituer une réponse aux autres préoccupations importantes que soulèvent les procès sommaires. Ainsi, autoriser un court interrogatoire principal permettra à un déposant de raconter brièvement sa version des faits et d'être plus à l'aise à la barre des témoins et pourrait aider l'avocat à présenter ses arguments devant le tribunal. De plus, lorsque la crédibilité d'un déposant est en cause, les juges pourraient être en meilleure position pour en effectuer l'évaluation s'ils ont entendu à la fois l'interrogatoire principal et le contre-interrogatoire du déposant. Toutefois, je m'attends à ce qu'aucun interrogatoire principal ne soit nécessaire dans bon nombre de causes. La présentation de preuve par affidavit peut être plus que suffisante, surtout en ce qui a trait aux causes plus simples ou à celles dont le montant de la demande est moins élevé, lorsque la crédibilité n'est pas en jeu ou que les parties adverses n'ont pas à contre-

## Projet de réforme du système de justice civile

interroger le déposant. Toutes ces préoccupations gagnent en pertinence si la limite pécuniaire associée à la procédure simplifiée est augmentée.

Tout coût supplémentaire serait marginal. J'espère que les préoccupations liées aux coûts, ainsi que les considérations de proportionnalité, feront en sorte que les parties mèneront des interrogatoires à durée limitée seulement s'ils sont vraiment nécessaires et appropriés. Je crois également que ces modifications à la procédure des procès sommaires permettraient une plus grande souplesse concernant l'adaptation des caractéristiques du procès aux exigences propres à chaque cause, d'accroître la confiance des parties à l'égard du processus judiciaire en leur donnant l'occasion de raconter leur version des faits et de rendre la procédure de procès sommaire plus réaliste et plus attrayante pour les avocats.

# Projet de réforme du système de justice civile

## *Appels des ordonnances interlocutoires dans des causes introduites en vertu de la procédure simplifiée*

Il peut être sage de limiter les appels d'ordonnances provisoires dans les causes introduites en vertu de la procédure simplifiée afin de respecter le principe de proportionnalité. Je constate qu'en Alberta, un appel peut être interjeté devant la Cour d'appel ou par un protonotaire devant un juge seulement si la décision ou l'ordonnance déterminant tous les droits fondamentaux en jeu, ou certains d'entre eux, est finale<sup>23</sup>. Il semble que cette règle s'applique à toutes les causes, y compris l'équivalent de nos causes introduites en vertu de la procédure simplifiée.

La règle relative à la procédure simplifiée cherche à favoriser la tenue d'instances peu coûteuses et le règlement rapide de différends, sans compromettre l'équité de la procédure. À mon avis, l'imposition de certaines restrictions aux droits d'appel d'ordonnances interlocutoires serait compatible avec ces objectifs et le principe selon lequel les délais et les coûts de toute instance devraient être proportionnels au montant en litige et à l'importance de l'enjeu. La restriction des appels peut se faire sous la forme d'obligation stricte d'obtenir une autorisation, de voie d'appel limitée à une seule cour supérieure ou à un seul fonctionnaire judiciaire ou d'interdiction de tous ces types d'appels. Je laisse au Comité des règles en matière civile le soin de considérer ces options ou toute autre possibilité et de formuler une proposition visant à limiter les appels d'ordonnances interlocutoires dans les causes introduites en vertu de la procédure simplifiée sans compromettre l'équité de la procédure.

Je privilégie un modèle permettant les appels sans autorisation si l'ordonnance rendue statue de façon définitive. Si l'ordonnance ne statue pas de façon définitive, il ne devrait y avoir aucun appel, sauf si une autorisation est accordée. À mon avis, les requêtes en autorisation devraient être soumises par écrit. Si l'autorisation est accordée, l'appel devrait être entendu par un seul juge de la Cour divisionnaire.

---

<sup>23</sup> Règles de l'Alberta, r. 671.

# Projet de réforme du système de justice civile

## Recommandations (procédure simplifiée)

- ❑ Le taux de compétence en vertu de la règle 76 devrait être porté à 100 000 \$ à l'échelle de la province, le plus tôt possible.
- ❑ À la suite de toute augmentation de la limite pécuniaire de la règle 76, chaque partie devrait être autorisée à mener une enquête préalable d'une durée maximale de deux heures après avoir pris dûment en considération les coûts de l'enquête préalable par rapport aux montants ou aux questions en jeu.
- ❑ La possibilité d'avoir un procès sommaire devrait être maintenue pour toutes les causes introduites en vertu de la procédure simplifiée. Toutefois, elle devrait être modifiée afin de permettre un bref interrogatoire principal ou une déclaration générale par l'une ou l'autre des parties ayant signé sous serment un affidavit dans le cadre du procès sommaire. Je n'accorderai pas plus de dix minutes pour cette déclaration ou cet interrogatoire, sous réserve d'une ordonnance du juge d'avant-procès, du protonotaire, ou du juge du procès en vue de prolonger cette durée.
- ❑ Le Comité des règles en matière civile devrait déterminer si, conformément au principe de proportionnalité et sans compromettre l'équité de la procédure, les appels d'ordonnances interlocutoires rendues dans les causes introduites en vertu de la procédure simplifiée devraient être interdits ou faire l'objet de restrictions et, le cas échéant, de quelle façon.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 5. JUGEMENT SOMMAIRE

La règle 20 des Règles de procédure civile régit les motions relatives au jugement sommaire. Elle constitue un mécanisme pour les causes où il « n'existe pas de véritable question litigieuse » concernant la totalité ou une partie de la demande devant faire l'objet d'une décision au terme d'une procédure sommaire, sans procès complet. La principale question relative à une motion en jugement sommaire est de savoir s'il y a un litige sur un fait important nécessitant un règlement par procès. Il revient à la partie demandant un jugement sommaire de prouver qu'il n'existe aucune véritable question litigieuse. Des conséquences économiques spécifiques s'appliquent automatiquement lorsque la partie qui demande un jugement sommaire échoue ou qu'une partie a agi de mauvaise foi ou avec l'intention de retarder la procédure.

La règle 21 prévoit également un mécanisme permettant de statuer sommairement sur une affaire, soit en tranchant les questions de droit avant la tenue du procès, soit en éliminant une plaidoirie du fait qu'elle ne permet de révéler aucune cause d'action ou de défense raisonnable.

Les quatre questions suivantes ont été soulevées au cours du processus de consultation :

- i. Faut-il modifier le critère d'absence de véritable question litigieuse ou élargir les pouvoirs des juges saisis d'une requête en jugement sommaire ou les deux?
- ii. Faut-il éliminer les sanctions présomptives relatives aux coûts résultant du rejet des requêtes en jugement sommaire?
- iii. Faut-il introduire un nouveau mécanisme de procès sommaire, semblable à celui que prévoit la règle 18A de la Colombie-Britannique?



# Projet de réforme du système de justice civile

- iv. Faut-il modifier la règle 21 afin de la rendre plus efficace dans les cas où cela s'impose?

## *Critère de la règle 20 (jugement sommaire)*

Certaines personnes ont proposé que l'examen servant à déterminer s'il y a une véritable question litigieuse, ou du moins l'interprétation que la cour en fait, devrait être modifié afin de satisfaire aux objectifs fondamentaux de la règle 20. On a également suggéré que les pouvoirs du tribunal saisi d'une requête en jugement sommaire devaient être élargis afin de permettre aux juges des requêtes et aux protonotaires d'autoriser un plus grand nombre de jugements sommaires en vertu de la règle 20.

Tout le monde semblait s'entendre sur le fait que la règle 20 ne donne pas les résultats escomptés. Autant les avocats que les juges de la Cour supérieure ont souligné que la perception qu'a la Cour d'appel de l'étendue des pouvoirs des juges des requêtes est trop étroite. On peut débattre du bien-fondé de cette perception. On ne peut toutefois pas débattre de son existence. On a également mentionné que les conséquences économiques du rejet d'une requête en jugement sommaire sont trop importantes et découragent bon nombre de parties litigantes et leurs avocats d'invoquer la règle 20.

Le barreau a déclaré, et les statistiques du ministère le confirment, que peu de requêtes en jugement sommaire sont introduites actuellement<sup>24</sup>. Un sous-comité du Comité des règles en matière civile a proposé de supprimer le critère d'absence de véritable question litigieuse afin d'élargir le champ d'application de la règle 20. Plusieurs personnes ont avancé que ce n'est pas le critère en tant que tel qui a limité l'efficacité de la règle 20, mais bien l'interprétation qu'en font les tribunaux. À la fois les juges et les avocats ont souligné que les parties intimées à une requête en jugement sommaire peuvent

<sup>24</sup> En 2005-2006, les requêtes en jugement sommaire représentaient seulement 642 (1 %) des 63 251 affaires au civil entendues par la Cour supérieure de l'Ontario.



## Projet de réforme du système de justice civile

remettre des faits en question dans l'unique but de saisir le juge des requêtes d'une question de crédibilité et d'alléguer, par conséquent, que la tenue d'un procès est nécessaire. On m'a dit que les juges pourraient être réticents à autoriser des jugements sommaires étant donné que la Cour d'appel, dans ses décisions, énonce clairement que le rôle en ce qui concerne de telles requêtes est étroitement défini.

Une minorité distincte était d'avis que la règle 20 n'avait pas à être modifiée. Certains ont déclaré que le seuil requis devait rester difficile à atteindre et que la Cour d'appel interprétait le critère adéquatement. Ils s'inquiétaient du fait que, si ce seuil était trop abaissé, bon nombre de demandes ou de défenses valables pourraient injustement être tranchées trop rapidement par voie d'ordonnances de jugement sommaire. Tout nouveau critère d'examen ne devrait pas empêcher les parties d'introduire de nouvelles causes avec succès ou de freiner le développement de la common law.

Parallèlement au débat entourant la modification de la règle 20, on a clairement demandé, au cours des consultations, que soit mis sur pied un mécanisme de règlement rapide de questions litigieuses simples, autre qu'un procès complet. Il s'agit de l'option du mini-procès. Le mini-procès, où les témoignages sont présentés de vive voix, serait entendu par le juge saisi de la requête en jugement sommaire. Je constate que la règle 20.05 permet déjà la tenue d'un « procès rapide », en totalité ou en partie, lorsque la requête en jugement sommaire est rejetée. Toutefois, les dispositions de la règle 20 régissant les procès rapides ne semblent pas être invoquées régulièrement.

Aucun territoire de compétence canadien n'utilise le critère d'absence de perspective véritable de succès dans sa règle sur les jugements sommaires, mais l'Angleterre et le pays de Galles y ont recours en vertu de la règle 24.2 des Règles de procédure civile, qui précise ce qui suit :

# Projet de réforme du système de justice civile

Le tribunal peut rendre un jugement sommaire contre un demandeur ou un défendeur sur l'ensemble de la demande ou une question litigieuse précise si ---

- (a) il considère que ---
  - i. le demandeur n'a pas de chance véritable de succès relativement à la demande ou à la question litigieuse;
  - ii. le défendeur n'a pas de perspective véritable de succès quant à la défense relative à la demande ou à la question litigieuse;
- (b) il n'existe aucun motif valable pour que la demande ou la question litigieuse soit réglée dans le cadre d'un procès.

Les tribunaux d'Angleterre ont constaté que, même si le critère d'absence de perspective véritable de succès à un procès puisse être énoncé simplement, sa mise en pratique est difficile<sup>25</sup>. D'autres décisions en appel rendues en Angleterre semblent avoir limité l'impact de la règle pour les mêmes motifs que ceux qu'invoque la Cour d'appel de l'Ontario.

La modification du critère de la règle 20 relatif à l'absence de véritable question litigieuse pour le remplacer par celui de l'absence de perspective véritable de succès permettrait d'abaisser, en théorie, le seuil requis pour autoriser un jugement sommaire. Cela indiquerait à tout le moins une démarche plus libérale en matière de requêtes en jugement sommaire. Si le critère d'absence de perspective véritable de succès était adopté en Ontario, il ferait l'objet d'une interprétation judiciaire et les tribunaux s'appuieraient probablement sur la jurisprudence anglaise et galloise pour rendre leurs décisions. La jurisprudence anglaise propose une interprétation de l'absence de perspective véritable de succès qui est aussi restrictive, sinon plus, que le critère d'absence de véritable question litigieuse et l'interprétation qu'en fait la Cour d'appel. Par conséquent, le remplacement du critère d'absence de véritable question litigieuse par celui

<sup>25</sup> *Doncaster Pharmaceuticals Group Ltd et autres contre Bolton Pharmaceutical Co 100 Ltd*. [2006] C.A. Angl. et Galles (Div. civ) 661, par. 5 5.

# Projet de réforme du système de justice civile

de l'absence de perspective véritable de succès pourrait bien ne rien donner, selon moi, si l'objectif est d'élargir le champ d'application du jugement sommaire.

De plus, selon ce que je comprends des décisions concernant les requêtes en jugement sommaire rendues par la Cour d'appel, c'est la façon dont la cour a restreint l'étendue des pouvoirs d'un juge des requêtes ou d'un protonotaire aux termes de la règle 20, et non pas le critère d'absence de véritable question litigieuse en soi, qui a limité l'efficacité de la règle.

Si l'objectif est d'offrir un mécanisme efficace à la cour afin qu'elle statue rapidement sur des causes lorsque, à son avis, après avoir examiné les meilleures preuves soumises par les parties, un procès n'est pas nécessaire, il me semble qu'il est préférable de lui fournir le pouvoir exprès de faire ce que la Cour d'appel, dans certaines de ses décisions, a déclaré qu'un juge des requêtes ou un protonotaire n'avait pas le pouvoir de faire, c'est-à-dire permettre à la cour saisie d'une requête en jugement sommaire d'examiner la preuve, de tirer des conclusions et d'évaluer la crédibilité dans les cas où cela s'impose. Par conséquent, toute modification de la règle 20 devrait fournir une assise permettant au juge des requêtes de déterminer si un tel examen de la requête peut être effectué de façon sûre ou si les intérêts de la justice exigent que la question doit être tranchée par le juge des faits au cours d'un procès.

En l'état actuel des choses, le résultat d'une requête introduite aux termes de la règle 20 est binaire : la requête est soit acceptée et l'action prend fin, soit rejetée et les parties s'apprêtent à entreprendre un procès complet. À mon avis, le système devrait permettre plus de souplesse. Si la cour est incapable de statuer sur la requête sans entendre de vive voix la preuve sur des questions distinctes, les règles devraient prévoir la tenue d'un mini-procès où les témoins pourraient témoigner sommairement sur ces questions, sans devoir attendre un procès complet. En Colombie-Britannique, cela peut se faire aux termes de la règle 18A. Cela pourrait se faire en Ontario aux termes d'une règle semblable, en modifiant la règle 20.

# Projet de réforme du système de justice civile

Comme cela a été souligné, à la conclusion d'une requête en jugement sommaire, le paragraphe 20.05 (1) autorise déjà la cour à ordonner que l'action soit immédiatement inscrite au rôle des causes devant être instruites rapidement. Selon moi, les modifications de la règle 20 doivent permettre à la cour, comme solution de rechange au rejet de la requête en jugement sommaire, d'ordonner que se tienne immédiatement un « mini-procès » sur une question distincte ou plus si, dans l'intérêt de la justice, il faut entendre un témoignage de vive voix afin de permettre à la cour de statuer sur la requête en jugement sommaire. Le juge saisi de la requête siégerait également au mini-procès.

## *Sanctions économiques présomptives relatives aux requêtes en jugement sommaire rejetées*

La règle 20.06 prévoit qu'une partie requérante qui échoue dans sa tentative d'obtenir un jugement sommaire doit verser des indemnités importantes. Si la partie requérante n'obtient pas gain de cause, la cour fixe les dépens de la requête que peut recouvrer la partie adverse sur une base d'indemnisation importante à moins que la cour ne soit convaincue que la requête était néanmoins légitime malgré le rejet<sup>26</sup>. Des dépens substantiels peuvent également être imposés si la cour constate qu'une partie à une requête en jugement sommaire a agi de mauvaise foi ou principalement dans l'intention de causer des retards<sup>27</sup>. Étant donné les conséquences économiques importantes que peut entraîner le rejet d'une requête en jugement sommaire, certains craignent que la règle 20 ne soit pas invoquée dans des causes où elle le devrait.

Au Nouveau-Brunswick, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'Île-du-Prince-Édouard, il existe une présomption de dépens substantiels contre une partie requérante perdante, semblable à celle qui est en vigueur en Ontario<sup>28</sup>. Aucun autre territoire de compétence canadien n'a adopté une telle présomption.

<sup>26</sup> Règles de l'Ontario, r. 20.06 (1).

<sup>27</sup> Règles de l'Ontario, r. 20.06 (2).

<sup>28</sup> Règles du Nouveau-Brunswick, r. 22.06 (1); Règles de l'Î.-P.-É., r. 20.06 (1); Règles de la Cour Suprême des Territoires du Nord-Ouest, Règlement 010-96, r. 180 (1) [ci-après dénommées les règles des T.N.-O.].

# Projet de réforme du système de justice civile

Bon nombre des personnes consultées étaient d'avis que la présomption de dépens substantiels devrait être éliminée. Elle a été perçue comme étant un obstacle important à l'introduction d'une requête en jugement sommaire. Au forum sur les politiques de l'Advocates' Society, la présomption de dépens substantiels a été perçue comme étant inéquitable<sup>29</sup>.

Je crois qu'il y a du mérite à établir clairement qu'en vertu de la règle 20, des dépens substantiels peuvent être fixés par la cour si celle-ci croit que l'une ou l'autre des parties a agi de façon déraisonnable en introduisant une requête en jugement sommaire ou en présentant une réponse à celle-ci ou si une partie a agi de mauvaise foi ou dans l'intention de causer des retards. Compte tenu des dépens importants associés aux requêtes en jugement sommaire, il doit y avoir des obstacles clairs dans la règle 20 pour ceux qui souhaitent utiliser le jugement sommaire comme tactique litigante ou qui veulent utiliser la règle 20 pour retarder indûment le règlement final de la cause. Toutefois, les dépens substantiels ne devraient pas être présomptifs. Les juges des requêtes, je crois, auront peu de difficulté à déterminer si des dépens substantiels s'imposent dans les circonstances entourant la requête.

## *Nouveau mécanisme de procès sommaire*

Outre le jugement sommaire et l'option du mini-procès dont il a été question antérieurement, une règle régissant les procès sommaires, comme la règle 18A de la Colombie-Britannique, peut constituer un outil efficace pour le règlement final de certaines causes, fondé uniquement sur des preuves documentaires et par affidavit. Un nombre important d'actions intentées dans cette province sont entendues en vertu de cette règle. À moins que le Comité des règles en matière civile n'arrive à une autre conclusion, je ne vois

---

<sup>29</sup> The Advocates' Society, *Streamlining the Ontario Civil Justice System: A Policy Forum, Final Report*, (The Advocates' Society, mars 2006), p. 9, en ligne : <[http://www.advocates.ca/pdf/Final\\_Report.pdf](http://www.advocates.ca/pdf/Final_Report.pdf)>.

## Projet de réforme du système de justice civile

aucun motif valide qui empêcherait l'Ontario d'importer le texte de la règle 18A de la Colombie-Britannique.

La règle 18A de la Colombie-britannique permet à une cour de rendre un jugement dans des causes où il existe une question litigieuse concernant le bien-fondé « à moins que la cour ne soit pas en mesure, en se fondant sur l'ensemble de la preuve qui lui a été présentée, d'établir les faits lui permettant de statuer sur les questions de droit ou de fait » ou à moins que « la cour soit d'avis qu'il serait injuste de statuer sur les questions relatives à la demande »<sup>30</sup>. Les preuves par affidavit et autres preuves documentaires, y compris celles obtenues durant un interrogatoire préalable et les avis écrits d'experts, peuvent être utilisées. Dans les cas de preuve par affidavit, la cour peut, au cours d'une enquête préliminaire en vue d'obtenir des directives, ordonner la tenue d'un contre-interrogatoire « soit devant la cour, soit devant une autre personne désignée par la cour »<sup>31</sup>.

Si la cour est incapable de rendre un jugement au cours du procès sommaire en se fondant uniquement sur les preuves documentaires et par affidavit, elle peut rendre diverses ordonnances en vue d'accélérer le procès (p. ex., ordonner que l'introduction des requêtes interlocutoires ainsi que le dépôt d'un exposé conjoint des faits se fassent dans un délai précis, que le plan d'enquête préalable comporte un échéancier et établir que les interrogatoires préalables aient une durée fixe)<sup>32</sup>. La cour a en outre le pouvoir de reporter ou de rejeter la requête en procès sommaire, avant l'audience de la requête ou au cours de celle-ci, si « les questions soulevées ne peuvent faire l'objet d'une décision en vertu de cette règle » ou si « la tenue d'un procès sommaire ne contribuera pas au règlement efficace de l'action en justice »<sup>33</sup>.

<sup>30</sup> Règles de la Cour suprême de la C.-B., Règlement de la C.-B. 221/90, r. 18A (11) [ci-après dénommées les règles de la C.-B.].

<sup>31</sup> Règles de la C.-B., règle 18A (10).

<sup>32</sup> Règles de la C.-B., règle 18A (13).

<sup>33</sup> Règles de la C.-B., règle 18A (8).



## Projet de réforme du système de justice civile

La règle 18A de la Colombie-Britannique a été très bien accueillie et l'on dit qu'elle a donné de bons résultats. Comme l'a souligné un commentateur de la Colombie-Britannique : « Depuis l'adoption du procès sommaire en vertu de la règle 18A, aucun outil si polyvalent et si utile n'a été placé entre les mains des litigants souhaitant qu'un litige civil modeste soit jugé de façon rapide et relativement peu coûteuse, mais équitable [...] Quand la règle 18A a été instituée, personne n'aurait pu imaginer comment ni dans quelle mesure elle modifierait (pour le mieux) la façon de mener un procès civil dans la province »<sup>34</sup>. En effet, cette règle de la Colombie-Britannique est utilisée dans 60 % des causes. Toutefois, l'utilisation d'une règle semblable n'est pas encore très répandue en Alberta<sup>35</sup>.

La règle 18A ne s'est pas avérée une réussite immédiate en Colombie-Britannique. Lorsqu'elle a été instituée, elle était conçue pour offrir aux juges des requêtes un mécanisme permettant de statuer sur des questions de fait litigieuses qui, autrement, auraient constitué un obstacle à une requête en jugement sommaire gagnante. Au départ, beaucoup de demandes ont été introduites en vertu de la règle 18A, ce qui a causé des retards. Toutefois, il semble que les avantages que procure cette règle se font maintenant sentir, et aucune demande visant à la modifier ne se fait entendre<sup>36</sup>.

L'Alberta a également adopté une procédure de procès sommaire<sup>37</sup>, qui s'inspire largement de la règle 18A de la Colombie-Britannique. L'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan ont adopté une telle procédure bien qu'elle se limite aux actions régies par la procédure simplifiée, comme c'est le cas de l'Ontario en vertu de la règle 76<sup>38</sup>. Au Manitoba, il n'existe aucune règle explicite relative aux procès sommaires. Toutefois, si la cour détermine qu'il y a une véritable question litigieuse par suite d'une requête en

<sup>34</sup> Vancouver Bar Association, *The Advocate* (volume 61, partie 2, mars 2003), pp. 169-170.

<sup>35</sup> Alberta Law Reform Institute, *Alberta Rules of Court Project - Summary Disposition of Actions*, note de consultation 12.12, août 2004, Edmonton (Alberta), p. 63.

<sup>36</sup> Voir les commentaires de Madame la juge Koenigsberg, cités dans *Final Report: Streamlining the Ontario Civil Justice System* de l'Advocates' Society (Toronto) p. 6.

<sup>37</sup> Règles de l'Alberta, r. 158.

<sup>38</sup> Règles de l'Î.-P.-É., r. 75.1.11; Règles de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan, partie 40 [ci-après dénommées les règles de la Saskatchewan].



# Projet de réforme du système de justice civile

jugement sommaire, le juge peut, à sa discrétion, mener un procès en se fondant sur une preuve par affidavit et rendre un jugement « à moins que le juge soit incapable, en se fondant sur l'ensemble de la preuve présentée devant la cour relativement à la requête, d'établir les faits lui permettant de statuer sur des questions de fait et de droit, ou qu'il soit injuste de statuer sur les questions liées à la requête »<sup>39</sup>.

L'Association du Barreau canadien (ABC), dans son Rapport du Groupe de travail sur les systèmes de justice civile, a recommandé l'adoption de mécanismes de procès sommaire, en plus d'aborder le sujet et d'obtenir du soutien à cet égard dans le cadre du forum sur les politiques de l'Advocates' Society qui a eu lieu en mars 2006. L'adoption d'une nouvelle règle régissant les procès sommaires comporte notamment les avantages suivants :

- ❑ **Proportionnalité** : Cela créerait un nouveau mécanisme permettant le règlement définitif de causes non complexes de manière sommaire, lorsqu'un procès complet avec témoignage de vive voix n'est pas justifié étant donné les montants ou les questions en jeu. Si un bref témoignage de vive voix concernant une question précise est nécessaire, le juge des requêtes, en tant que juge de première instance, peut entendre ce témoignage.
- ❑ **Réduction des coûts et des délais** : Au besoin, la cour peut rapidement statuer définitivement sur une cause, éliminant ainsi les délais et les coûts liés aux autres étapes préalables au procès (p. ex., les requêtes, les enquêtes préalables et la médiation). Si des enquêtes préalables ont été menées, les transcriptions feront partie du dossier de la preuve.
- ❑ **Règlement rapide et définitif entraînant une diminution du nombre de causes mises au rôle** : Actuellement, lorsqu'une requête en jugement sommaire est rejetée,

<sup>39</sup> Règles du Manitoba, r. 20.03 (4).

# Projet de réforme du système de justice civile

la cause fait l'objet d'un procès. Un procès sommaire permettrait de statuer rapidement et définitivement sur une action et ainsi d'éviter la tenue d'un procès complet. Cela entraînerait une réduction du nombre de causes mises au rôle. Les jugements sommaires seraient définitifs, sous réserve d'un appel.

❑ **Accès plus facile pour les parties litigantes non représentées par un avocat :**

Étant donné que les preuves seront présentées surtout par affidavit et autres documents, les parties litigantes non représentées par un avocat disposeront d'une tribune pour régler leur cause et avoir leur « journée à la cour », sans devoir recevoir une formation sur les méandres des processus judiciaires et des règles de preuve applicables. De plus, des affaires peuvent être tranchées plus rapidement devant un fonctionnaire judiciaire, permettant ainsi d'économiser le temps que les juges et les avocats adverses pourraient autrement consacrer aux parties litigantes non représentées par un avocat pour les aider à se préparer aux différentes étapes menant au procès.

- ❑ **Souplesse :** Comme un règlement par jugement sommaire peut ne pas convenir à certaines causes, un procès complet avec présentation des témoignages de vive voix peut être nécessaire. L'objectif de cette règle n'est pas d'éliminer les procès. Toute nouvelle règle devrait garantir l'accès à un procès complet si une cause ne peut être tranchée par voie de jugement sommaire. En Colombie-Britannique et en Alberta, il existe déjà une jurisprudence permettant de déterminer si une cause peut être tranchée par voie de jugement sommaire, dont s'inspireront probablement les tribunaux de l'Ontario.

## *Règle 21 (Décision d'une question avant procès)*

La règle 21 prévoit un autre mécanisme permettant de statuer sommairement sur une affaire, soit en tranchant les questions de droit avant la tenue du procès, soit en

# Projet de réforme du système de justice civile

éliminant une plaidoirie du fait qu'elle ne permet de révéler aucune cause d'action ou de défense raisonnable. Le critère relatif à une requête introduite en vertu de la règle 21 consiste à déterminer s'il est « clair et évident » que la demande est irrecevable.

Deux préoccupations ont été exprimées relativement au fonctionnement de la règle 21. La première concerne la tendance apparente de la cour à autoriser de façon répétitive la modification des plaidoyers, plutôt que de les radier lorsque cela s'impose. La seconde concerne le critère « clair et évident ». Certains ont suggéré que ce critère soit modifié afin qu'il soit plus facile pour la cour de radier les plaidoyers à une étape plus précoce.

Je ne suis pas convaincu qu'une modification de ce critère aux termes de la règle 21 soit nécessaire. La règle 21 n'a pas le même objet que la règle 20 : elle vise l'élimination dès le départ des causes à l'égard desquelles la demande ou la défense échouera parce qu'elle ne révèle aucune cause d'action ou défense reconnue ou correctement plaidée. Du point de vue de l'accès à la justice, je suis préoccupé par le fait qu'il pourrait être trop facile de régler trop rapidement des causes au cours du processus judiciaire au moyen d'un critère moins rigoureux.

Certains ont dit que le problème pratique que soulèvent les requêtes introduites en vertu de la règle 21 est que la cour a régulièrement tendance à permettre aux parties litigantes de modifier leur plaidoyer, plutôt que de radier la demande ou la défense. Cela peut survenir après l'introduction répétée de requêtes devant divers fonctionnaires judiciaires. À mon avis, la solution consiste à faire en sorte que le fonctionnaire judiciaire qui accorde l'autorisation de modifier le plaidoyer entende également, si possible, toute requête subséquente introduite en vertu de la règle 21 concernant le même plaidoyer.

## **Recommandations (jugement sommaire)**

- ❑ **Ne pas modifier le critère d'absence de véritable question litigieuse de la règle 20.**

# Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ **Modifier la règle 20 afin de conférer expressément à un juge des requêtes ou à un protonotaire le pouvoir d'apprécier la preuve, d'évaluer la crédibilité et de tirer toute conclusion raisonnable en se fondant sur la preuve et les documents déposés, y compris toute conclusion défavorable dans les cas où une partie ne fournit aucun témoignage de personnes ayant une connaissance personnelle des faits contestés. Ce pouvoir ne devrait toutefois pas être exercé si les intérêts de la justice exigent que la question soit tranchée dans le cadre d'un procès.**
- ❑ **Modifier la règle 20 afin d'autoriser la cour à tenir un « mini-procès » relativement à une ou plusieurs questions, avec ou sans témoignage de vive voix, si les intérêts de la justice exigent la tenue d'un court procès permettant de statuer sur la requête en jugement sommaire. Le fonctionnaire judiciaire saisi de la requête en jugement sommaire présiderait également le « mini-procès ».**
- ❑ **Éliminer la présomption de dépens substantiels contre la partie requérante dont la requête en jugement sommaire introduite en vertu de la règle 20.06 est rejetée. Remplacer cette présomption par une règle conférant à la cour le pouvoir discrétionnaire d'imposer des dépens substantiels si elle croit que l'une ou l'autre des parties a agi de façon déraisonnable en introduisant une requête en jugement sommaire ou en présentant une réponse à celle-ci, ou si une partie a agi de mauvaise foi ou dans l'intention de causer des retards.**
- ❑ **Adopter un nouveau mécanisme de procès sommaire, semblable à celui qui est régi par la règle 18A de la Colombie-Britannique.**
- ❑ **Conférer à un juge saisi d'une requête en jugement sommaire le pouvoir de convertir le rejet d'une telle requête en une demande de procès sommaire relativement aux causes pouvant être tranchées dans le cadre d'un procès sommaire. Le juge devrait également être investi des pouvoirs nécessaires pour**

## Projet de réforme du système de justice civile

rendre les ordonnances adéquates concernant la gestion du procès afin que la cause soit prête à être tranchée par voie de procès sommaire.

- Si possible, le fonctionnaire judiciaire qui accorde l'autorisation de modifier le plaidoyer devrait entendre également toute requête subséquente introduite en vertu de la règle 21 concernant le même plaidoyer.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 6. PARTIES LITIGANTES NON REPRÉSENTÉES PAR UN AVOCAT

Des articles parus récemment dans les médias ainsi que des allocutions prononcées par des membres importants de la magistrature ont fait état des répercussions croissantes de la présence de parties litigantes non représentées par un avocat sur le système de justice civile de l'Ontario. Bon nombre d'avocats, de juges et d'administrateurs judiciaires que j'ai rencontrés durant les consultations partageaient ce point de vue. Toutefois, aucune étude officielle n'a été entreprise sur le nombre de parties litigantes non représentées par un avocat, leur profil socioéconomique, la nature de leurs problèmes juridiques et les lacunes des services dont elles bénéficient. Je sais que le ministère du Procureur général déploie des efforts afin de recueillir des statistiques sur le nombre de parties à une instance civile non représentées par un avocat en Ontario.

Au cours de la présente révision, j'ai entendu plusieurs explications sur les raisons de l'augmentation du nombre de parties litigantes non représentées par un avocat, en supposant que cela soit vrai, telles que l'augmentation des frais juridiques rendant inaccessible la représentation par un avocat pour les Ontariens des classes inférieure et moyenne, la prévalence d'une attitude de « débrouillardise » parmi certaines parties litigantes et le fait que des parties litigantes cherchent à présenter elles-mêmes leur demande ou leur défense, malgré les conseils d'un avocat dont les services avaient été préalablement retenus. Des juges, des avocats et des administrateurs judiciaires m'ont également parlé des défis et des problèmes particuliers auxquels ils doivent faire face lorsqu'ils sont saisis d'un dossier mettant en cause des parties litigantes non représentées.

Peu importe la cause de la présence de parties litigantes non représentées par un avocat et les répercussions de ces dernières sur le système de justice civile, je suis d'avis que celui-ci doit exister pour servir les membres du public – qu'ils soient représentés ou non. La solution, à mon avis, n'est pas de créer des obstacles supplémentaires afin de bloquer ou de restreindre l'accès au système. Il faudrait plutôt mettre un minimum raisonnable de ressources et de soutien à la disposition des personnes aux prises avec des



## Projet de réforme du système de justice civile

problèmes juridiques, mais n'ayant pas les moyens de retenir les services d'un avocat, afin de leur permettre de se représenter plus facilement dans un système qui peut sembler étranger et complexe aux yeux de ceux qui n'ont aucune formation juridique officielle. Ces personnes devraient au moins être en mesure d'obtenir des renseignements de base sur le système de justice civile et, au tout début du processus, des conseils sommaires afin de déterminer s'il est sensé d'introduire ou de défendre une cause.

*Évaluation des besoins des parties litigantes non représentées par un avocat.*

Dans au moins quatre autres territoires de compétence canadiens (l'Alberta, la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse et le Québec), des études ont été effectuées sur les besoins des parties litigantes non représentées par un avocat et sur la façon d'y répondre. Ces études offrent des renseignements sur le profil de ce type de partie, la nature des problèmes juridiques auxquels elle fait face ou qu'elle cause aux autres utilisateurs du système, les lacunes des services juridiques et la façon dont ceux-ci peuvent être améliorés.

À mon avis, une telle évaluation des besoins doit être menée en Ontario. Les renseignements obtenus seraient inestimables en ce qui a trait à l'amélioration de l'accès à la justice et à l'élaboration d'une stratégie visant à offrir des solutions aux personnes non représentées. Cela permettrait de concentrer des ressources limitées dans les domaines où les besoins essentiels, géographiques ou procéduraux les plus importants ont été définis et de prioriser les améliorations en conséquence. Cela ferait également la lumière sur les meilleurs moyens de mettre les ressources et les renseignements juridiques à la disposition du public et de les faire connaître à celui-ci.

Dans certains cas, les parties litigantes ont besoin de conseils concernant le bien-fondé d'une demande ou d'une défense, au tout début du processus. De tels conseils peuvent permettre de décider en toute connaissance de cause d'intenter ou de contester une action. D'autres personnes n'ont besoin que d'un minimum d'orientation et de conseils



# Projet de réforme du système de justice civile

relativement aux ressources appropriées. Certaines peuvent être en mesure de soumettre leur cause à la Cour des petites créances sans être représentées par un avocat. Dans d'autres affaires plus complexes intentées devant la Cour supérieure de justice, il pourrait être nécessaire de retenir les services d'un avocat. La question est alors de déterminer comment fournir, de façon économique, de l'aide juridique répondant aux besoins des parties litigantes dans un système de justice civile aux ressources limitées.

Dans la situation actuelle, une aide limitée est offerte aux personnes aux prises avec des problèmes juridiques n'ayant pas les moyens de retenir les services d'un avocat. Mis à part quelques rares certificats d'aide juridique, Aide juridique Ontario n'offre pas d'aide aux parties à une instance civile entendue par les tribunaux de l'Ontario. En 2004, la *Loi sur les procureurs* a été modifiée afin de permettre les ententes sur des honoraires conditionnels en Ontario<sup>40</sup>. L'entente sur des honoraires conditionnels est invoquée dans presque toutes les poursuites pour préjudice corporel. Son utilisation est limitée dans d'autres types de poursuite. Le Barreau du Haut-Canada, par l'entremise du service Assistance-avocats, fournira au demandeur le nom d'un avocat qui offrira jusqu'à une demi-heure de consultation gratuite relativement à un domaine précis du droit. Toutefois, étant donné qu'il ne s'agit que d'une période de 30 minutes, les avantages liés à cette initiative louable présentent des limites évidentes.

*Amélioration des ressources d'information destinées aux parties à une instance.*

Le ministère du Procureur général et la Cour d'appel ont préparé diverses ressources et guides étape par étape afin d'aider les parties litigantes à comprendre les procédures et les processus de la Cour des petites créances, de la Cour supérieure de justice et de la Cour d'appel. Les plus utiles sont les Guides de procédure de la Cour des petites créances, que l'on peut se procurer dans les tribunaux et sur le site Web du ministère et qui, dans un langage simple, fournissent des explications étape par étape. Les documents relatifs aux instances entendues par la Cour supérieure de justice et la Cour

---

<sup>40</sup> L.R.O. 1990, chap. S.15, art. 28.1.

# Projet de réforme du système de justice civile

d'appel auraient avantage à être plus détaillés et à être rédigés dans un langage simple, afin de mieux aider les parties litigantes. Ce qui fait aussi défaut, ce sont des documents destinés au public, écrits dans un langage simple, sur le système de justice civile dans son ensemble et les domaines importants du droit qui touchent généralement les parties litigantes non représentées par un avocat. De plus, les documents disponibles peuvent ne pas être accessibles, ou le grand public peut ne pas être au courant de leur existence. Par conséquent, je recommande que soient apportées des améliorations dans ces domaines.

## *Services bénévoles*

D'autres initiatives ont été lancées au cours des dernières années en vue d'alléger les difficultés des personnes non représentées par un avocat. Pro Bono Law Ontario (PBLLO), un organisme de bienfaisance qui donne aux avocats l'occasion de fournir bénévolement des services juridiques à des personnes aux moyens limités, a été fondé en 2002. Depuis son ouverture, l'organisme a mis sur pied environ 30 projets de bénévolat en Ontario, dont deux destinés à aider les personnes aux prises avec des problèmes juridiques de nature civile : le Small Claims Court Pro Bono Duty Counsel Project, à Toronto, et l'Appeals Assistance Project, à la Cour divisionnaire et à la Cour d'appel. Les deux projets permettent, dans ces cours, d'établir des liens entre des avocats bénévoles et les parties litigantes ayant des moyens limités.

Bon nombre d'avocats ont également répondu à l'appel. Que ce soit par la participation à des projets de bénévolat officiels ou à titre individuel, il me semble que les avocats et les cabinets d'avocats fournissent plus de services bénévoles que par le passé. Je constate cependant que ce ne sont pas tous les avocats ontariens qui sont en mesure de le faire. La réalité économique fait en sorte qu'il est plus facile pour les grands cabinets de Toronto d'offrir ce genre de services. Cela pourrait bien rendre ces cabinets plus attrayants pour les stagiaires et les jeunes avocats qui recherchent la possibilité d'acquérir une expérience concrète liée à la responsabilité d'une action ou d'une défense. Dans les petites collectivités, les avocats offrent de l'aide aux personnes qui ne peuvent prendre en

# Projet de réforme du système de justice civile

charge le coût total des services juridiques. Un avocat œuvrant dans une petite collectivité a déclaré ce qui suit : « Je fais déjà beaucoup de bénévolat. C'est ce qu'on appelle avoir des comptes débiteurs. » Et selon un sondage mené en 2005 pour le compte de la revue *Canadian Lawyer*, de plus en plus d'avocats adoptent des structures de facturation innovatrices, telles que les honoraires conditionnels, les honoraires fixes, les honoraires facturés selon une échelle mobile<sup>41</sup>.

Je conviens que les services bénévoles ne peuvent répondre adéquatement à tous les besoins des parties litigantes non représentées par un avocat. Je ne suis pas d'avis que le contingentement du bénévolat ou une réglementation accrue des honoraires d'avocats soit la solution. Les forces du marché et le sens du devoir public des avocats dicteront la quantité de services bénévoles que tout avocat peut fournir ainsi que les honoraires qu'il peut facturer. Une recommandation visant à réglementer ces domaines aurait un effet paralysant sur l'esprit de volontariat qui semble animer de plus en plus les membres du barreau. Je préfère laisser au Barreau du Haut-Canada le soin d'étudier ces questions, s'il le juge à propos. Toutefois, j'invite les avocats ontariens à continuer d'offrir des services bénévoles et des options de facturation innovatrices en vue d'améliorer l'accès à la justice.

En ce qui a trait à l'aide juridique dans le cadre d'instances civiles, il existe un débat sain visant à déterminer dans quelle mesure les parties à une instance civile devraient avoir droit à un avocat payé par le gouvernement. Dans son document intitulé *Rapport de l'examen du régime d'aide juridique de l'Ontario*, publié en 1997, le professeur John McCamus a souligné qu'il existe un éventail d'affaires civiles pour lesquelles des certificats d'aide juridique ont déjà été accordés, mais que ces certificats ne sont plus offerts aujourd'hui. Il a constaté que « les causes civiles ont quasiment cessé de donner droit à un certificat » et a formulé diverses recommandations visant l'augmentation du financement de l'aide juridique en matière civile.

---

<sup>41</sup> Kirsten McMahon, « The Going Rate 2005 », *Canadian Lawyer*, juin 2005, p. 25.

# Projet de réforme du système de justice civile

En septembre 2006, le procureur général a annoncé qu'une mise à jour du rapport de 1997 du professeur McCamus serait entreprise. Afin d'éviter que ne soient formulées des recommandations opposées, je ne saurais formuler des recommandations précises concernant le financement de l'aide juridique en matière civile. En guise de conclusion générale, toutefois, il me semble évident que les besoins des personnes non représentées par un avocat ne devraient pas et ne peuvent être satisfaits uniquement par l'esprit de volontariat qui anime les membres du barreau de l'Ontario.

## *Un modèle de centre d'entraide*

À mon avis, une importante aide directe et immédiate peut être fournie grâce à la création d'un centre d'entraide en matière de droit civil. Bon nombre de territoires de compétence américains ont mis sur pied de tels centres, semblerait-il avec beaucoup de succès. Au Canada, des centres d'entraide en matière de droit civil ont été créés en Colombie-Britannique, au Québec et en Alberta. L'Ontario a adopté un modèle de centres d'entraide destinés aux parties à un litige familial, les Centres d'information sur le droit de la famille.

Les éléments d'un centre d'entraide donné peuvent varier. Un centre peut offrir des services dans un emplacement situé près d'un palais de justice, à partir d'un véhicule mobile ou par l'entremise d'un site Web – ou à une combinaison de ceux-ci. Les services offerts peuvent comprendre des renseignements et des ressources juridiques de base, un aiguillage vers d'autres organismes, de l'aide pour remplir les formulaires ainsi que des conseils juridiques sommaires prodigués par un avocat salarié ou bénévole.

Par exemple, le modèle adopté par la Colombie-Britannique offre des ressources en ligne ou sur supports vidéo et papier, y compris des trousseaux d'autoassistance et des formulaires, met les gens en contact avec les bibliothécaires des palais de justice afin que ces derniers offrent de l'aide concernant les ressources juridiques et fournit des renseignements sur le règlement extrajudiciaire des différends. Le centre offre également

# Projet de réforme du système de justice civile

des renseignements sur ce à quoi il faut s'attendre en allant devant les tribunaux et informe les gens à propos des cours offerts gratuitement sur les processus et les procédés judiciaires. En Colombie-Britannique, il est possible de recevoir des conseils juridiques gratuits grâce au système téléphonique LawLINE et à une clinique bénévole offrant de tels conseils. Les membres du public doivent répondre à des critères d'admissibilité d'ordre financier pour avoir accès à l'un ou l'autre de ces services juridiques gratuits. Une évaluation effectuée en août 2006 a conclu que « le centre offrait un ensemble exclusif des services d'entraide et faisait partie d'un éventail plus large de nouveaux services destinés aux parties litigantes non représentées par un avocat. Les utilisateurs ont déclaré que, dans l'ensemble, le centre répondait efficacement à leurs besoins et les aidait à se préparer à se présenter devant le tribunal. »<sup>42</sup> Le centre est financé par le ministère du Procureur général de la Colombie-Britannique.

PBLO a élaboré un modèle de nouveau centre d'entraide en matière de droit civil, dont le projet pilote devrait se dérouler à Toronto. En se fondant sur son expérience, l'organisme a conclu qu'en l'absence de services de représentation complète, les parties litigantes non représentées par un avocat requièrent : des services d'aide avant le procès (renseignements de base sur les procédures, aide pour remplir les formulaires, conseils sommaires sur la détermination des enjeux juridiques et évaluation du bien-fondé d'une cause), des services durant le procès (représentation) et des services après le procès (renseignements sur la mise en application et le respect de la loi).

En collaboration avec l'Advocates' Society et le groupe de travail sur les services juridiques pro bono du ministère du Procureur général, PBLO a proposé la mise sur pied à la Cour supérieure de justice de Toronto d'un centre d'entraide qui emploierait un facilitateur non juriste à temps plein et un avocat salarié à temps partiel. Le centre d'entraide proposé offrirait :

---

<sup>42</sup> John Malcolmson, Gayla Reid, *BC Supreme Court Self-Help Information Centre Final Evaluation Report* (Law Courts Education Society of BC : août 2006) [document non publié], p. 8, en ligne au <[http://www.lawcourtsed.ca/documents/Research/SHC\\_Final\\_Evaluation\\_Sept2006.pdf](http://www.lawcourtsed.ca/documents/Research/SHC_Final_Evaluation_Sept2006.pdf)>.

## Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ des directives et des renseignements écrits dans un langage simple concernant diverses procédures de la Cour supérieure, en matière notamment de conformité et de mise en application (p. ex., des trousse de renseignements sur les requêtes). Le groupe de travail sur les services juridiques pro bono du ministère du Procureur général a accepté de contribuer à la préparation de ressources et de documents d'information rédigés dans un langage simple;
- ❑ des renseignements sur les programmes et les services existants (p. ex., la médiation);
- ❑ de l'aide pour remplir les formulaires fournie par des avocats bénévoles ou par le biais de logiciels d'assemblage de documents en ligne ou une combinaison des deux;
- ❑ des conseils sommaires et les services d'avocats bénévoles axés sur la détermination des enjeux juridiques et l'évaluation du bien-fondé d'une action;
- ❑ une représentation aux audiences et aux conférences de règlement par des avocats bénévoles.

PBLO évalue les coûts de démarrage du centre d'entraide et de fonctionnement de celui-ci pendant la première année à environ 235 000 \$. Aucune source de financement n'a été trouvée pour le projet pilote de centre d'entraide.

Si l'on se fie au succès des centres d'entraide et à leur utilisation croissante dans les territoires de compétence canadiens, il semblerait que le projet pilote de centre d'entraide de PBLO à Toronto constitue une solution pratique et économique visant à améliorer l'accès à la justice pour ceux qui n'ont pas les moyens de retenir les services d'un avocat.



# Projet de réforme du système de justice civile

Au cours des consultations, des juges, des avocats, des membres du personnel des tribunaux et des parties litigantes non représentées par un avocat ont tous indiqué qu'il était nécessaire d'offrir des renseignements de base sur les procédures rédigés dans un langage clair, des renseignements et des conseils juridiques sommaires ainsi que la possibilité d'aiguiller les parties litigantes non représentées par un avocat vers d'autres sources de renseignement et de services, au besoin. Le centre d'entraide permettrait d'offrir ce soutien. Étant donné que ce ne sont pas toutes les personnes aux prises avec des problèmes juridiques qui auront besoin d'une représentation complète, le centre d'entraide pourra fournir de l'aide et des conseils adaptés aux besoins des utilisateurs. Dans bon nombre de cas, une aide rapide fournie par le facilitateur ou un avocat bénévole permettra de réduire la frustration et les inconvénients et possiblement d'éviter complètement les coûts d'une poursuite. On espère que l'accès en ligne permettra aux personnes vivant à l'extérieur de Toronto de profiter des services fournis par le centre. En outre, vu que ce centre constitue un projet pilote, son succès pourra être évalué en vue d'apporter des améliorations avant l'ouverture d'autres centres dans la province.

## **Recommandations (parties litigantes non représentées par un avocat)**

- ❑ **Entreprendre une évaluation des besoins dirigée par un comité directeur composé de fournisseurs de services juridiques en matière de droit civil et présidé par PBLO. Diverses sources de financement possibles, comme la Fondation du droit de l'Ontario et le ministère du Procureur général (MPG), devraient être envisagées. Les objectifs de l'évaluation devraient être les suivants :**
  - a) **dresser le profil des parties à une instance civile non représentées par un avocat en Ontario et déterminer leurs points d'interaction avec le système de justice civile qui contribuent aux difficultés rencontrées par ces parties, les administrateurs judiciaires et les tribunaux;**



# Projet de réforme du système de justice civile

- b) cerner les besoins juridiques des parties à une instance civile non représentées par un avocat, déterminer la portée et l'accessibilité des services juridiques existants ainsi que les zones géographiques et les domaines importants de la pratique du droit civil où des services juridiques supplémentaires pourraient être fournis pour combler les lacunes;
  - c) recommander les moyens les plus efficaces et efficients de fournir de l'aide et des renseignements juridiques.
- un comité composé de fournisseurs de renseignements et de ressources juridiques (le MPG, PBLO, le Barreau du Haut-Canada, Aide juridique Ontario), présidé par PBLO, devrait se réunir afin de coordonner l'offre de ressources et de renseignements juridiques améliorés dans les quatre domaines suivants :
  - a) des renseignements généraux concernant le système de justice civile et sa structure;
  - b) des renseignements détaillés sur la procédure visant à aider les parties litigantes non représentées par un avocat;
  - c) des renseignements sommaires sur les domaines importants du droit qui seraient les plus utiles à la plupart des parties à une instance civile non représentées par un avocat;
  - d) des renseignements d'ordre procédural liés à la conformité aux ordonnances de la cour et à la mise en application de celles-ci.
- le comité devrait déterminer les médias les plus efficaces et les plus accessibles en ce qui a trait à la diffusion de ces renseignements auprès du public (p. ex., des documents imprimés disponibles dans les tribunaux ou les cliniques juridiques communautaires, des documents électroniques accessibles sur Internet ou des démonstrations sur vidéo de processus judiciaires et de comportements acceptables dans un tribunal).

# Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ Si possible, les associations du barreau et les avocats civilistes devraient continuer de mettre en œuvre et d'offrir des programmes et des services bénévoles.
- ❑ Les avocats de l'Ontario devraient être encouragés à envisager de nouvelles méthodes de facturation innovatrices favorisant l'accès à la justice pour les parties litigantes aux prises avec des problèmes juridiques, de nature civile, qui autrement ne pourraient retenir les services d'un avocat.
- ❑ Dans le cadre de la révision de l'aide juridique annoncée en 2006, les recommandations formulées en 1997 par le professeur John McCamus concernant l'aide juridique en matière civile devraient être revues.
- ❑ Le Groupe de travail sur les services juridiques pro bono du ministère du Procureur général devrait continuer à soutenir les efforts de PBLO visant à élaborer un projet pilote de centre d'entraide en matière de droit civil à Toronto. Les sources de financement possibles, comme la Fondation du droit de l'Ontario et le MPG, devraient être envisagées. L'expansion du projet pilote dans d'autres régions de la province devrait être envisagée en attendant l'évaluation des résultats et après avoir pris en considération les options économiques de prestation de services répondant aux besoins des personnes qui autrement ne pourraient retenir les services d'un avocat.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 7. JURYS CIVILS

La question visant à déterminer si des modifications ayant des répercussions sur le droit d'une partie à un procès devant jury devraient être apportées a suscité de la controverse. Certaines personnes se sont prononcées contre des modifications. D'autres, principalement des juges, se sont dits en faveur de l'abolition des jurys civils. Du point de vue des avocats spécialistes en préjudices corporels, l'accès à un procès devant jury fait l'objet d'un consensus, les parties plaignantes et défenderesses voulant que l'accès à ce type de procès soit maintenu.

En 2005-2006, 6 839 procès civils ont été entendus<sup>43</sup>. Parmi ceux-ci, 1 598 ou 23 % étaient des procès devant jury. La grande majorité de ces procès devant jury portait sur des litiges découlant d'accidents de la route (1 186 ou 74 % des procès civils entendus devant jury).

Bien que d'aucuns pensent le contraire, en me fondant sur mon expérience et celle d'autres personnes, je crois qu'il est évident que la plupart des procès (pas tous) devant jury sont plus longs que ceux entendus par un juge seul, sans jury. Par contre, le taux de règlement des procès civils devant jury est plus élevé que celui des procès sans jury.

Tout compte fait, on ne m'a pas convaincu de recommander que les procès civils devant jury soient abolis ou autorisés seulement sur requête, dans certaines circonstances. Je reconnais que, malheureusement, les compagnies d'assurance demandent à leurs avocats de présenter une demande de procès avec jury dans la plupart des actions en négligence. Je qualifie cette réalité de malheureuse parce que l'un des objectifs évidents de cette stratégie est d'augmenter le risque auquel s'expose le demandeur, en tenant

---

<sup>43</sup> Veuillez noter qu'un « procès entendu » représente une journée durant laquelle un procès est entendu. De plus, bon nombre de procès intentés peuvent se régler. Par conséquent, ce chiffre ne représente pas le nombre total de procès qui ont été intentés ou de procès qui ont été intentés et qui ont fait l'objet d'une décision. Voir les statistiques de la Cour des petites créances et des tribunaux civils de 2005-2006, *supra*, note 10, p. 47.

# Projet de réforme du système de justice civile

manifestement pour acquis que l'assureur est plus en mesure d'assumer le risque que presque tous les demandeurs.

Toutefois, je suis d'avis que certaines limites devraient être imposées au droit à un procès avec jury prévu par la loi relativement à au moins quelques causes introduites en vertu de la procédure simplifiée (règle 76). Cette conclusion est attribuable principalement à deux raisons. Premièrement, il y a la question des ressources institutionnelles : il faut former des jurys, s'occuper des jurés, etc. Un tableau relativement grand doit fréquemment être assemblé relativement à une cause devant un jury qui se règle habituellement peu avant le procès. Ensuite, il y a la question des inconvénients pour les jurés. On m'a dit que certains jurés se sont demandé si leur devoir de citoyen devrait être évoqué lorsqu'il s'agit de savoir si le défendeur devrait payer 12 000 \$ au demandeur. Même si cette question n'a pas été posée, elle devrait être prise en considération.

Selon moi, dans les causes introduites en vertu de la procédure simplifiée où le montant du litige est de 50 000 \$ ou moins, il ne devrait pas y avoir de droit à un procès avec jury, sauf sur requête. En ce qui concerne cette requête, je crois que l'un des volets de l'action devrait toucher l'intérêt public général pour qu'une ordonnance de procès avec jury soit rendue.

J'exclurais les actions en common law pour diffamation, poursuite malveillante et détention arbitraire pour lesquelles le droit de subir un procès devant jury dans les causes touchant les valeurs communautaires existe depuis longtemps. J'ai examiné puis rejeté l'idée consistant à demander à la partie faisant la demande d'un procès avec jury de payer pour ce droit, comme c'est le cas en Colombie-Britannique.

Dans la section sur la procédure simplifiée, j'ai recommandé que la limite pécuniaire associée aux règles régissant cette procédure soit portée à 100 000 \$. Si cette recommandation était adoptée, l'accès à un procès avec jury serait autorisé pour les

# Projet de réforme du système de justice civile

demandes plus importantes introduites en vertu de la procédure simplifiée – celles dont le montant va de 50 001 \$ à 100 000 \$.

Le juge du procès est le mieux placé pour déterminer si le jury comprend et est en mesure de comprendre les enjeux essentiels de la poursuite. Le juge devrait pouvoir libérer le jury de son propre chef. Bien sûr, les points de vue des avocats devraient être entendus et pris en considération. Je crois qu'il serait rare que le juge libère un jury lorsque le demandeur et le défendeur s'opposent tous deux à cette mesure.

## Recommandations (jurys civils)

- ❑ Le régime actuel qui régit l'accessibilité à des jurys civils, énoncé dans la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, devrait être maintenu, sauf en ce qui a trait aux causes introduites en vertu de la règle 76, qui régit la procédure simplifiée, pour lesquelles le montant du litige est de 50 000 \$ ou moins. Dans ces cas, pour avoir droit à un procès devant jury, une partie doit obtenir une ordonnance, sur requête, invoquant l'intérêt public général.
- ❑ La *Loi sur les tribunaux judiciaires* devrait être modifiée afin de permettre à la cour de libérer le jury de son propre chef. Elle devrait prévoir l'application des critères suivants par la cour au moment où celle-ci doit décider de radier ou non une demande de convocation du jury :
  - a) Après avoir pris en considération tous les facteurs pertinents, y compris les faits de l'affaire, la nature technique de la preuve, la complexité ou l'incertitude du droit applicable, la prédominance des questions juridiques importantes sur des questions de fait, l'interdépendance des questions de droit et de fait et la position des avocats, la justice sera-t-elle mieux servie avec ou sans jury?

## Projet de réforme du système de justice civile

- b) Une partie serait-elle en mesure d'obtenir un procès équitable devant un jury?
- c) En tenant compte de la valeur, de la nature et de l'importance des affaires, des intérêts des parties à l'égard d'un procès avec jury et de la durée probable du procès, le fait de faire partie d'un jury constituerait-il un inconvénient injustifié pour les jurés?
- d) Selon le tribunal, est-ce qu'une preuve inadmissible a été présentée au jury ou celui-ci a-t-il été témoin d'une conduite susceptible de l'influencer indûment de la part d'une partie ou d'un avocat?



# Projet de réforme du système de justice civile

## 8. ENQUÊTE PRÉALABLE

En 2003, le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario (« Groupe d'étude sur les enquêtes préalables ») a formulé des recommandations sur la façon d'améliorer les enquêtes préalables au civil en Ontario<sup>44</sup>. Ces recommandations portaient sur deux fronts : 1) l'élaboration de pratiques exemplaires visant à promouvoir, auprès des avocats, une meilleure acceptation de la valeur de la collaboration et une reconnaissance accrue des façons efficaces et efficientes de mener des enquêtes préalables et 2) la modification des Règles de procédure civile, y compris la restriction de la portée des enquêtes préalables et l'imposition par défaut de limites de temps aux interrogatoires préalables. Quelques-unes des modifications recommandées ont été intégrées aux Règles de procédure civile.

L'élaboration de pratiques exemplaires a été proposée en reconnaissance du fait que bon nombre de problèmes liés à l'enquête préalable sont attribuables à la culture du contentieux qu'une modification des règles ne pourrait changer. Dans son rapport supplémentaire, le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables a énoncé des pratiques exemplaires ou des lignes directrices relatives à la conduite de l'enquête préalable en général, ainsi que des lignes directrices précises liées à la divulgation et à la production de documents électroniques, abordées plus en détail ci-dessous.

L'une des conclusions du Groupe de travail, à laquelle je suis également arrivé dans le cadre de la présente révision, est que ce n'est pas partout dans la province que les enquêtes préalables causent des problèmes. Ces derniers sont principalement liés à des causes importantes et complexes et surviennent plus souvent dans les grands centres urbains, comme Toronto, et rarement dans de petites collectivités où le barreau jouit d'un esprit de collégialité et de coopération. Au moment de formuler mes recommandations, j'ai dûment pris en considération cette réalité liée aux instances civiles en Ontario.

<sup>44</sup> Rapport du Groupe d'étude sur les enquêtes préalables, *supra*, note 3.

# Projet de réforme du système de justice civile

Les consultations menées dans le cadre de la présente révision et les travaux dignes de mention du Groupe d'étude sur les enquêtes préalables ont permis de cerner les questions suivantes :

- i. Doit-on élargir la portée de l'enquête préalable?
- ii. Doit-on limiter la durée des interrogatoires préalables?
- iii. Doit-on permettre les refus fondés sur la pertinence au cours d'un interrogatoire préalable?
- iv. Quelle est la meilleure façon d'aborder l'enquête préalable et la production de documents électroniques?
- v. La planification de l'enquête préalable doit-elle être obligatoire en vertu des règles afin de faire la promotion d'une gestion plus efficace de l'enquête préalable?

## *Portée de l'enquête préalable*

La portée de la communication préalable de documents, établie aux termes de la règle 30.02, englobe tout « document qui a trait à une question en litige dans une action ». Cela a été largement interprété en jurisprudence comme étant l'obligation de produire un document s'il revêt une « apparence de pertinence »<sup>45</sup>. De même, la règle 31.06 exige qu'une personne interrogée durant l'enquête préalable réponde « aux questions légitimes

<sup>45</sup> Voir, p. ex., *Kay contre Posluns* (1989), 71 O.R. (2<sup>e</sup>) 238 (H.C.). Fait intéressant, le critère élargi d'« apparence de pertinence » semble être issu de l'affaire *Peruvian Guano* entendue en Angleterre, où la cour a décidé que l'on doit divulguer tout document contenant des renseignements pouvant, directement ou indirectement, bénéficier à la cause d'une partie ou nuire à celle de la partie adverse. Cela comprend les documents susceptibles de lancer les parties dans une enquête qui pourra bénéficier à leur cause ou nuire à celle de la partie adverse. Voir *The Compagnie Financière et Commerciale du Pacifique v. Peruvian Guano* (1882), 11 Q.B.D.55 (C.A.), 63. Toutefois, la démarche relative à l'affaire *Peruvian Guano* en Angleterre et au pays de Galles a été remplacée par un critère plus restrictif concernant la divulgation de documents : Voir les règles de procédure civile du Royaume-Uni, r. 31.6.

# Projet de réforme du système de justice civile

qui se rapportent à une question en litige ». Le critère d'apparence de pertinence s'applique aux questions préalables de la même façon qu'à la production. La pertinence aux termes de ces règles, qui constitue un critère beaucoup plus large que celui qui s'applique au moment du procès, a mené certaines personnes à constater que « le procès en embuscade », l'objet de préoccupation initial, a été remplacé par le « procès en avalanche ».

La grande majorité des personnes consultées a convenu que la portée de l'enquête préalable devait être restreinte et remplacée par un simple critère de « pertinence ». En effet, cela a été recommandé par le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables. Ce dernier a reconnu que cette modification pouvait entraîner davantage de requêtes et d'interprétations judiciaires du terme « pertinence » et qu'il est peu probable que toute modification mette fin au débat entourant la portée appropriée de l'enquête préalable. Néanmoins, il a indiqué que l'adoption d'un critère plus restrictif est nécessaire afin de permettre de réduire les abus liés à l'enquête préalable.

Je suis d'accord avec ces points de vue. Le critère d'« apparence de pertinence » devrait être remplacé par un critère plus strict de « pertinence ». Cette étape est nécessaire en vue d'envoyer un message clair aux avocats qu'il y a lieu de faire preuve de retenue dans le processus d'enquête préalable et, comme le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables l'indique, de « renforcer l'idée que l'enquête préalable doit se dérouler en tenant compte des facteurs de coûts et d'efficacité »<sup>46</sup>. Conformément au principe de proportionnalité, le moment est venu d'apporter cette modification qui, je l'espère, influencera la culture du contentieux dans la province, surtout dans les grandes villes.

Cette réforme ne cible pas les avocats qui présentent des demandes d'enquête préalable raisonnables, mais plutôt ceux qui effectuent des demandes excessives ou abusent du processus. Par conséquent, le fait de changer l'expression « qui a trait à »

<sup>46</sup> Rapport du Groupe d'étude sur les enquêtes préalables, *supra*, note 3, p. 92.

## Projet de réforme du système de justice civile

pour « pertinent » aurait probablement peu ou pas de répercussions sur les avocats qui agissent de façon raisonnable durant le processus d'enquête préalable. Les répercussions de cette modification se feraient sentir chez ceux qui abusent de l'enquête préalable ou qui s'engagent dans des aspects de l'enquête qui ne peuvent raisonnablement pas être considérés comme pertinents, même s'ils satisfont au critère d'« apparence de pertinence ».

### *Durée des interrogatoires préalables*

Divers facteurs contribuent à allonger indûment les interrogatoires préalables, y compris le manque de préparation ou d'expérience d'un avocat, les questions non fondées ou répétitives ou, dans certains cas, les objectifs de facturation des avocats. Le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables a fait référence à de « nombreux scénarios où des particuliers ou de petites entreprises ont été contraints d'abandonner des demandes ou d'accepter des règlements moins que satisfaisants en raison des coûts excessifs de l'enquête préalable »<sup>47</sup>.

Bon nombre de personnes que j'ai rencontrées m'ont fait part de préoccupations semblables concernant le fait que les interrogatoires préalables sont des parties de pêche, sans orientation ou menées par des avocats mal préparés, qui ont indûment peur d'oublier des questions et des faits potentiels. Certains ont souligné l'intérêt personnel des avocats à prolonger les interrogatoires afin d'atteindre des objectifs de facturation. Comme je l'ai indiqué, les interrogatoires préalables prolongés ne semblent pas constituer un problème dans les petites collectivités de l'Ontario.

Toutefois, un point de vue est ressorti régulièrement, à savoir que la durée par défaut d'une journée (sept heures) d'interrogatoire par partie est suffisante dans la plupart des cas. Je souligne que la limite d'une journée devrait être la durée par défaut. Certaines causes nécessiteront plus de temps. La règle d'une journée par défaut devrait permettre aux parties de convenir d'une période plus longue pour les enquêtes

---

<sup>47</sup> Ibid., p. 57.

# Projet de réforme du système de justice civile

préalables. Si les parties ne peuvent en venir à une entente, la cour déterminera la durée de l'enquête préalable.

Selon moi, cette démarche constitue une réponse aux préoccupations concernant les enquêtes préalables inutilement longues et coûteuses. Elle impose une limite raisonnable à la durée d'une enquête préalable dans une cause normale et offre la souplesse nécessaire aux causes plus complexes. Je reconnais que cette réforme peut entraîner des requêtes d'ordonnance visant à accorder plus d'une journée à l'interrogatoire préalable. Toutefois, dans la plupart des cas, les avocats agissant raisonnablement et ayant tenu compte des coûts de l'enquête préalable ainsi que de l'importance, de la nature et de la valeur de la demande devraient être en mesure de conclure une entente visant à déterminer s'il est nécessaire de prendre plus d'une journée. J'espère que les avocats ne demanderont l'aide de la cour pour déterminer la durée appropriée des interrogatoires que dans de rares cas.

## *Refus fondés sur la pertinence*

On a proposé que les règles soient modifiées en vue d'exiger que les parties répondent à toutes les questions posées au cours d'un interrogatoire préalable, peu importe qu'il y ait une objection fondée sur la pertinence. L'unique objection permise serait accordée en raison d'un privilège, bien que certains ajoutent la nature « manifestement impertinente » des questions. Selon ce modèle, toute objection fondée sur la pertinence serait notée par l'avocat au cours de l'interrogatoire et consignée dans la transcription, mais la partie interrogée devrait répondre à la question. Le juge du procès déterminerait la pertinence et l'admissibilité de celle-ci, au besoin. Cette démarche est actuellement en place aux États-Unis en vertu des Règles de procédure civile du gouvernement fédéral – paragraphe 30 (d).

Bien que cette réforme soit attrayante à certains égards, il est clair qu'elle peut entraîner des coûts supplémentaires. Elle aurait également tendance à élargir la portée de

## Projet de réforme du système de justice civile

l'enquête préalable, en contradiction avec ma recommandation visant à restreindre sa portée aux renseignements qui sont « pertinents ». Les parties devraient répondre aux questions qui ne sont que peu pertinentes et, pire encore, à celles qui ne le sont pas du tout.

De plus, il ne semble pas y avoir un grand besoin de réforme dans ce domaine, sauf peut-être en ce qui a trait à certaines causes complexes ou aux grands centres urbains. J'hésite à recommander une réforme qui s'appliquera à toutes les causes alors que le problème ne touche qu'une minorité d'entre elles. Dans les causes où il est difficile de déterminer ce qui est pertinent, j'encouragerais plutôt les parties, comme l'a observé le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables, à répondre volontairement à de telles questions et à consigner l'objection à une question fondée sur la pertinence, le cas échéant. Ce processus est déjà autorisé en vertu du paragraphe 34.12 (2), qui se lit comme suit :

L'opposant peut consentir à ce qu'on réponde à la question à laquelle il s'est opposé. La réponse ne peut être présentée en preuve à l'audience qu'après décision du tribunal.

Par conséquent, je ne recommande pas l'adoption d'une nouvelle règle qui exigerait que ces parties répondent aux questions ayant fait l'objet d'une objection fondée sur la pertinence.



# Projet de réforme du système de justice civile

## *Enquête préalable et production de documents électroniques*

La question de l'enquête préalable et de la production de renseignements sauvegardés sous forme électronique généralement appelée « communication de documents » soulève de nouveaux problèmes et entraîne de nouvelles complications pour les parties litigantes, leurs avocats et la magistrature. Il ne s'agit pas d'une question propre aux grands dossiers de contentieux. Le juge Campbell et son sous-comité d'étude sur la communication des documents électroniques ont effectué des travaux utiles dans ce domaine.

En vertu des règles, les parties litigantes ont l'obligation de divulguer tous les « documents » liés au litige. Les règles définissent « document » de façon élargie, en incluant « les données et les renseignements sauvegardés sous forme électronique ».

Quatre grandes questions doivent être soulevées relativement à l'enquête préalable électronique :

- ❑ **Portée des documents électroniques** : Au moment de satisfaire à l'obligation de chercher et de divulguer des documents, dans quelle mesure une partie doit-elle chercher et divulguer les renseignements se trouvant dans toutes les sources électroniques (p. ex., les disques durs d'ordinateurs, les disquettes, les disques compacts, les bandes de sauvegarde, les appareils BlackBerry)?
- ❑ **Conservation des documents électroniques** : Quelles mesures les parties à un litige, en cours ou à venir, doivent-elles prendre afin de s'assurer que toutes les données électroniques pertinentes sont conservées et ainsi d'éviter un possible litige délictuel?

## Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ **Examen des documents électroniques** : Quelles procédures devraient être adoptées afin d'étudier, de façon efficace et efficiente, les documents électroniques, en vue d'établir leur pertinence?
- ❑ **Production de documents sous forme électronique** : Dans quelles circonstances les parties devraient-elles produire des documents électroniques (plutôt que des documents papier)? Dans quel format électronique devraient-ils être produits? Devrait-on présenter une version électronique des documents papier?

En 2005, le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables a publié un rapport supplémentaire qui comprenait des directives sur la communication de documents électroniques<sup>48</sup>. Plutôt que de recommander des modifications aux Règles de procédure civile, le Groupe d'étude a énoncé des lignes directrices en tenant compte du fait que la culture du contentieux n'était pas encore prête à accepter des règles imposant la communication de documents électroniques. Les lignes directrices exposent plutôt un certain nombre de principes assortis de commentaires visant à orienter les avocats, les clients et la magistrature à travers le processus de communication électronique.

En 2007, le juge Campbell a coordonné un comité national dans le but d'élaborer des lignes directrices relatives à la communication de documents électroniques à l'intention de tous les territoires de compétence canadiens en se fondant sur les lignes directrices nationales élaborées par The Sedona Conference<sup>MD</sup> aux États-Unis. On cherchait à établir des lignes directrices nationales pour le Canada parce que les recours collectifs et les litiges commerciaux touchent souvent plus d'un territoire de compétence et que les pratiques de communication de documents électroniques peuvent très bien influencer les pratiques commerciales des sociétés nationales (y compris les politiques de conservation des documents).

---

<sup>48</sup> Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario, *Supplemental Report* (Toronto : Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario, 2005), accessible en ligne à la page : The Discovery Task Force E-Discovery Guidelines and Resources de l'Association du Barreau de l'Ontario.  
<[http://www.oba.org/en/main/ediscovery\\_en/default.aspx](http://www.oba.org/en/main/ediscovery_en/default.aspx)>.

# Projet de réforme du système de justice civile

Une première ébauche des *Principes de Sedona Canada* a été rédigée<sup>49</sup>. L'ébauche expose un ensemble de principes relatifs à la communication de documents électroniques, accompagnés de commentaires pratiques. Ces principes sont censés être, et je crois qu'ils le sont, compatibles avec les règles régissant les enquêtes préalables en vigueur dans tous les territoires de compétence canadiens. L'ébauche s'inspire fortement des lignes directrices du Groupe d'étude sur les enquêtes préalables relatives à la communication des documents électroniques.

Parmi les exemples de pratiques et de principes importants recommandés dans les *Principes de Sedona Canada* figurent les suivants :

- ❑ Les parties devraient s'assurer que les mesures prises durant le processus d'enquête préalable sont proportionnelles i) à la nature et à la portée du litige, ii) à la pertinence des renseignements disponibles conservés sous forme électronique iii) à l'importance de ces renseignements en ce qui a trait à la décision de la cour dans une affaire donnée et iv) aux coûts, au fardeau et au délai qui peuvent être imposés aux parties concernant l'utilisation de ces renseignements électroniques.
- ❑ Les avocats et les parties devraient se rencontrer et discuter dès que possible et de façon régulière en ce qui concerne l'établissement, la conservation, la cueillette, l'examen et la production des renseignements sauvegardés sous forme électronique.
- ❑ Les parties devraient être prêtes à divulguer tous les renseignements pertinents sauvegardés sous forme électronique qui sont raisonnablement accessibles sur les plans des coûts et du fardeau.

<sup>49</sup> The Sedona Conference®, *The Sedona Canada Principles: Addressing Electronic Document Production* (ébauche de février 2007 fondée sur les commentaires du public), en ligne sur la page de l'institut The Sedona Conference, [http://www.thesedonaconference.org/dltForm?did=2\\_07WG7pubcomment.pdf](http://www.thesedonaconference.org/dltForm?did=2_07WG7pubcomment.pdf).

## Projet de réforme du système de justice civile

- Dès que possible au cours du processus judiciaire, les parties devraient convenir du format dans lequel les renseignements électroniques seront produits.

Je ne suis pas enclin à recommander une série de règles visant à régir les questions de communication de documents électroniques. Le faire équivaldrait à imposer dans chaque cas des obligations en cette matière qui pourraient ne pas être nécessaires ou suffisamment souples pour répondre aux besoins de chacun. De plus, la culture du contentieux de l'Ontario n'est peut-être pas encore prête à accepter une telle réforme.

J'encouragerais plutôt une plus grande utilisation des lignes directrices relatives à la communication des documents électroniques et aux *Principes de Sedona Canada*. Ce document et les commentaires qui l'accompagnent peuvent être plus efficaces que des règles. Ils tiennent compte de la valeur de la proportionnalité, de la souplesse et de la collaboration entre les parties dans le contexte de la communication de documents électroniques. Ces thèmes sont au cœur de la présente révision. Ils offrent de l'aide aux avocats en ce qui concerne les questions qui devraient être prises en considération. L'essentiel est que les parties réfléchissent aux questions de communication de documents électroniques et adaptent les plans d'enquête préalable et les ententes relatives à celles-ci en vue de satisfaire aux besoins de la cause. Cette démarche vaut mieux que d'avoir des protocoles régis par des règles qui s'appliqueraient à toutes les causes, du moins pour l'instant.

Quelle que soit la façon d'aborder les questions de communication de documents électroniques, il est évident que les avocats et les juges ne peuvent plus fermer les yeux sur ce point, ce qui peut avoir des répercussions importantes sur le coût des litiges et leur règlement en temps opportun.

Je crois qu'il serait utile que l'utilisation des lignes directrices sur la communication des documents électroniques et des *Principes de Sedona Canada* soit encouragée au moyen d'une directive en matière de pratique. Cela permettrait de déclarer que la cour peut

## Projet de réforme du système de justice civile

refuser d'autoriser une enquête préalable ou attribuer des dépens appropriés relativement à une requête d'enquête préalable si les parties n'ont pas pris en considération et, dans la mesure du possible, appliqué les lignes directrices et les *Principes de Sedona Canada*, surtout l'obligation de se rencontrer et de discuter de l'établissement, de la conservation, de la cueillette, de l'examen et de la production de renseignements sauvegardés sous forme électronique.

À long terme, le Comité des règles en matière civile pourrait réfléchir à des façons de mieux intégrer les concepts de communication des documents électroniques aux Règles de procédure civile. Selon moi, cela ne pourra arriver qu'une fois que la profession aura eu le temps de se familiariser avec les lignes directrices sur la communication des documents électroniques et les *Principes de Sedona Canada*.

### *Planification de l'enquête préalable*

L'une des propositions que j'ai reçues visait à modifier les règles afin d'obliger les parties à convenir rapidement d'un plan d'enquête préalable au cours du processus judiciaire. L'objectif d'un tel plan serait de réduire ou d'éliminer les problèmes liés à l'enquête préalable en encourageant les parties à conclure rapidement une entente au cours du processus judiciaire, de leur propre initiative ou avec l'aide de la cour si nécessaire, relativement à tous les aspects de l'enquête.

Au cours des consultations, la nécessité d'une telle modification a été remise en question, étant donné les délais et les coûts liés à la préparation d'un plan officiel préalable, surtout lorsque les parties n'ont pas de problèmes à cet égard. Toutefois, je constate que cette réforme a été adoptée dans plusieurs États américains (Texas, New York, Arizona).

À mon avis, les parties devraient être encouragées à discuter rapidement au cours du processus judiciaire de la façon dont se dérouleront l'enquête préalable et la

# Projet de réforme du système de justice civile

production de documents ainsi que du moment où ceux-ci seront produits et où les interrogatoires préalables auront lieu. Il serait prudent de consigner les points sur lesquels il y a mésentente, le cas échéant. Une planification rapide de l'enquête préalable et de la production des documents permettra de réduire les coûts à long terme.

L'élaboration d'une directive en matière de pratique visant à promouvoir la planification de l'enquête préalable devrait également être envisagée, suivant les idées énoncées ci-haut relativement à la communication des documents électroniques. Cela permettrait de déclarer que la cour peut refuser d'autoriser une enquête préalable ou attribuer des dépens appropriés relativement à une requête d'enquête préalable si les parties n'ont pas présenté de plan d'enquête préalable écrit prévoyant les moyens les plus rapides et économiques de mener à terme le processus d'enquête préalable compte tenu des besoins de la cause, y compris les suivants :

- a) la portée des documents devant être conservés;
- b) la question de proportionnalité (p. ex., la portée des documents pouvant être présentés dans le cadre de l'enquête préalable et les coûts connexes de recherche et de production par rapport aux besoins relatifs à l'enquête préalable);
- c) les dates d'échange des affidavits de documents;
- d) le nombre d'experts et les dates de présentation des rapports d'experts;
- e) la manière de produire les documents des parties et de tout tiers qui peut avoir en main des documents pertinents, ainsi que le moment et les coûts associés à la production de ces documents;
- f) le nom des personnes proposées pour l'interrogatoire préalable, la date et la durée prévues des interrogatoires ainsi que toute entente permettant d'interroger une partie durant plus d'une journée.



# Projet de réforme du système de justice civile

## Recommandations (enquête préalable)

- ❑ Dans toutes les règles relatives à l'enquête préalable, l'expression « qui se rapporte à une question en litige » devrait être remplacée par « pertinent à une question en litige ». Cette recommandation a pour objet d'éliminer le critère d'« apparence de pertinence » et de le remplacer par celui de simple pertinence.
- ❑ Modifier la règle 31 afin de faire en sorte que chaque partie dispose d'un maximum d'une journée (sept heures) pour interroger la partie adverse, sous réserve d'une entente ou d'une ordonnance de la cour prévoyant un autre délai.
- ❑ Comme pratique exemplaire, encourager les parties à répondre volontairement aux questions qui sont posées au cours d'un interrogatoire et qui font l'objet d'une objection fondée sur la pertinence, comme le prévoit le paragraphe 34.12 (2). De plus, encourager la cour à tenir compte de la possibilité de se prévaloir du processus aux termes du paragraphe 34.12 (2) au moment d'établir les dépens appropriés à la suite du rejet d'une requête.
- ❑ Le Bureau du juge en chef de la Cour supérieure de justice devrait envisager la publication de directives en matière de pratique qui permettraient de déclarer que la cour peut refuser d'autoriser une enquête préalable ou attribuer des dépens appropriés relativement à une requête d'enquête préalable si les parties n'ont pas :
  1. pris en considération et, dans la mesure du possible, appliqué les lignes directrices relatives à la communication des documents électroniques et les *Principes de Sedona Canada*, surtout l'obligation de se rencontrer et de discuter de l'établissement, de la conservation, de la cueillette, de l'examen et de la production des renseignements sauvegardés sous forme électronique;

## Projet de réforme du système de justice civile

2. élaboré un plan d'enquête préalable écrit prévoyant les moyens les plus rapides et économiques de mener à terme le processus d'enquête préalable compte tenu des besoins de la cause, y compris les suivants :
  - a) la portée des documents devant être conservés établie en fonction de la pertinence des documents et du principe de proportionnalité (dans un contexte où les coûts connexes de recherche et de la production des documents correspondent aux besoins d'une cause précise);
  - b) les dates d'échange des affidavits de documents;
  - c) le nombre d'experts et les dates de présentation des rapports d'experts;
  - d) la manière de produire les documents des parties et de tout tiers qui peut avoir en main des documents pertinents, ainsi que le moment et les coûts associés à la production de ces documents;
  - e) les noms des personnes devant être interrogées durant l'enquête préalable (une question pertinente si l'une des parties est une société) ainsi que les dates et la durée de l'interrogatoire.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 9. PREUVE D'EXPERT

Il est généralement convenu que le recours croissant à des experts constitue un facteur contribuant à l'augmentation des litiges et entraînant des délais attribuables au report des procès. Presque personne ne semble s'entendre sur les mesures à adopter.

Au cours de l'étape de consultation de la présente révision, on m'a dit que l'article 12 de la *Loi sur la preuve*, qui limite à trois le nombre d'experts que l'une ou l'autre des parties peut appeler, sous réserve d'une autorisation du juge du procès pour en appeler davantage, devrait être constamment appliqué. On m'a également dit que l'article 12 devrait être abrogé, car les juges ne l'appliquent jamais. Je crois pouvoir affirmer sans crainte de me tromper que la plupart des juges de procès n'invoquent pas l'article 12 de leur propre initiative et que la plupart des avocats semblent accepter que, dans certaines causes, plus de trois experts seront nécessaires.

Les procès pour préjudice corporel en offrent un bon exemple. Dans ce type d'affaire, il est souvent nécessaire d'avoir recours à plus de trois médecins. De plus, une preuve actuarielle est fréquemment requise s'il y a des demandes en dommages futurs. Bon nombre de demandes pour préjudice personnel soulèvent des questions de coûts liées au « degré de soins » et, de façon plus générale, aux « soins à venir ». Il est difficile d'envisager qu'une cause importante liée à un préjudice personnel puisse être introduite (ou défendue) sans la participation de plus de trois témoins experts.

Au forum sur les politiques tenu en 2006 par l'Advocates' Society, intitulé *Streamlining the Ontario Civil Justice System*, le groupe de travail sur la preuve d'expert a conclu que la prolifération d'experts, la partialité de ces derniers et les témoignages longs et désordonnés d'experts constituent des problèmes majeurs en Ontario<sup>50</sup>. Des questions ont également été soulevées concernant l'absence de règle exigeant une rencontre entre

<sup>50</sup> Advocates' Society, *Streamlining the Ontario Civil Justice System*, supra note 4, 13-14.

## Projet de réforme du système de justice civile

les experts appelés par les parties adverses, dans le but de tenter de restreindre les questions litigieuses avant le procès en vue de faciliter un règlement.

Dans son rapport publié en 2003, le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables a tiré trois conclusions relativement à la preuve d'expert :

- ❑ Les rapports d'experts ne sont pas produits en temps opportun. Bon nombre d'avocats supposent à tort que les experts peuvent facilement rédiger leurs rapports dans les 30, 60 ou 90 jours prescrits par les règles, alors que les experts sont rarement en mesure de fournir des rapports, particulièrement en contre-preuve, en peu de temps. Par conséquent, la cour reporte souvent les procès. Cela entraîne des coûts et des délais supplémentaires.
- ❑ Il y a une prolifération de rapports d'experts. La culture du contentieux a créé une « industrie » d'experts concurrents, ce qui entraîne une augmentation indue des coûts.
- ❑ Les parties n'ont pas la possibilité d'interroger les experts sur leurs rapports avant le procès.

Dans son rapport publié en 1996, Lord Woolf a recommandé des réformes en profondeur de la justice civile en Angleterre et au pays de Galles<sup>51</sup>. La plupart de ses recommandations relatives à la preuve d'expert ont été intégrées aux règles de procédures civiles du Royaume-Uni. Les principales réformes comprennent ce qui suit :

- ❑ Les experts envers la cour ont une obligation qui prime sur toute obligation envers la personne qui leur a donné des directives ou versé un paiement<sup>52</sup>. Ils doivent

---

<sup>51</sup> Le très honorable Lord Woolf, *Access to Justice: Final Report to the Lord Chancellor on the civil justice system in England and Wales* (Department of Constitutional Affairs, R.-U. : juillet 1996), en ligne : Department of Constitutional Affairs <<http://www.dca.gov.uk/civil/final/index.htm>>. Voir les recommandations 156 à 173 sur la preuve d'expert.

<sup>52</sup> Règles de procédure civile, SI 1998, n° 3132 (modifiée), r. 35.3 [ci-après dénommées les règles du R.-U.].

## Projet de réforme du système de justice civile

attester, à la fin de leur rapport, qu'ils comprennent leur obligation envers la cour et qu'ils s'y sont conformés<sup>53</sup>.

- ❑ Les règles énoncent expressément que la preuve d'expert « doit se limiter à ce qui est raisonnablement nécessaire afin de trancher le litige »<sup>54</sup>.
- ❑ Aucune partie ne peut avoir recours à un expert ou présenter un rapport d'expert comme preuve sans l'autorisation de la cour<sup>55</sup>. Si deux parties ou plus souhaitent présenter une preuve d'expert concernant une question précise, la cour peut ordonner qu'un seul expert témoigne relativement à cette question. Si les parties ne peuvent en venir à une entente, la cour peut choisir un expert parmi ceux dont le nom a été fourni conjointement par les parties ou ailleurs<sup>56</sup>.
- ❑ S'il y a un seul expert nommé conjointement, chaque partie peut lui donner des directives et la cour peut donner des directives concernant le paiement de ses honoraires et de ses dépenses<sup>57</sup>.
- ❑ À tout moment, la cour peut ordonner une discussion entre les experts afin qu'ils se mettent d'accord sur des questions ou qu'ils rédigent une déclaration concernant les questions sur lesquelles ils sont en accord ou en désaccord, accompagnée des motifs de leur désaccord<sup>58</sup>.

En 2004, des réformes semblables ont été adoptées au Queensland, en Australie<sup>59</sup>. Leur objectif est de faire en sorte qu'il y ait un seul témoignage d'expert afin d'éviter les coûts inutiles liés au recours à différents experts par les parties et de permettre le recours à plus d'un expert seulement si l'équité du procès en dépend.

<sup>53</sup> Règles du R.-U., r. 35.10.

<sup>54</sup> Règles du R.-U., r. 35.1.

<sup>55</sup> Règles du R.-U., r. 35.4.

<sup>56</sup> Règles du R.-U., r. 35.7.

<sup>57</sup> Règles du R.-U., r. 35.8.

<sup>58</sup> Règles du R.-U., r. 35.12.

<sup>59</sup> Queensland, Australie, Uniform Civil Procedure Amendment Rule (No.1) 2004, article 7, Partie 5 – Expert Evidence, en ligne : Queensland Legislation <<http://www.legislation.qld.gov.au/LEGISLTN/SLS/2004/04SL115.pdf>>.

## Projet de réforme du système de justice civile

Trois questions principales relatives à la preuve d'expert doivent être désignées comme devant être prises en considération :

- i. Devrait-on adopter de nouveaux mécanismes visant à contrer la prolifération d'experts et leur partialité?
- ii. Devrait-on modifier la durée accordée pour la présentation des rapports d'experts?
- iii. Devrait-il y avoir une divulgation plus abondante des renseignements sur lesquels l'avis d'un expert est fondé?



# Projet de réforme du système de justice civile

## *Prolifération et partialité des experts*

Conformément aux points de vue du Groupe de travail sur les systèmes de justice civile de l'Association du Barreau canadien, du Groupe d'étude sur les enquêtes préalables et des participants au forum sur les politiques de l'Advocates' Society, la vaste majorité des personnes consultées dans le cadre de la présente révision ont désigné la prolifération d'experts comme étant un problème important menant souvent à une bataille entre experts concurrents. Certains ont fait observer que, dès qu'une partie a recours à un expert, la partie adverse est forcée de faire de même. Cette danse de témoins experts confère un avantage à toute partie litigante qui a des ressources financières importantes.

La question de partialité a également été soulevée. On se plaint couramment qu'un trop grand nombre d'experts ne sont que des mercenaires qui adaptent leurs rapports et leurs preuves aux besoins du client. Je sais que ce problème existe, mais je m'empresse d'ajouter qu'il ne faut pas mettre tous les experts dans le même sac.

Comme nous l'avons laissé entendre plus haut, de nombreuses initiatives ont été entreprises au cours des dernières années afin d'améliorer le processus lié à la preuve d'expert. Le groupe de travail sur la preuve d'expert mis sur pied dans le cadre du forum sur les politiques tenu en 2006 par l'Advocates' Society a recommandé l'adoption d'une règle exigeant que les experts appelés par les parties adverses se rencontrent avant le procès afin de limiter les questions litigieuses. En 2003, le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables a formulé des recommandations liées au processus d'enquête préalable visant à modifier les délais relatifs aux rapports d'experts. Le Groupe d'étude a demandé l'adoption de pratiques exemplaires concernant le recours aux experts et à leurs rapports. Il a également indiqué qu'il faudrait envisager l'autorisation d'interroger préalablement les experts pendant la durée limitée avant le procès, avec le consentement des experts ou sur ordonnance de la cour. De plus, de récentes réformes relatives aux experts ont été mises en place à la fois au Royaume-Uni et en Australie en vue de réduire les coûts, grâce à l'adoption d'un modèle axé sur la preuve d'un seul expert. Ce modèle permettrait

## Projet de réforme du système de justice civile

d'avoir recours à plusieurs experts seulement si cela était nécessaire à la tenue d'un procès équitable.

À mon avis, le modèle axé sur la preuve d'un seul expert, de plus en plus populaire, est une bonne idée qui ne pourra être mise en pratique dans de trop nombreux cas. Les parties ont souvent des points de vue différents sur les fondements factuels qui serviront à la rédaction du rapport d'un expert. Toutefois, il y a des causes où le recours à un seul expert est essentiel. Par exemple, je pense aux preuves actuarielles dans des causes de préjudice corporel où la valeur de base devant être entrée correspond à la valeur actuelle d'une perte de 1 000 \$ par année à un taux d'escompte de X %.

Je soutiens un système au sein duquel une cause ou une question particulière exigeant la preuve d'un expert peut être tranchée avec l'aide d'un seul expert. Cependant, je ne crois pas que cela devrait être la règle. Il convient davantage que ce soient les avocats qui déterminent, au cas par cas, si le recours à un seul expert est suffisant. En ce qui concerne le peu de causes qui sont portées devant la cour, je crois que les juges de procès peuvent distinguer celles où les services d'un expert ont été retenus inutilement au moment de statuer sur les dépens.

Dans certains territoires de compétence ayant envisagé ou mis en œuvre le modèle axé sur la preuve d'un seul expert, quelques réserves ont été exprimées. L'Alberta Law Reform Institute, dans son mémoire publié en 2003, a indiqué que le fait de choisir et de mandater conjointement un expert pourrait entraîner des délais et de nombreuses demandes de nature judiciaire, ce qui créerait probablement plus de problèmes que cela en réglerait<sup>60</sup>.

Des opinions partagées viennent également d'Angleterre et du pays de Galles concernant l'efficacité de la règle exigeant le recours à un seul expert désigné

---

<sup>60</sup> Alberta Law Reform Institute, *Expert Evidence and "independent" Medical Examinations* (Consultation Memorandum n°12.3) (Edmonton : ALRI, 2003), p. 23.

## Projet de réforme du système de justice civile

conjointement. On dit que la réforme a été un succès « en ce qui concerne la proportionnalité, les coûts et l'élimination des experts "mercenaires"<sup>61</sup>. Toutefois, il n'est pas évident que cela a permis de réduire les coûts, étant donné que certaines parties retiennent toujours les services de leur propre « expert-fantôme » afin qu'il donne son avis sur le rapport de l'expert nommé conjointement.<sup>62</sup> Cela entraîne inévitablement des coûts supplémentaires. De plus, il semble y avoir une jurisprudence dans les cours d'appel, qui découle du modèle axé sur la preuve d'un seul expert. Les directives devant être données à l'expert nommé conjointement et le désir d'une partie de nommer un expert supplémentaire soulèvent des préoccupations en Angleterre et au pays de Galles<sup>63</sup>.

Le groupe de travail sur la réforme du système de justice civile de la Colombie-Britannique a envisagé, sans la recommander, la nomination conjointe obligatoire d'un seul expert dans toutes les causes<sup>64</sup>. Il a plutôt recommandé qu'un juge planifiant une cause donne des directives, lorsque cela s'impose, concernant le recours à un seul expert nommé conjointement par les parties relativement à une question donnée<sup>65</sup>. De même, le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables n'a pas recommandé le recours à un seul expert nommé conjointement dans toutes les causes. Toutefois, dans son rapport supplémentaire, il énonce une pratique exemplaire qui encourage les avocats à discuter de la possibilité de retenir conjointement les services d'un seul expert afin de réduire les coûts et d'éviter la présentation possible de preuves d'experts contradictoires<sup>66</sup>.

Enfin, en ce qui concerne la nomination d'un seul expert, je constate que la règle 52.03 permet déjà à un juge de nommer, à la demande d'une partie ou de sa

<sup>61</sup> Robert Musgrave, *Lord Woolf's Reforms of Civil Justice: The Reforms, their Impact, and the future for civil justice reform in England and Wales*, allocution présentée dans le cadre du forum sur les politiques de l'Advocates' Society (Toronto : 9 mars 2006).

<sup>62</sup> R.-U., Department of Constitutional Affairs, *Emerging Findings: An Early Evaluation of the Civil Justice Reforms* (mars 2001), <http://www.dca.gov.uk/civil/emerger/emerger.htm>, paragraphes 4.21 à 4.26.

<sup>63</sup> P. Wardle et D. Cappe, « Reforming Ontario's Expert Evidence Rules » [document non publié], p. 13, citant Brian Thompson, *The Problem with single joint experts* (2004) N.L.J. 154.7138.

<sup>64</sup> BC Civil Justice Reform Working Group Report, *supra*, note 6, p. 31.

<sup>65</sup> BC Civil Justice Reform Working Group Report, *supra*, note 6, p. 14.

<sup>66</sup> Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario, *Supplemental Report of the Task Force on the Discovery Process in Ontario* (octobre 2005), p.16.

## Projet de réforme du système de justice civile

propre initiative, un expert afin qu'il enquête sur toute question de fait ou d'opinion pertinente et produise un rapport sur cette question. Il semble toutefois que cette règle ne soit que rarement invoquée.

L'article 12 de la *Loi sur la preuve* limite à trois le nombre d'experts que chaque partie peut appeler sans l'autorisation d'un juge. L'article se lit comme suit :

Lorsqu'une partie se propose d'interroger des témoins qui sont autorisés, par la loi ou la pratique, à faire un témoignage d'opinion, chaque côté ne peut appeler plus de trois témoins à ce titre sans la permission du juge ou de la personne qui préside.

Deux autres territoires de compétence canadiens (le Manitoba et le Nouveau-Brunswick) limitent à trois le nombre d'experts pouvant être appelés sans la permission d'un juge<sup>67</sup>. L'Alberta n'autorise pas le recours à plus d'un expert par partie concernant un sujet donné, sauf avec l'autorisation de la cour<sup>68</sup>. La Saskatchewan permet à chaque partie d'appeler cinq experts<sup>69</sup>. Le Québec, Terre-Neuve et la Colombie-Britannique ne semblent imposer aucune limite quant au nombre d'experts pouvant être appelés<sup>70</sup>. Il en va de même pour la Nouvelle-Écosse, même si la cour a le pouvoir de limiter le nombre de témoins experts<sup>71</sup>.

Au cours des consultations, bon nombre de personnes ont demandé que les juges appliquent la règle prévoyant une limite de trois experts ou imposent d'autres limites relativement au nombre de ceux-ci soit au moment du procès, soit avant celui-ci, lorsque les parties n'ont pas encore engagé de dépenses liées aux rapports inutiles d'experts. En ce qui a trait aux litiges relatifs aux véhicules à moteur, certains ont constaté que les règlements pris en application de la *Loi sur les assurances* encouragent le recours à

<sup>67</sup> *Loi sur la preuve au Manitoba*, CCSM chap. E150, article 25; *Loi sur la preuve* du Nouveau-Brunswick, LRNB 1973, chap. E-11, article 23

<sup>68</sup> Règles de l'Alberta, r. 218.4 (1)

<sup>69</sup> *Evidence Act* de la Saskatchewan, chap. S-16, article 48

<sup>70</sup> Code de procédure civile du Québec, LRQ chap. C-25 [ci-après dénommé les règles du Québec]; Rules of Supreme Court de 1986 de Terre-Neuve, SNF 1986, chap. 42, Annexe D [ci-après dénommées les règles de Terre-Neuve]; *Evidence Act* de la Colombie-Britannique, LRCB 1996, chap. 124

<sup>71</sup> Règles de procédure civile de la Nouvelle-Écosse, E.1/1, règle 31.06 [ci-après dénommées les règles de la Nouvelle-Écosse].

## Projet de réforme du système de justice civile

plusieurs experts en médecine de diverses disciplines, ce qui fait augmenter inutilement les coûts du litige<sup>72</sup>.

Voici trois mécanismes visant à mieux contrôler le nombre d'experts tout en permettant la présentation de leur témoignage si cela est nécessaire à l'équité du procès : i) application stricte de la règle prévoyant une limite de trois experts ii) contrôle judiciaire rapide du nombre d'experts et iii) refus du recouvrement des coûts si, selon la cour, les coûts liés au recours à certains experts ont été engagés inutilement.

L'objectif de l'article 12 de la *Loi sur la preuve* est de limiter le nombre d'experts (à trois), mais au moyen d'un mécanisme permettant de trouver un juste équilibre (autorisation d'appeler plus de trois experts donnés par le juge du procès reconnaissant la nécessité du recours à plus de trois experts dans certaines causes. Le problème est que, dans la pratique, les avocats et les juges ignorent l'article 12. De plus, des coûts liés au recours à un expert ont déjà été engagés avant que le juge du procès n'ait statué sur l'autorisation du recours à plus de trois experts ou n'ait déterminé si une preuve d'expert relative à une question précise est admissible. Par conséquent, il me semble que l'article 12 ne permet pas de contrôler efficacement le nombre d'experts ou les coûts liés à ceux-ci.

En vertu des propositions de réforme élaborée par le groupe de travail sur la réforme du système de justice civile de la Colombie-Britannique, un juge, dans le cadre de la conférence préparatoire d'une nouvelle cause, doit déterminer rapidement au cours du processus judiciaire le nombre approprié d'experts qui pourront être appelés, conformément au principe absolu de proportionnalité<sup>73</sup>. Cela permet d'assurer un contrôle judiciaire rapide du nombre d'experts, avant que des coûts ne soient engagés relativement à l'obtention de rapports d'experts. Dans son rapport, le groupe de travail de la Colombie-Britannique recommande que, dans les causes où le montant en litige est

<sup>72</sup> Règlement de l'Ontario 461/96, article 4.3.

<sup>73</sup> BC Civil Justice Reform Working Group Report, *supra*, note 6, p. 32.



## Projet de réforme du système de justice civile

inférieur à 100 000 \$ (l'équivalent de nos causes introduites en vertu de la règle 76 régissant les procédures simplifiées), chaque partie ne puisse avoir recours qu'à un expert, plus un expert dont le rôle est de réfuter la preuve présentée par l'expert de la partie adverse. En Angleterre et au pays de Galles, aucune preuve d'expert ne peut être soumise sans la permission de la cour<sup>74</sup> et cette preuve est limitée à ce qui est raisonnablement requis afin de régler le litige<sup>75</sup>.

Je suis réticent à recommander d'autres conférences préparatoires, étant donné les ressources judiciaires limitées et les coûts que cela entraînerait. Toutefois, les questions liées aux experts peuvent et doivent être abordées durant les conférences préparatoires au procès (règles 50.01, 76.10 et 78.10), les conférences de règlement (règle 77.14) et les conférences de gestion du procès (règle 77.15). Il est évident que le nombre d'experts devant être appelés à un procès constitue une question pouvant être abordée et réglée à l'étape de la conférence préparatoire ou de règlement. Des modifications appropriées devraient être apportées à l'article 12 de la *Loi sur la preuve* afin de permettre au juge ou au protonotaire présidant une conférence préparatoire ou de règlement de rendre des ordonnances exécutoires concernant le nombre approprié d'experts devant être appelés à un procès.

Au cours des consultations, la question des « mercenaires » et des « avis à vendre » a été constamment désignée comme étant problématique. Afin de contribuer à éliminer le recours à des experts partiaux, il semble n'y avoir aucune raison politique valable pour que les Règles de procédure civile n'imposent pas expressément aux experts une obligation absolue envers la cour, plutôt qu'envers les parties qui les paient ou qui leur donnent des directives. La principale critique concernant une telle démarche est que, sans mécanisme d'exécution clair, elle ne peut avoir de répercussions importantes sur les experts influencés indûment par les parties qui retiennent leurs services.

---

<sup>74</sup> Règles du R.-U., r. 35.4.

<sup>75</sup> Règles du R.-U., r. 35.1.



## Projet de réforme du système de justice civile

Le fait de prévoir expressément l'obligation absolue de fournir à la cour un avis professionnel complet et véridique fera en sorte qu'à tout le moins, les experts s'arrêteront pour réfléchir au contenu de leurs rapports et à la mesure dans laquelle leurs avis ont pu faire l'objet de pressions subtiles ou manifestes. Ajoutée à l'exigence d'attestation dans le rapport d'expert, cette obligation renforcera le fait que la preuve d'expert sert à aider la cour dans son examen partial des questions en jeu. En bout de ligne, une telle réforme ne peut nuire au processus et permettra, je l'espère, de limiter la partialité des experts.

Deuxièmement, cette réforme permettrait d'appliquer à tous les experts une norme qui s'applique déjà à certains d'entre eux. Par exemple, l'article 41.50 des Normes de pratique consolidées – Section générale – de l'Institut canadien des actuaires, prévoit que « le témoignage de l'actuaire devrait être objectif et adapté aux circonstances » et que « le rôle de l'actuaire [...] consiste à aider [la cour]. [...] L'actuaire ne défend ni l'une ni l'autre partie dans le cadre d'un litige ». Une obligation expresse renforcerait les responsabilités professionnelles existantes et ferait en sorte que cette obligation soit appliquée uniformément à tous les professionnels qui présentent des preuves d'expert.

Enfin, les organismes les plus concernés par cette question, y compris les experts en médecine et les actuaires qui ont participé à la présente révision, ont appuyé l'imposition aux experts d'une obligation absolue envers la cour, jumelée avec une attestation de leur compréhension de cette obligation. L'Angleterre et le pays de Galles, le Queensland en Australie et le groupe de travail sur la réforme du système de justice civile de la Colombie-Britannique ont tous appuyé cette démarche.

Je crois que l'on peut diminuer ou du moins limiter la partialité des experts au moyen d'une exigence de « réunion et de discussion ». Dans son rapport supplémentaire, le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables a proposé que cette démarche soit reconnue comme une pratique exemplaire lorsqu'il y a dépôt de rapports d'experts

## Projet de réforme du système de justice civile

contradictoires<sup>76</sup>. Le pouvoir d'obliger les experts à se réunir et à discuter existe dans d'autres territoires de compétence, y compris en Angleterre et au pays de Galles<sup>77</sup>, et l'Australie<sup>78</sup> dans certaines circonstances. En Alberta<sup>79</sup> et au Nouveau-Brunswick<sup>80</sup>, la cour peut ordonner aux experts de se réunir à l'étape préalable au procès. Le groupe de travail sur le système de justice civile de la Colombie-Britannique a recommandé qu'un juge qui préside la conférence préparatoire d'une nouvelle cause ait le pouvoir d'obliger les experts concurrents à se réunir afin d'établir les sujets d'entente ou de désaccord et de restreindre les questions litigieuses<sup>81</sup>.

Au cours des consultations, les experts en médecine ont souligné que les médecins arrivent souvent à un consensus. Ils ont indiqué qu'il serait très utile de permettre aux experts de se réunir afin de voir si des questions peuvent faire l'objet d'une entente et de déterminer celles qui sont toujours litigieuses. Cette réforme permettrait à tous les experts de profiter d'une certaine révision par les pairs, ce à quoi ils ne sont pas régulièrement soumis. Elle pourrait également permettre de clarifier les interprétations disparates des hypothèses et des faits sous-jacents et d'introduire un degré de responsabilité pouvant contribuer à éliminer les « mercenaires ».

### *Moment de la production des rapports d'experts*

Le moment où les rapports d'experts doivent être produits, en vertu des règles actuellement en vigueur ne favorise pas le règlement rapide et peut entraîner des demandes tardives de reports de procès. La règle 53.03 exige qu'une partie qui a l'intention d'appeler un expert doit fournir aux parties adverses une copie du rapport

---

<sup>76</sup> Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario, *Supplemental Report of the Task Force on the Discovery Process in Ontario* (octobre 2005), p.16.

<sup>77</sup> Règles du R.-U., r. 35.12.

<sup>78</sup> Australia Federal Court Rules, (Statutory Rules 1979 No. 140) règle 34 A (3)

<sup>79</sup> Règles de l'Alberta, r. 218.9 (1) Dans les très longs procès, un juge responsable de la gestion d'une cause peut ordonner aux experts qu'ils se « consultent de façon objective afin de déterminer toute question sur laquelle une entente peut être conclue ».

<sup>80</sup> Règles du Nouveau Brunswick, règle 50.09 (g).

<sup>81</sup> BC Civil Justice Reform Working Group Report, *supra*, note 6, p. 32.

## Projet de réforme du système de justice civile

d'expert au moins 90 jours avant le début du procès<sup>82</sup>. Une partie qui a l'intention d'appeler un expert afin qu'il témoigne en réponse doit fournir le rapport de cet expert au moins 60 jours avant le début du procès<sup>83</sup>. Tout rapport supplémentaire doit être remis au moins 30 jours avant le début du procès. Le fait de relier ces échéanciers serrés à la date du procès a été désigné comme étant un problème touchant à la fois les parties litigantes et les experts et entraînant des demandes de reports de procès de dernière minute.

Bon nombre des personnes consultées ont appuyé l'idée d'une présentation plus rapide des rapports d'experts dans le but de favoriser le règlement rapide des causes. Sans la divulgation de ces rapports, les parties sont souvent réticentes à entreprendre des discussions significatives visant un règlement ou incapables de le faire. On a également mentionné que la règle des 90, 60 et 30 jours ne fonctionne pas parce que les experts sont souvent trop occupés pour préparer un rapport de contre-preuve en 30 jours. En ce qui a trait aux instances bilingues, ces échéanciers peuvent rendre difficile la traduction en temps opportun.

Plusieurs organismes étaient d'accord pour relier la règle des 90, 60 et 30 jours à la date de la conférence préparatoire ou de règlement. Les avocats spécialisés en préjudices corporels ont largement appuyé cette réforme, mais ont indiqué que, si la conférence préparatoire se tenait trop longtemps avant le procès (p. ex., six mois), les rapports d'experts pourraient ne plus être à jour au moment du procès, ce qui entraînerait des coûts supplémentaires pour leur mise à jour.

Dans son document intitulé *Rapport du Groupe de travail sur les systèmes de justice civile* publié en 1996, l'Association du Barreau canadien a recommandé la divulgation rapide des rapports d'experts et l'échange de rapports critiques d'experts dans des

---

<sup>82</sup> Règles de l'Ontario, r. 53.03 (1).

<sup>83</sup> Règles de l'Ontario, r. 53.03 (2).

## Projet de réforme du système de justice civile

délais opportuns avant le procès<sup>84</sup>. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables a également réfléchi à cette question. Il a recommandé que les délais de 90, 60 et 30 jours soient calculés à partir de la date de la conférence préparatoire ou de règlement, sous réserve d'une ordonnance de la cour ou d'une entente entre les parties prévoyant d'autres délais, dans la mesure où il est toujours possible de mener des discussions significatives au cours de ces conférences<sup>85</sup>.

Je souligne que la règle 50.05 oblige déjà les parties à rendre disponibles, au moment de la conférence préparatoire, tous les documents qui peuvent servir « tels les rapports médicaux et les rapports d'experts ». Le paragraphe 76.10 (4) exige également la divulgation des rapports d'experts à la conférence préparatoire des causes introduites en vertu de la procédure simplifiée, tout comme le paragraphe 77.14 (6) relativement aux conférences de règlement dans les cas de gestion des instances.

Le fait de lier la production de rapports d'experts à la conférence préparatoire suppose qu'il y aura une conférence préparatoire (dans certains cas, les actions sont portées directement devant la cour) et que cette conférence se tiendra à une date raisonnablement proche de celle du procès.

En fin de compte, il m'a semblé évident qu'une seule règle ne pourra simplement pas s'appliquer à toutes les causes, que ce soit celle des 90, 60 et 30 jours ou une autre comprenant trois nombres différents. Dans bon nombre de litiges commerciaux, les avocats conviennent de l'échange simultané de rapports d'experts et incluent dans leur entente des délais précis à l'intérieur desquels chaque partie doit répliquer aux rapports de l'autre. Dans les actions en négligence, ce modèle ne peut s'appliquer étant donné qu'un défendeur doit souvent savoir quelle preuve d'expert est invoquée par le plaignant.

---

<sup>84</sup> Rapport de l'ABC sur les systèmes de justice civile, *supra*, note 2, 44.

<sup>85</sup> Rapport du Groupe d'étude sur les enquêtes préalables, *supra*, note 3, 128-131.

## Projet de réforme du système de justice civile

Selon moi, il convient de laisser les avocats régler les questions d'échéancier de production des rapports d'experts. Ils devraient devoir déterminer, selon la cause, quand et comment les rapports d'experts seront échangés.

À Toronto, une fois qu'une action est mise au rôle, les parties doivent, conjointement ou séparément, remplir un formulaire d'attestation visant à fixer les dates de la conférence préparatoire et du procès. Ce formulaire exige que les parties décident du moment où se tiendra l'échange de rapports d'experts. Conformément à la pratique en vigueur à Toronto, je recommanderais que les avocats soient obligés de se consulter et de chercher à conclure une entente concernant le moment de l'échange des rapports à l'intérieur de la période de 60 jours suivant la mise au rôle. Cette entente devrait être consignée et présentée au juge d'avant-procès ou au protonotaire.

Si aucune entente n'a été conclue, une période par défaut générale devrait être établie. Par conséquent, je crois que la règle 53.03 devrait être modifiée afin que les rapports d'experts, les rapports en contre-preuve et tout rapport supplémentaire soient présentés dans les 90, 60 et 30 jours respectivement avant les conférences préparatoires et de règlement. Étant donné qu'il s'agit d'échéances par défaut, elles ne s'appliqueraient que si aucune entente ou ordonnance de la cour n'a été obtenue à la suite d'une requête visant à prolonger ou à raccourcir ces échéances par défaut.

Il y aura toujours des personnes qui présenteront des requêtes tardives visant à soumettre des rapports d'experts la veille du procès. Au cours des consultations menées dans le cadre de la présente révision, certains juges ont indiqué qu'ils se sentaient obligés d'autoriser la présentation tardive de rapports d'experts en raison du libellé du paragraphe 53.08 (1), qui précise que l'autorisation « doit » être accordée, sauf si cela causera un préjudice à la partie adverse ou retarde indûment le déroulement du procès. Étant donné qu'il faut accorder du temps pour le dépôt des rapports en contre-preuve, les dates du procès doivent souvent être changées. Par conséquent, bon nombre de personnes ont proposé de remplacer le mot « doit » par le mot « peut » au paragraphe 53.08 (1)



## Projet de réforme du système de justice civile

afin que les juges ne se sentent pas obligés d'autoriser la présentation tardive de rapports d'experts. J'appuie cette modification, qui offrirait de la souplesse quand cela s'impose, tout en indiquant que l'autorisation de la présentation tardive de rapports d'experts ne devrait pas être tenue pour acquise.

Au cours des consultations, il est devenu évident que l'idée d'une modification des règles, qui permettrait une certaine forme d'interrogatoire des experts à la conférence préparatoire, n'obtenait qu'un maigre soutien. Selon moi, cette modification ne ferait qu'ajouter une autre série de coûts à toutes les causes auxquelles participent des experts à des fins douteuses. Je ne recommande pas cette réforme. Si, dans le cadre d'une cause précise, le fait d'interroger les experts permettait de faire progresser les discussions visant un règlement, les avocats auraient la liberté de convenir de l'interrogatoire des experts. Cela se produit actuellement dans certaines causes d'arbitrage.

### *Divulcation des fondements de l'opinion d'expert*

Toutefois, je crois que le contenu normal des rapports d'experts devrait être mieux réglementé.

Au Queensland en Australie, les experts doivent inclure dans leur rapport une description de leurs compétences, tous les faits substantiels sur lesquels leur rapport repose, les références aux documents sur lesquels leur opinion se fonde et, s'il y a un éventail d'opinions, un résumé de celle-ci et des motifs qui ont poussé l'expert à opter pour une opinion en particulier<sup>86</sup>. De même, dans son rapport supplémentaire, le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables a recommandé comme pratique exemplaire que les rapports d'experts comprennent à tout le moins les éléments suivants :

---

<sup>86</sup> Queensland, Australia, Uniform Civil Procedure Amendment Rule (No.1) 2004, article 7, Partie 5 – Expert Evidence, Division 2, en ligne : Queensland Legislation  
<<http://www.legislation.qld.gov.au/LEGISLTN/SLs/2004/04SL115.pdf>>.



## Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ le nom, l'adresse et le curriculum vitæ à jour de l'expert;
- ❑ une description détaillée des qualifications et du domaine de compétence de l'expert;
- ❑ une description de la recherche effectuée qui a permis à l'expert de fonder son opinion;
- ❑ la nature de l'opinion sollicitée et les questions précises liées à cette opinion;
- ❑ une description des hypothèses factuelles sur lesquelles l'opinion est fondée;
- ❑ une liste de tous les documents sur lesquels repose la formulation de l'opinion;
- ❑ l'opinion et ses fondements.

Au Royaume-Uni, une directive en matière de pratique prescrit le contenu d'un rapport d'expert. En plus des éléments que le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables recommande pour sa pratique exemplaire, cette directive exige que les rapports d'experts contiennent les éléments suivants :

- ❑ une déclaration énonçant la substance de toutes les directives et de tous les faits fournis à l'expert qui présentent une importance relativement aux opinions exprimées dans le rapport ou sur lesquels ces opinions sont fondées;
- ❑ une indication claire établissant lesquels des faits énoncés dans le rapport relèvent du savoir de l'expert;
- ❑ une indication de la ou des personnes qui ont effectué des examens, des mesures, des expériences ou des tests ayant servi à la rédaction du rapport et des qualifications de ces personnes, ainsi qu'une indication déterminant si l'expérience ou le test a été effectué sous la supervision de l'expert;
- ❑ s'il existe un éventail d'opinions sur les questions dont traite le rapport, un résumé de ces opinions et les motifs ayant poussé l'expert à opter pour son opinion.

Actuellement, en vertu de la règle 53.03, les experts n'ont qu'à indiquer leur opinion, leur nom, leur adresse, leurs qualifications et la substance du témoignage qu'ils

# Projet de réforme du système de justice civile

proposent. La règle ne prévoit rien concernant l'étendue des renseignements à fournir dans le rapport.

## Recommandations (preuve d'expert)

- ❑ Je ne recommande pas le recours obligatoire à des experts nommés conjointement. Toutefois, dans des circonstances appropriées, au début du processus judiciaire, les parties devraient discuter de la possibilité de nommer conjointement un expert afin de réduire les coûts et d'éviter les rapports inutiles d'experts concurrents, conformément aux pratiques exemplaires que préconise le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables.
- ❑ Modifier les règles 50.01, 76.10, 77.14, 77.15 et 78.10 afin que le fonctionnaire judiciaire présidant les conférences préparatoires, de règlement et de gestion du procès se penche sur le nombre approprié d'experts auxquels chaque côté peut avoir recours, aux questions précises pouvant être abordées et la recevabilité de la preuve d'expert, et rende des ordonnances relativement à ces éléments.
- ❑ Modifier l'article 12 de la *Loi sur la preuve* afin de :
  - préciser qu'un juge (ou un fonctionnaire) présidant les réunions préparatoires (p. ex., les conférences préparatoires, de règlement ou de gestion du procès), qui pourrait ou non présider le procès, peut autoriser le recours à plus de trois experts (ou moins dans les causes introduites en vertu de la procédure simplifiée). Le pouvoir discrétionnaire permettant au juge du procès de modifier une ordonnance préalable concernant le nombre d'experts se limiterait, je l'espère, à des situations où sont survenus des changements de circonstances importants ou où une partie serait désavantagée de façon évidente durant le procès si elle ne pouvait avoir recours à des experts supplémentaires;

## Projet de réforme du système de justice civile

- dresser une liste des questions suivantes, dont la cour tiendrait compte au moment d'exercer son pouvoir discrétionnaire relativement au nombre d'experts approprié :
  - Le nombre d'experts proposé est-il raisonnable pour en arriver à un règlement juste et équitable du litige?
  - Le nombre d'experts proposé est-il conforme au principe visant à garder les coûts et la durée du procès proportionnels au montant ou aux questions en jeu?
  - Toute autre question pertinente liée à un règlement juste, équitable et rapide du litige.
- Adopter une nouvelle disposition (dans les Règles de procédure civile ou la Loi sur la preuve) établissant que l'expert a l'obligation d'aider la cour relativement aux questions relevant de sa compétence et que cette obligation a la priorité sur toute obligation envers la personne qui lui a fourni des directives ou la paie. Obliger l'expert à attester, dans son rapport, qu'il est conscient de cette obligation et qu'il la comprend.
- Permettre au fonctionnaire judiciaire qui préside les conférences préparatoires, de règlement et de gestion du procès d'ordonner aux experts concurrents, dans les causes appropriées, de :
  - se rencontrer afin de discuter sous toutes réserves d'une ou de plusieurs questions contenues dans leurs rapports respectifs en vue de déterminer, de clarifier et, c'est à espérer, de régler les questions sur lesquelles ils ne s'entendent pas;
  - rédiger une déclaration conjointe sur les questions qui font l'objet d'un accord ou les motifs d'un désaccord continu;

# Projet de réforme du système de justice civile

Lorsque selon la cour,

- un accord peut être conclu relativement à une partie ou à l'ensemble des questions;
  - la raison justifiant les opinions d'experts contradictoires est inconnue et qu'une clarification des questions faisant l'objet d'un désaccord aiderait les parties ou la cour;
  - des économies de temps et d'argent ou autres avantages peuvent en découler proportionnellement aux montants en jeu et aux questions litigieuses.
- Modifier les règles afin d'obliger les parties à discuter du nombre d'experts qui seront appelés et des échéanciers de production des rapports d'experts dans les 60 jours suivant la mise au rôle du procès. Par défaut, la règle 53.03 devrait être modifiée afin d'exiger que tous les rapports d'experts soient échangés au moins 90, 60 et 30 jours avant les conférences préparatoires ou de règlement, sous réserve d'une entente conclue entre les parties prévoyant d'autres délais ou d'une ordonnance de la cour.
- Modifier la règle 53.03 afin d'exiger que tous les rapports d'experts contiennent les renseignements suivants :
- le nom, l'adresse et le curriculum vitae à jour de l'expert;
  - une description détaillée des qualifications et du domaine de compétence de l'expert;
  - une description des directives fournies à l'expert;
  - la nature de l'opinion sollicitée et les questions précises liées à cette opinion;
  - une description de la recherche effectuée qui a permis à l'expert de fonder son opinion;

## Projet de réforme du système de justice civile

- une description des hypothèses factuelles sur lesquelles l'opinion est fondée;
- une liste de tous les documents liés à la formulation de l'opinion;
- l'opinion et ses fondements. S'il existe un éventail d'opinions sur les questions dont traite le rapport, un résumé de ces opinions et des motifs ayant poussé l'expert à opter pour son opinion.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 10. GESTION DES LITIGES

Les Règles de procédure civile codifient deux modèles généraux de gestion des litiges avant le procès. Il y a la procédure ordinaire – le modèle de gestion sans intervention – et le modèle de gestion des dossiers judiciaires.

En vertu de la procédure ordinaire, les parties contrôlent généralement elles-mêmes la progression d'une action pendant que celle-ci se dirige, lentement ou rapidement, vers un procès. Les règles prévoient trois mécanismes de contrôle : l'audience sur l'état de l'instance (règle 48.14), les affaires attribuées à un juge particulier aux fins de gestion (règle 37.15) et le pouvoir général de la cour de rendre les ordonnances et de formuler les directives qui s'imposent en vertu des règles 1.04 et 1.05.

Le modèle de gestion des dossiers judiciaires est différent. Il prévoit que certaines étapes doivent être franchies dans les délais prescrits, sans quoi la cour peut intervenir. Par exemple, en vertu de la règle 77 (et 24.1), les conférences obligatoires de médiation et de règlement doivent avoir lieu dans les délais prescrits.

La gestion des causes n'est pas uniforme dans toute la province. Elle s'applique aux instances civiles intentées à Ottawa et dans le comté d'Essex (Windsor) et s'est déjà appliquée à Toronto. En décembre 2004, la règle 77 (gestion des causes) a cessé d'être appliquée à Toronto. Elle a été remplacée par le projet pilote de trois ans décrit dans la règle 78. En vertu de la règle 78, les actions intentées à Toronto sont assujetties à des délais de gestion des causes moins nombreux et à un contrôle judiciaire fondé sur les règles moins important. Toutefois, elles sont assujetties aux audiences sur l'état de l'instance (règle 48.14), à la médiation obligatoire (règle 24.1) et à l'affectation à la règle 77 (qui régit la gestion des causes) par un juge ou un protonotaire responsable de la gestion de la cause lorsque les parties y consentent ou qu'« une partie a pris des mesures qui équivalent à une entrave répétée et importante à l'action ».



# Projet de réforme du système de justice civile

Quant à la gestion des litiges, deux questions principales ressortent clairement :

- i. Devrait-on prévoir une forme de gestion des litiges pour certaines causes qui ne sont pas assujetties aux règles de gestion des causes?
- ii. Devrait-on apporter des modifications aux règles de gestion des causes (règles 77 ou 78)?

## *Gestion des litiges hors de la portée des règles de gestion des causes*

Les règles 48.14 et 37.15 permettent une gestion active par la cour des causes introduites en vertu de la procédure ordinaire, à certaines conditions préalables. Toutefois, bon nombre de personnes mettent en doute le fait que ces règles confèrent un pouvoir suffisant pour gérer les causes complexes ou autrement difficiles assez tôt au cours du processus judiciaire. Certaines personnes consultées se sont dites préoccupées par la capacité d'une partie de retarder intentionnellement une instance, en toute impunité. Beaucoup ont suggéré qu'il devrait y avoir un recours immédiat à une forme de gestion dans les causes où une partie est non représentée par un avocat.

Dans son rapport, le groupe de travail sur le système de justice civile de la Colombie-Britannique a recommandé une gestion rapide du litige. Il a recommandé la tenue rapide d'une conférence obligatoire de planification de la cause, devant être présidée par un juge et tenue chaque fois que les parties engagent le système de justice civile au-delà de l'introduction d'une demande ou de la réponse à celle-ci. Son objectif serait de permettre la gestion précoce du litige, proportionnellement aux besoins de la cause, et de solliciter un règlement<sup>87</sup>.

---

<sup>87</sup> BC Civil Justice Reform Working Group Report, *supra*, note 6, p. 10.

## Projet de réforme du système de justice civile

La gestion des causes qui ne sont pas assujetties aux règles en la matière a également été abordée dans le Rapport du Groupe d'étude sur les enquêtes préalables de l'Ontario. Étant donné que l'interrogatoire préalable et la communication préalable des documents constituent souvent les étapes les plus importantes avant le procès, l'examen du Groupe d'étude de la gestion de l'enquête préalable est pertinent à ce point-ci. Le Groupe d'étude a conclu que l'introduction de mécanismes de gestion de l'enquête préalable dans le processus d'enquête préalable en Ontario contribuerait à réduire bon nombre des problèmes observés au cours de l'examen qu'il a entrepris. Parmi ces problèmes figurent la remise tardive des affidavits de documents, la production de documents incomplets dans des délais inopportuns, les demandes excessives de renseignements et de documents, les difficultés et les retards liés aux enquêtes préalables, les refus inappropriés, les retards liés au respect des engagements et les désaccords sur la portée de l'enquête préalable. Le Groupe de travail a constaté que, dans la plupart des cas, les parties sont généralement en mesure de gérer efficacement le processus d'enquête préalable sans intervention de la cour. Par conséquent, il n'a pas voulu recommander l'imposition d'un cadre de gestion de l'enquête préalable s'appliquant à toutes les causes. Il a plutôt émis l'opinion selon laquelle la gestion de l'enquête préalable avec l'aide de la cour serait très utile dans les causes complexes ou celles qui peuvent présenter des problèmes à l'étape de l'enquête préalable<sup>88</sup>.

De façon générale, les avocats ont appuyé l'idée d'une gestion limitée des causes, c'est-à-dire qu'ils se sont dits en faveur d'une gestion adaptée à la cause plutôt que d'une démarche universelle. Ceux qui soutiennent un modèle de gestion des causes invoquent le fait qu'on ne peut se fier à certains avocats pour mener les causes à terme dans un délai raisonnable. Ils avancent que le succès de ce modèle à Ottawa démontre que la gestion des causes fonctionne et que, par conséquent, ce serait une erreur de retourner au modèle de procédure ordinaire.

---

<sup>88</sup> Rapport du Groupe d'étude sur les enquêtes préalables, *supra*, note 3, 83.

## Projet de réforme du système de justice civile

L'une des caractéristiques évidentes de la gestion des causes est que, bien qu'elle soit parfois utile, elle n'est pas nécessaire dans tous les cas, selon toute évaluation raisonnable. Dans les cas où les avocats peuvent faire progresser efficacement la cause, la gestion ajoute des coûts que certains considèrent avec raison comme inutiles. Selon moi, le succès de la gestion des causes à Ottawa est une conséquence directe de la démarche axée sur la proportionnalité adoptée par le protonotaire responsable de la gestion de la cause de cette région, qui reconnaît que certaines causes plus que d'autres requièrent une intervention active.

Qu'il y ait ou non gestion des causes, il est évident à mes yeux qu'un accès rapide à un juge (ou à un protonotaire) serait parfois utile en vue de contrer les retards tactiques ou même non intentionnels.

La gestion des litiges par un seul juge ou protonotaire lorsque cela est nécessaire, telle qu'elle est autorisée en vertu de la règle 37.15, comporte plusieurs avantages. Elle permet à la cour d'économiser du temps étant donné que les parties n'ont pas à mettre un juge différent au fait chaque fois qu'un problème survient relativement à la cause. Elle peut également avoir un effet de modération sur le comportement des parties litigantes et des avocats, qui en viendront à prévoir la façon dont le fonctionnaire judiciaire affecté à la cause pourrait statuer sur une question donnée. On m'a informé que c'est ce que vivent bon nombre d'avocats qui se présentent régulièrement devant le protonotaire R. Beaudoin qui, jusqu'à tout récemment, était l'unique protonotaire responsable de la gestion des causes à Ottawa.

D'une façon générale, le système serait plus efficace si les protonotaires disposaient de la compétence d'intervenir dans les affaires qui leur ont été assignées ou déléguées par un juge. Le Comité des règles peut réfléchir à l'étendue de la compétence directe qui devrait être conférée aux protonotaires.

## Projet de réforme du système de justice civile

Enfin, en ce qui concerne les protonotaires, il me semble que le maintien de la distinction entre les protonotaires et les protonotaires responsables de la gestion de la cause ne sert aucun objectif utile. Tous les protonotaires devraient exercer les mêmes pouvoirs et toucher le même salaire. Pour éviter des conflits inutiles et coûteux au sujet de la rémunération, la rémunération des protonotaires devrait être établie par rapport à celle des juges de la Cour de l'Ontario.

Toute modification de la règle 37.15 devrait par conséquent prévoir des mécanismes permettant d'obtenir rapidement des directives du juge ou du protonotaire gestionnaire ou du protonotaire responsable de la gestion de la cause. Ces mécanismes – semblables à ceux qui sont actuellement prévus par les règles 76 et 77 – peuvent comprendre une conférence préparatoire téléphonique ou en personne ou un processus simplifié visant le dépôt de requêtes par écrit ou sans affidavit. Cette démarche est également conforme aux recommandations formulées dans d'autres sections de ce rapport, qui visent à faciliter l'obtention rapide d'ordonnances concernant certaines questions, comme une autorisation rapide permettant de recourir à plus de trois experts ou une dissociation des litiges. Étant donné qu'un seul fonctionnaire judiciaire gérerait la cause durant les étapes menant au procès, ce fonctionnaire serait bien placé pour rendre de telles ordonnances rapidement avant le procès, en fonction des besoins de la cause.

La règle 37.15 ne prévoit actuellement aucun critère relativement à la gestion personnalisée d'« instances compliquées » ou une série d'« instances qui soulèvent des questions semblables ». En vertu du paragraphe 78.12 (3), on peut demander la gestion d'une cause « si une partie a pris des mesures qui équivalent à une entrave répétée et importante à l'action ». Au moment d'envisager cette possibilité, la cour doit tenir compte des facteurs décrits au paragraphe 77.09.1 (5). Le critère prévu par la règle 78, toutefois, est peut-être trop exigeant. Par exemple, dans les causes ne présentant aucune entrave répétée et importante, le paragraphe 78.12 (3) ne permettrait pas la gestion d'une cause complexe par nature ou s'il était probable que la nature particulière de la

## Projet de réforme du système de justice civile

cause, des témoins ou des parties entraînerait fréquemment des différends au cours de l'instance. Le paragraphe 77.09.1 (5) énumère les circonstances qui constituent souvent un indicateur du type d'affaires qui tireraient profit d'une gestion adaptée à la cause. Dans de tels cas, une directive donnée rapidement par un juge ou un protonotaire pourrait permettre de régler les différends relatifs à la procédure.

À mon avis, la règle 37.15 devrait servir de fondement à la gestion adaptée à la cause lorsque ce type d'aide est nécessaire. Le critère prévu au paragraphe 77.09.1 (5), selon moi, fournit une liste appropriée non exhaustive de facteurs dont la cour devrait tenir compte au moment de déterminer quelles causes nécessiteront probablement une gestion adaptée et pourront en bénéficier. Je constate que ces critères sont les mêmes que ceux qui s'appliquent au moment de déterminer si une cause introduite en vertu de la règle 78 présente une « entrave répétée et importante ». Par conséquent, je crois que l'on devrait tenir compte de ces critères au moment de décider si une cause tirera probablement profit d'une gestion adaptée conformément à la règle 37.15.

La juge en chef Smith, dans sa directive en matière de pratique datée du 26 août 2005, indique qu'une partie qui cherche à être assujettie à la règle 37.15 peut présenter une demande écrite au juge principal régional de sa région judiciaire en vue de faire nommer un juge<sup>89</sup>. Je crois que ce processus devrait être énoncé dans une nouvelle règle 37.15 modifiée. La demande écrite devrait indiquer la façon dont la cause satisfait au critère de la règle 37.15 et une copie de cette demande devrait être envoyée aux autres parties.

*Règles relatives à la gestion des causes (77 et 78)*

Étant donné que la règle 77 régissant la gestion des causes s'applique à la fois à Ottawa et à Windsor, la façon dont les événements se sont déroulés dans ces centres

<sup>89</sup> Directives en matière de pratique émise par la juge en chef Heather J. Smith de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, du 26 août 2005; en ligne sur le site Cours de l'Ontario, <[http://www.ontariocourts.on.ca/superior\\_court\\_justice/notices/august2005fr.htm](http://www.ontariocourts.on.ca/superior_court_justice/notices/august2005fr.htm)>.



## Projet de réforme du système de justice civile

judiciaires est instructive. Selon la présentation de l'Association du Barreau du Comté de Carleton, la gestion des causes à Ottawa a été un succès au cours des six premières années. Un protonotaire ou un juge responsable de la gestion des causes était affecté dans un délai opportun aux causes nécessitant une intervention judiciaire. La médiation obligatoire était perçue comme une réussite sur le plan de la promotion des règlements.

Toutefois, au cours des trois ou quatre dernières années, l'efficacité du système de gestion des causes à Ottawa a diminué, en raison principalement du manque de juges chargés de gérer les causes civiles. Je reconnais et accepte que la constitution et la société exercent beaucoup de pressions sur ces juges relativement à la tenue rapide des procès concernant des affaires criminelles et familiales. Je crois que ce problème n'est pas propre à Ottawa.

À Windsor, le barreau a souligné que le système devrait permettre plus de souplesse relativement aux délais de médiation obligatoire. Il a suggéré que, pour les causes portant sur un montant de plus de 50 000 \$, la médiation devrait avoir lieu après les interrogatoires préalables. Le barreau a fait part d'inquiétudes relativement aux coûts en ce qui concerne la règle 77 régissant la gestion des causes. Certaines personnes ont indiqué que la procédure ordinaire suffit à faire progresser les causes dans le système. Celles qui proposaient l'abandon de la règle 77 à Windsor ont souligné que la gestion des causes ne s'est pas répandue dans l'ensemble de la province et que Toronto a opté pour l'abandon de la règle 77.

Le comité directeur responsable de la gestion des causes à Windsor sollicite l'avis des membres du barreau afin de déterminer si une réforme de la règle 77 devrait être adoptée dans le comté d'Essex. De même, le Comité des règles en matière civile pourrait envisager de réfléchir à l'utilité future de la règle 77 dans la province. À Windsor, la gestion des causes a d'abord été restaurée en tant que projet pilote le



## Projet de réforme du système de justice civile

4 septembre 1990<sup>90</sup>. La gestion des causes civiles conformément à la règle 77 est entrée en vigueur le 3 février 1997 à Toronto et à Ottawa, puis le 31 décembre 2002 à Windsor en vue de maintenir un régime de gestion des causes dans le comté d'Essex et dans le cadre d'un plan global visant à appliquer la règle 77 dans toute la province.

Selon moi, l'adoption d'un modèle prévoyant la gestion des causes seulement si cela est nécessaire est très sensée. C'est le processus qui a été mis en place à Toronto, où des progrès importants ont été effectués en ce qui a trait à la réduction des retards liés à la fois aux procès et aux requêtes. Certaines actions définies par type – comme les causes en négligence médicale et hospitalière qui ont tendance à être complexes – tireraient assurément profit de la gestion des causes ou, du moins, de la nomination d'un juge en vue d'aborder les questions entraînant des désaccords continus.

La gestion des causes à Ottawa, de la façon dont elle fonctionne sur le terrain, et la gestion des causes à Toronto conformément à la règle 78 sont étroitement reliées dans la pratique. Le protonotaire à Ottawa (il y en a maintenant deux) semble savoir quelles causes nécessitent une gestion adaptée et quelles causes n'en nécessitent pas. Il répond rapidement aux demandes d'aide en matière de gestion présentées par les avocats. Je crois que c'est de cette façon que la gestion des causes doit fonctionner à Toronto en vertu de la règle 78.

À mon avis, il est trop coûteux de gérer entièrement toutes les causes. Comme je l'ai souligné, il ne fait aucun doute que certaines causes doivent être gérées, mais pas toutes. La règle régissant les audiences sur l'état de l'instance permettra manifestement de contrôler les actions contrevenantes. L'élargissement de la portée de la règle 37.15 permettrait aux avocats d'obtenir l'aide d'un juge (ou d'un protonotaire) au besoin. En termes simples, les causes ne nécessitant pas de gestion ne profiteront évidemment pas du système de gestion des causes et, par conséquent, les parties à ces causes ne devraient pas avoir à assumer les coûts supplémentaires que ce système entraîne.

<sup>90</sup> Règles de gestion des causes civiles d'Essex, R.R.O. 1990, Règlement 189 (révoqué le 31 décembre 2002).

# Projet de réforme du système de justice civile

## Recommandations (gestion des litiges)

### □ Modifier la règle 37.15 afin de :

- permettre à la cour d'ordonner qu'une cause soit assujettie, conformément à la règle 37.15, à la gestion d'un juge, d'un protonotaire ou d'un protonotaire responsable de la gestion des causes si elle est d'avis que la cause aurait avantage à être gérée par un seul fonctionnaire judiciaire, après avoir tenu compte du critère énoncé au paragraphe 77.09.1 (5). Une ordonnance visant à assujettir une cause à la règle 37.15 peut être rendue par la cour de son propre chef ou par suite d'une demande écrite adressée au juge principal régional de la région où la cause a été introduite, avec copie à toutes les autres parties;
- permettre des mécanismes visant l'obtention rapide de directives et d'ordonnances concernant la question de procédure auprès du juge, du protonotaire ou du protonotaire responsable de la gestion des causes qui gère une cause introduite en vertu de la règle 37.15. Ces mécanismes – semblables aux processus actuellement prévus par les règles 76 et 77 – peuvent comprendre une conférence préparatoire téléphonique ou en personne ou un processus simplifié visant le dépôt de requêtes par écrit ou sans affidavit.

- Au moment d'examiner la règle 78, envisager la modification de la règle 78.12 en vue de rendre le critère et le processus visant à assujettir une cause au système de gestion des causes en vertu de la règle 77 conformes au critère et au processus recommandés visant à assujettir une cause au système de gestion personnalisée des causes en vertu de la règle 37.15.

## Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ Le Bureau du juge en chef de la Cour supérieure de justice et le ministère du Procureur général devraient surveiller l'accès aux protonotaires responsables de la gestion des causes relativement aux causes civiles gérées introduites à Ottawa afin de s'assurer que le nombre de protonotaires responsables de la gestion des causes suffit à répondre aux besoins de gestion des causes civiles dans cette région.
- ❑ Le comité directeur responsable de la gestion des causes de Windsor devrait solliciter l'avis des membres de la magistrature et du barreau de la région afin de déterminer si une réforme de la règle 77 devrait être adoptée dans le comté d'Essex.
- ❑ Le Comité des règles en matière civile devrait se pencher sur l'utilité future de la règle 77 dans la province. Tout projet visant à étendre l'application de la règle 77, l'évaluation de l'application actuelle de la règle 77 à Windsor et à Ottawa en tant que mécanisme efficace permettant de réduire les coûts et les délais, l'examen de la règle 78 à Toronto et d'autres modèles de gestion et de non-intervention qui pourraient remplacer la règle 77 (p. ex., la procédure ordinaire, la règle 78 et d'autres modèles) seraient pertinents.
- ❑ Toute instance où une partie n'est pas représentée par un avocat devrait être gérée dans la mesure où cela s'avère nécessaire, conformément soit à la règle 37.15 élargie, soit aux règles 77 et 78.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 11. CONFÉRENCES PRÉPARATOIRES ET GESTION DES PROCÈS

### *Conférences préparatoires*

Les conférences préparatoires constituent une étape importante du processus judiciaire. Elles favorisent un règlement et peuvent contribuer à déterminer ou à restreindre les questions litigieuses. Par le biais de ce processus, des ordonnances et des directives concernant la gestion du procès peuvent être obtenues afin que celui-ci se déroule plus efficacement. Pour atteindre ces objectifs, toutes les conférences préparatoires doivent donner des résultats concrets. Sinon, elles constitueront des sources de dépenses inutiles pour les parties litigantes et un gaspillage de ressources judiciaires, qui sont limitées.

Au cours des consultations, bon nombre de personnes ont indiqué que les conférences préparatoires, souvent inefficaces, doivent faire l'objet d'une réforme. Les membres du barreau n'ont cessé de souligner que l'efficacité de ces conférences dépend des compétences du juge qui les préside. Tous ont reconnu que certains juges sont de plus habiles négociateurs que d'autres. Au moment de rendre des ordonnances et de formuler des directives, certains sont plus activistes. Certains obligent les parties à assister à la conférence préparatoire, alors que d'autres ne le font pas. Certains se réuniront avec les parties qui assistent à la conférence; d'autres ne s'adresseront aux parties sous aucun prétexte. J'ai été surpris d'apprendre que les conférences préparatoires sont obligatoires dans certains tribunaux, mais tenues seulement sur demande dans d'autres.

À mon avis, des conférences préparatoires devraient avoir lieu dans toutes les actions mises au rôle. Je crois également que ces conférences seraient plus efficaces si les parties y assistaient et si le juge qui les préside s'adressait aux parties à un certain moment au cours du processus, selon les modalités qu'il aura déterminées avec les conseils des avocats. Je crois que les avocats seront en mesure de cerner les rares cas où la participation des parties serait nuisible. Dans la plupart des circonstances, les parties

## Projet de réforme du système de justice civile

devraient écouter ce que le juge a à dire sur la cause. Cela favorisera une démarche plus raisonnable en matière de règlement. Lorsque des assureurs sont en cause, la présence d'un gestionnaire ou d'un expert en sinistres peut ne pas être possible. Si tel est le cas, l'avocat de la défense devrait s'assurer que quelqu'un ayant un pouvoir de règlement peut être rejoint au téléphone. En ce qui a trait aux conférences préparatoires plus longues, il me semble qu'un représentant de l'assureur devrait y assister.

### *Gestion du procès durant la conférence préparatoire*

Si aucun règlement n'est intervenu, je crois que les juges présidant les conférences préparatoires devraient être plus agressifs au moment de déterminer les échéanciers relatifs à toute étape devant être franchie afin que l'action puisse être entendue devant la cour. Les juges devraient également rendre toute ordonnance qu'ils jugeront raisonnablement nécessaire en vue de déterminer et de restreindre les questions litigieuses et de favoriser l'utilisation la plus efficace possible du temps consacré au procès. Cela comprendrait le traitement des demandes d'autorisation d'appeler plus de trois experts ainsi que l'émission d'ordonnances concernant le nombre de témoins que chaque côté prévoit appeler et la durée dont disposera chaque côté pour présenter sa cause.

Au cours des consultations, les avocats ont généralement convenu que les ordonnances concernant la durée dont disposera chaque côté pour présenter sa cause devraient être rendues à la conférence préparatoire. Le recours à des limites de temps relatives aux plaidoiries devant la Cour d'appel s'est avéré efficace. Il a permis d'améliorer la qualité des plaidoyers et a été bien reçu par la Cour. Il a également été un facteur important dans l'élimination de l'accumulation des retards. De plus, il constitue une caractéristique des affaires introduites dans plusieurs territoires de compétence américains. Je ne vois pas pourquoi les procès ne devraient pas être assujettis à des ordonnances prescrivant un calendrier. La portée des ordonnances concernant les limites de temps devrait comprendre les éléments suivants :



## Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ la durée totale du procès;
- ❑ le temps dont disposera chaque côté pour présenter sa cause;
- ❑ le temps dont disposera chaque côté pour chaque étape de sa cause, p. ex., la déclaration préliminaire;
- ❑ des restrictions concernant la quantité de preuves pouvant être présentées et la façon de les présenter.

Je reconnais que les procès comportent des incertitudes inhérentes, ce qui peut compliquer l'établissement de limites de temps. Des témoignages peuvent être plus longs que prévu, le temps nécessaire au contre-interrogatoire est difficile à évaluer et des réponses peuvent demander des clarifications au cours des réinterrogatoires. Par conséquent, le juge du procès doit pouvoir modifier les limites de temps imposées. Cependant, pour que celles-ci aient un sens, les juges de procès ne devraient pas les modifier trop souvent. Je suggère que le juge qui préside le procès modifie de telles ordonnances seulement si des circonstances imprévues se présentent ou si l'intérêt général de la justice l'exige.

On a dit que le moment de la tenue de la conférence préparatoire est important. Si beaucoup de temps s'écoule entre celle-ci et le procès, la conférence sera probablement moins efficace. De plus, on doit prévoir suffisamment de temps pour la conférence préparatoire si on veut qu'elle permette d'en arriver à un règlement ou de gérer efficacement le procès. Dans certains tribunaux, la durée prévue des conférences préparatoires n'est que de 30 minutes, ce qui est considéré comme insuffisant pour mener des discussions significatives concernant un règlement ou la gestion du procès.

Dans la plupart des régions, les conférences préparatoires se tiennent à l'audience de mise au rôle. Dans la section portant sur l'établissement du calendrier des requêtes et des procès, je souligne que l'audience de mise au rôle constitue une utilisation inefficace du temps des juges et des avocats, ce qui fait augmenter inutilement les coûts du litige. Il faut



## Projet de réforme du système de justice civile

donc adopter une autre pratique administrative qui permettra à la cour de savoir combien de temps sera nécessaire, selon les avocats, à la tenue d'une conférence préparatoire efficace et quand celle-ci aura lieu.

Bien que j'aie certaines réserves concernant le moment de la tenue des conférences préparatoires à Toronto, l'audience de mise au rôle a été remplacée dans cette région par un nouveau processus d'établissement du calendrier des conférences préparatoires et des procès qui présente beaucoup de qualités. Une fois que le dossier du procès est déposé, le coordonnateur de procès envoie aux parties un formulaire d'attestation visant à fixer les dates de la conférence préparatoire et du procès. Chaque partie doit remplir le formulaire (soit conjointement, soit séparément) et le retourner. Ce formulaire a pour objet de permettre au coordonnateur de procès de fixer la date de la conférence préparatoire et une date provisoire pour le procès, qui sera confirmée à la conférence préparatoire. Le formulaire est simple. On y inscrit des renseignements sur diverses questions, y compris les suivantes :

- ☐ le type de cause;
- ☐ le temps requis pour la conférence préparatoire;
- ☐ le nombre prévu de témoins devant être appelés au procès;
- ☐ une indication établissant si des rapports d'experts ont été échangés et, sinon, le moment où ils devraient être présentés;
- ☐ une indication établissant si une médiation a eu lieu;
- ☐ la durée prévue du procès.

Ensuite, on avise les parties de la date de la conférence préparatoire et de la date provisoire du procès, qui sera confirmée à la conférence préparatoire.

À mon avis, chaque région devrait envisager l'adoption d'une telle pratique administrative relativement à l'établissement du calendrier des conférences préparatoires

## Projet de réforme du système de justice civile

et des dates provisoires des procès. La pratique relative à l'établissement du calendrier en vigueur à Toronto permet qu'une tranche horaire suffisante soit réservée pour les conférences préparatoires, en fonction des commentaires des avocats, et fait en sorte que les parties n'ont pas à se présenter à l'audience de mise au rôle. Les dates provisoires du procès devraient être confirmées à la conférence préparatoire. Par ailleurs, je laisserais à chaque région le soin de déterminer la pratique la mieux adaptée à ses besoins concernant l'établissement du calendrier des conférences préparatoires et des procès.

Je crois que les conférences préparatoires seront plus efficaces si elles sont tenues de quatre à six mois avant le procès, dans toutes les régions. De plus, dans la section portant sur la preuve d'expert, j'ai souligné que tout rapport d'expert déposé durant la conférence préparatoire peut être caduc au moment du procès si la conférence préparatoire se tient trop longtemps avant celui-ci.

Dans les causes particulièrement complexes, quand les discussions concernant un règlement ou la gestion du procès n'ont mené à rien, un processus non officiel devrait être prévu afin de permettre aux parties de retourner devant le juge qui présidait la première conférence préparatoire pour la tenue d'une seconde conférence préparatoire. Bien qu'inutile dans la plupart des cas, une seconde conférence préparatoire pourrait aider si elle est demandée par les avocats ou ordonnée par la cour. Une pratique administrative non officielle devrait être adoptée dans chaque région afin de permettre aux parties de demander la tenue d'une seconde conférence préparatoire, préférablement devant le juge ayant présidé la première, afin d'aborder toute question en instance ou de dernière minute relative à un règlement ou à la gestion du procès.

*Gestion du procès en cours d'instance.*

Au forum sur les politiques tenu par l'Advocates' Society en mars 2006, un consensus est intervenu selon lequel la durée prévue des procès est trop fréquemment dépassée. On a indiqué que cela est souvent attribuable à une mauvaise gestion du

## Projet de réforme du système de justice civile

procès à la fois par les juges et les avocats, et qu'une plus grande discipline était nécessaire. Par conséquent, l'idée d'une gestion plus agressive par les tribunaux avant et durant le procès a reçu un appui important<sup>91</sup>.

Dans la décision de la Cour d'appel relativement à l'affaire *R. contre Felderhoff*, le juge Rosenberg a émis des commentaires sur le rôle important que les juges doivent exercer en matière de gestion de procès. S'en remettre à la compétence inhérente de la cour pour contrôler son propre fonctionnement, a-t-il souligné, « nuirait à l'administration de la justice si le juge qui préside un procès n'avait pas le pouvoir d'intervenir en temps opportun et, comme le juge de ce procès, après avoir entendu les observations, de formuler les directives nécessaires au bon déroulement du procès »<sup>92</sup>.

Même si l'affaire *Felderhoff* était de nature criminelle, à mon avis, les raisons invoquées par le juge Rosenberg s'appliquent tout autant, sinon plus, aux instances civiles. Aucune règle n'a à être modifiée pour qu'un juge rende des ordonnances au cours du procès en vue de contrôler la durée de celui-ci ou le comportement d'un avocat qui prolonge ou complique inutilement le procès. De plus, les règles 52 et 53 confèrent aux juges certains pouvoirs exprès afin qu'ils puissent contrôler le déroulement du procès, y compris la nomination d'un expert<sup>93</sup>, l'ordre des présentations durant un procès avec jury<sup>94</sup> et le pouvoir de rejeter les questions posées à un témoin jugées vexatoires ou non pertinentes<sup>95</sup>.

Des économies peuvent également être réalisées en nommant le même juge pour la conférence préparatoire et le procès. Les juges qui président les conférences préparatoires sont souvent au courant des questions et des faits relatifs à une cause et mettre un nouveau juge au fait constituerait une perte de temps, particulièrement en ce qui a trait aux causes complexes. Le juge qui préside la conférence préparatoire peut avoir

<sup>91</sup> Advocates' Society, *Streamlining the Ontario Civil Justice System*, *supra* note 4, p. 18.

<sup>92</sup> 2003, CanLII 37346 (Cour d'appel de l'Ontario.), para. 40.

<sup>93</sup> Règles de l'Ontario, règle 52.03.

<sup>94</sup> Règles de l'Ontario, paragraphe 52.07 (1).

<sup>95</sup> Règles de l'Ontario, paragraphe 53.01 (2).

## Projet de réforme du système de justice civile

des compétences dans un domaine donné du droit qui peut contribuer au règlement de la cause. La continuité quant au fonctionnaire judiciaire qui préside peut également permettre de s'assurer que les ordonnances concernant la gestion du procès rendues au cours de la conférence préparatoire sont respectées et que le procès se déroule comme prévu. Toutefois, en vertu de la règle 50.04, le juge qui préside une conférence préparatoire ne peut pas présider le procès qui s'ensuit.

Je reconnais que cette règle sert à protéger les discussions visant un règlement au cours de la conférence préparatoire. Dans les causes complexes, il peut être souhaitable de séparer les volets « règlement » et « gestion du procès » de la conférence préparatoire afin que le juge chargé des questions relatives à la gestion du procès puisse présider le procès. Quoi qu'il en soit, je recommande la modification de la règle 50.04 afin de permettre au juge qui préside la conférence préparatoire de présider également le procès, avec le consentement des parties. Presque toutes les personnes consultées ne voyaient aucune raison pouvant empêcher le juge du procès d'aborder les questions liées aux requêtes et à la gestion du procès, comme le font les arbitres dans les procédures d'arbitrage. La participation précoce du juge du procès à une cause longue et complexe permettra, à mon avis, d'augmenter l'efficacité du processus.

L'un des aspects de la gestion du procès – la dissociation – exige des commentaires séparés. Le pouvoir d'ordonner que les questions relatives à une action soient séparées en deux procès ou plus n'est pas conféré expressément par la loi ou les Règles de procédure civile. Il semble plutôt exister en tant que compétence inhérente de la cour. Dans son arrêt de principe, la Cour d'appel a établi que le droit d'une partie litigante de voir toutes les questions litigieuses réglées au cours d'un seul procès est un « droit fondamental » et que la dissociation doit, par conséquent, être perçue comme un pouvoir restreint et circonscrit »<sup>96</sup>. Dans une autre affaire, *Bourne contre Saunby*, la Cour de l'Ontario (Division générale) a énuméré quatorze critères que la cour devrait prendre en considération au moment d'évaluer le bien-fondé d'une requête visant à dissocier la responsabilité des

---

<sup>96</sup> *Elcano Acceptance Ltd. et al. contre Richmond, Richmond, Stambler & Mills*, (1986), 55 O.R. (2d) 56 (C.A.).

# Projet de réforme du système de justice civile

dommages-intérêts<sup>97</sup>. La liste des facteurs énoncés dans le jugement *Bourne*, bien qu'elle ne soit pas exhaustive, est généralement prise en considération au moment de déterminer si une dissociation doit être autorisée. Une décision de la Cour divisionnaire laisse supposer que l'incapacité d'une partie de financer le litige constitue un facteur « étranger » dont on ne devrait pas tenir compte au moment de décider de dissocier ou non le procès<sup>98</sup>.

Bien que je perçoive la dissociation comme étant une procédure d'exception, des considérations budgétaires militent parfois en sa faveur. En ce qui a trait aux litiges commerciaux, par exemple, si le fait d'aborder les dommages-intérêts risque d'exposer une partie et parfois toutes les parties à des coûts importants, il peut être sensé de séparer les questions relatives liées à la responsabilité de celles liées aux dommages-intérêts et de statuer d'abord sur les premières. Après la résolution d'une question, les

<sup>97</sup> *Bourne contre Saunby* (1993), 38 O.R. (3d) 555 (Div. gén.). Les facteurs devant être pris en considération au moment de déterminer si l'on doit disjoindre une instance, fondés sur l'affaire *Bourne contre Saunby*, sont les suivants :

- i. Les questions devant être jugées sont-elles simples?
- ii. Les questions relatives à la responsabilité sont-elles clairement distinctes des questions liées aux dommages-intérêts?
- iii. La structure des faits sur lesquels l'action est fondée est-elle si extraordinaire et exceptionnelle qu'il existe un bon motif pour s'éloigner de la pratique normale voulant que la responsabilité et les dommages-intérêts soient jugés en même temps?
- iv. La question de causalité touche-t-elle de façon égale les questions relatives à la responsabilité et celles liées aux dommages-intérêts?
- v. Le juge du procès sera-t-il davantage en mesure de statuer sur les questions relatives aux blessures et aux pertes financières du demandeur s'il a d'abord évalué la crédibilité du demandeur au cours du procès portant sur les dommages-intérêts?
- vi. Peut-on mieux saisir la nature et l'étendue des blessures ainsi que les dommages indirects qu'a subis le demandeur en jugeant ces questions en même temps?
- vii. Les questions relatives à la responsabilité et dommages-intérêts sont-elles si intimement liées qu'elles ne devraient pas être dissociées?
- viii. Si les questions relatives à la responsabilité et celles liées aux dommages-intérêts sont dissociées, les installations permettent-elles à une cour ou à deux cours séparées, selon le cas, de les trancher?
- ix. Le fait de statuer d'abord sur la responsabilité comporte-t-il un avantage évident pour toutes les parties?
- x. Y aura-t-il une économie importante sur le plan des coûts?
- xi. Est-il certain que la dissociation de la cause entraînera une économie de temps? N'entraînerait-elle pas plutôt un délai inutile?
- xii. Les parties en cause se sont-elles entendues sur le quantum des dommages-intérêts?
- xiii. Si une dissociation est ordonnée, le résultat du procès en responsabilité fera-t-il en sorte que d'autres demandeurs/parties à des actions connexes, se fondant sur les mêmes faits, retireront leur demande ou régleront celle-ci?
- xiv. Est-il probable que les procès en responsabilité mettent fin au litige?

<sup>98</sup> *Duffy contre Gillespie* (1997), 36 O.R. (3d) 443 (Cour div.)



# Projet de réforme du système de justice civile

parties peuvent être enclines à régler le reste des questions litigieuses. Cela peut entraîner d'importantes économies de temps, d'argent et de ressources judiciaires. Cela pourrait également profiter particulièrement aux parties qui ne peuvent se permettre un procès sur toutes les questions litigieuses. Il ne fait aucun doute que la dissociation peut retarder le règlement final de l'ensemble de l'affaire et que, si des questions se chevauchent, les preuves et les témoignages peuvent devoir être présentés à nouveau. Lorsque c'est le cas, la dissociation ne devrait pas être ordonnée.

Le Comité des règles en matière civile devrait envisager de prescrire, du moins en termes généraux, les situations où il revient à la cour d'ordonner une dissociation. En bout de ligne, le pouvoir discrétionnaire d'ordonner une dissociation dont est investie la cour devrait être élargi tout en soulignant que la dissociation demeure une exception plutôt que la règle.

## **Recommandations (conférences préparatoires et gestion des procès)**

- ☐ **Modifier la règle 50 afin de prescrire le double objet d'une conférence préparatoire : discuter du règlement d'une partie ou de l'ensemble des questions et obtenir toute ordonnance et toute directive nécessaire pour s'assurer que la cause est prête à être entendue par la cour et que le procès se déroulera de façon ordonnée et efficace.**
- ☐ **Les juges habiles en matière de négociation et spécialisés dans le domaine concerné devraient, si possible, présider les conférences préparatoires.**
- ☐ **Les parties (ou les personnes ayant un pouvoir de règlement) devraient être obligées d'assister aux conférences préparatoires (ou pouvoir être jointes au téléphone si la présence en personne est impossible).**



## Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ Les juges qui président les conférences préparatoires devraient rendre toute ordonnance nécessaire relativement à la gestion du procès qui favorise l'utilisation la plus efficace possible du temps consacré au procès. Ils devraient plus particulièrement pouvoir imposer des limites de temps pour la présentation de la cause de chaque partie, sous réserve du pouvoir discrétionnaire du juge du procès de modifier ces ordonnances si des circonstances imprévues se présentent ou s'il est évident que les intérêts généraux de la justice exigent qu'elles soient modifiées.
- ❑ Chaque région devrait adopter une pratique administrative, semblable à celle qui a été mise en place à Toronto, relativement à l'établissement des dates de conférences préparatoires et des dates provisoires des procès, afin de permettre qu'une tranche horaire suffisante soit réservée aux conférences préparatoires aux procès et d'éviter que les parties aient à se présenter à l'audience de mise au rôle. Les dates provisoires du procès devraient être confirmées à la conférence préparatoire.
- ❑ Les conférences préparatoires devraient avoir lieu de quatre à six mois avant le procès.
- ❑ La magistrature devrait être encouragée à utiliser son pouvoir inhérent afin de mieux régler les procès pour faire en sorte que ceux-ci se déroulent de façon ordonnée et efficace.
- ❑ Modifier la règle 50.04 afin de permettre au juge qui préside la conférence préparatoire de présider également le procès, avec le consentement des parties.
- ❑ Le Comité des règles en matière civile devrait envisager d'abord la dissociation dans une règle qui permettrait à un juge, sur demande de l'une ou l'autre des parties ou de son propre chef, de rendre une ordonnance de

## Projet de réforme du système de justice civile

dissociation après avoir entendu les parties. Toute règle autorisant la dissociation pourrait renvoyer à une partie ou à l'ensemble de 14 facteurs énumérés dans le jugement de l'affaire *Bourne contre Saunby*.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 12. APPELS

Le système actuel de voies d'appel de l'Ontario est compliqué. Trois tribunaux – la Cour d'appel, la Cour divisionnaire et la Cour supérieure de justice – ont compétence en matière d'appel dans les affaires civiles. Les voies d'appel diffèrent selon le tribunal qui a rendu la décision faisant l'objet de l'appel, le montant d'argent en cause et le caractère définitif ou interlocutoire de l'ordonnance portée en appel.

Vers le milieu ou la fin des années 1990, l'arriéré inacceptable qu'avait accumulé la Cour d'appel de l'Ontario a été maîtrisé. À toute fin utile, cette dernière n'a actuellement aucun appel en attente, sauf dans les cas où la transcription des instances est problématique. (Ces problèmes pourraient être la conséquence involontaire de l'initiative de la cour visant à accélérer la préparation des transcriptions des instances criminelles.)

La Cour divisionnaire, qui fait partie de la Cour supérieure de justice, a une compétence étendue en matière d'appel, en plus de sa compétence en matière de révision judiciaire. Bien que les ressources de la Cour divisionnaire soient surexploitées, les retards ne constituent pas un problème urgent. Je tiens toutefois à souligner que, lorsque la compétence d'appel de la Cour divisionnaire passera de 25 000 \$ à 50 000 \$ le 1<sup>er</sup> octobre 2007, elle héritera d'un plus grand nombre de causes. Cette réalité fera inévitablement augmenter la pression qui s'exerce sur la Cour supérieure de justice, surtout à Toronto, puisque plus de juges ou une plus grande proportion du temps des juges devront être consacrés à la Cour divisionnaire, au détriment des autres fonctions de la Cour supérieure.

D'aussi loin que je m'en souviene, le débat se poursuit sur ce que devraient être les fonctions de la Cour divisionnaire et sur la question de savoir si la Cour supérieure généraliste (qui fournit les juges de la Cour divisionnaire) devrait s'ajuster afin que les juges possédant de l'expérience en droit administratif et en révision judiciaire siègent à la

## Projet de réforme du système de justice civile

Cour divisionnaire. Ce débat porte également sur le rôle de la Cour divisionnaire. Une question souvent posée est celle de savoir si une plus grande importance devrait être accordée à la compétence de la Cour divisionnaire en matière de révision judiciaire, au détriment de sa compétence en matière d'appel. Une question que l'on pose moins souvent est celle de savoir s'il pourrait exister une autre façon de traiter les requêtes en révision judiciaire (la principale question préoccupante entourant la Cour divisionnaire) de manière que cette dernière soit un tribunal d'appel intermédiaire. La présente révision n'a pas abordé directement ces questions. Il s'agit toutefois de points sur lesquels la Commission du droit de l'Ontario pourrait vouloir se pencher.

Dans le contexte actuel, il faut procéder à l'examen de la distinction inintéressante qui existe entre les ordonnances définitives et interlocutoires pour déterminer le cheminement d'un appel. Si l'ordonnance est définitive, l'appel sera entendu par la Cour d'appel. Si l'ordonnance est interlocutoire, il sera entendu par la Cour divisionnaire. Cela ne poserait pas problème s'il était relativement simple de déterminer si une ordonnance est définitive ou interlocutoire.

L'exemple le plus récent et, à mon avis, le plus utile du problème de l'ordonnance définitive/interlocutoire est fourni dans *Capital Forms Income Steams Corp. contre Merrill Lynch Canada Inc.* [2007] O.J. No 2606. Dans cette affaire, le jugement de 23 pages en entier examinait une seule question : celle de savoir si l'ordonnance portée en appel était définitive ou interlocutoire. La question a été débattue par deux avocats d'expérience qui croyaient que l'ordonnance en cause était définitive. En fin de compte, après avoir différé sa décision, la majorité (les juges Doherty et Jurianz) a conclu que l'ordonnance en question était interlocutoire et que l'appel devait donc être annulé puisque la Cour d'appel n'avait pas compétence pour statuer sur les ordonnances interlocutoires. Le juge Laskin a exprimé une opinion dissidente. Il a conclu que l'ordonnance portée en appel était définitive. Dans ses motifs dissidents, il a abordé la distinction entre les ordonnances définitive et interlocutoire. Il a écrit, au paragraphe 36 :

## Projet de réforme du système de justice civile

La distinction entre les ordonnances définitives et interlocutoires est confuse pour cette cour. Beaucoup trop d'encre a coulé dans les pages de l'*Ontario Reports* pour tenter d'éclaircir cette distinction. Même lorsque les parties elles-mêmes ne soulèvent pas la question, le tribunal se sent obligé de le faire – ce qu'il a fait en l'espèce – parce que la compétence qu'a le tribunal d'entendre un appel dépend de cette distinction : le présent tribunal a compétence pour entendre les appels d'ordonnances définitives et non d'ordonnances interlocutoires.

Or, malgré le grand nombre de décisions portant sur le caractère définitif ou interlocutoire des ordonnances, la jurisprudence de notre tribunal en ce qui a trait à cette distinction ne représente pas un modèle de constance [...] Même les avocats les plus expérimentés ne sont pas toujours en mesure de déterminer si une ordonnance est définitive ou interlocutoire. Il n'existe pas de meilleur exemple que le présent cas [note de bas de page omise].

Je partage l'opinion du juge Laskin : cette question a fait couler beaucoup trop d'encre. Ne serait-il pas préférable de donner compétence à la Cour d'appel lorsque l'ordonnance à l'étude met un terme à l'action ou à la requête? Si ce n'est pas le cas, c'est-à-dire que l'action se poursuit malgré l'ordonnance, l'appel devrait être entendu par la Cour divisionnaire avec, à mon avis, autorisation. Le Comité des règles en matière civile devrait examiner cette question fondamentale et, je l'espère, présenter au procureur général une recommandation visant la modification de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* afin que la question de la distinction entre les ordonnances définitives et interlocutoires soit réglée une fois pour toutes.

Il existe deux autres questions relatives aux appels qui, à mon avis, devraient être étudiées. La première se rapporte au rejet des motions visant à obtenir un jugement sommaire et la seconde, aux appels de certaines décisions arbitrales.

Les consultations ont révélé qu'il existe une ferme volonté d'isoler les ordonnances relatives aux jugements sommaires en acheminant les appels de ces ordonnances vers la Cour d'appel, peu importe si le jugement sommaire a été accueilli ou refusé. Actuellement,

## Projet de réforme du système de justice civile

l'appel du rejet d'une motion visant à obtenir un jugement sommaire est entendu, avec autorisation, par la Cour divisionnaire, alors que l'appel d'une ordonnance qui accueille un jugement sommaire est entendu par la Cour d'appel. Le raisonnement politique qui sous-tend cette distinction est intimement lié au raisonnement donnant lieu à la distinction entre les ordonnances définitives et interlocutoires.

Il existe également une volonté marquée d'acheminer les appels de décisions arbitrales accordant des montants de plus de 50 000 \$ vers la Cour d'appel. Une telle disposition établirait un processus parallèle à l'article 19 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, qui donne à la Cour d'appel la compétence d'entendre les appels de jugements de première instance qui accordent des montants supérieurs à 50 000 \$ (en date du 1<sup>er</sup> octobre 2007).

### **Recommandations (appels)**

- ❑ **La Commission du droit de l'Ontario devrait procéder à l'examen du rôle de la Cour divisionnaire en tant que tribunal intermédiaire d'appel et présenter des recommandations concernant le rôle et la compétence qu'aura cette cour à l'avenir. Cet examen devrait tenir compte des compétences du tribunal en matière de révision judiciaire et d'appel.**
- ❑ **Le Comité des règles en matière civile devrait envisager et proposer au procureur général d'apporter des modifications à la *Loi sur les tribunaux judiciaires* qui feraient en sorte que seules les ordonnances qui mettent un terme à une action/requête puissent être portées en appel devant la Cour d'appel. Les appels de toutes les autres ordonnances seraient entendus par la Cour divisionnaire. Le Comité des règles en matière civile est le mieux placé pour déterminer si une autorisation devrait être nécessaire et, dans l'affirmative, pour quelles raisons cette autorisation serait accordée.**



## Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ La Cour d'appel devrait entendre les appels d'ordonnances de jugement sommaire rendues en vertu de la règle 20 si le montant en cause concorde avec la compétence d'attribution de la Cour d'appel.
- ❑ Les appels de décisions arbitrales rendues en vertu de la *Loi sur l'arbitrage* devraient être entendus par la Cour d'appel si le montant en cause (plus de 50 000 \$) fait en sorte que le montant accordé concorde avec la compétence d'attribution de la Cour d'appel.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 13. ÉTABLISSEMENT DU CALENDRIER DES MOTIONS ET DES PROCÈS

La magistrature a le pouvoir exclusif d'établir le calendrier des affaires entendues par les tribunaux. La présente section expose, à l'intention du pouvoir judiciaire, certains problèmes et certaines possibilités de réforme que nous avons cernés au sujet de l'établissement du calendrier des motions et des procès. Deux questions principales ont été relevées au cours de cette révision :

- i. Comment pourrait-on améliorer les pratiques d'établissement du calendrier des procès de manière à réduire les coûts et à améliorer l'accès à un procès en temps opportun?
- ii. Comment pourrait-on améliorer les pratiques d'établissement du calendrier des motions de manière à réduire les coûts et à améliorer l'accès à une motion en temps opportun?

### *Pratiques d'établissement du calendrier des procès*

L'établissement du calendrier des procès est souvent considéré comme un art plutôt qu'une science. Les juges et les coordonnateurs de procès déploient, dans le cadre de l'établissement du calendrier des procès, des efforts considérables pour équilibrer de nombreux facteurs imprévisibles de manière à optimiser l'utilisation des ressources judiciaires et des salles d'audience. Ils doivent être félicités pour leurs efforts. Or, il faudrait étudier la possibilité d'apporter des améliorations à l'établissement du calendrier des procès afin de réduire les dépenses engagées par les parties litigantes et d'améliorer l'accès au système judiciaire.

Des retards dans l'établissement du calendrier des procès ont été observés dans de nombreuses régions. Le retard le plus flagrant a été observé à Brampton où, en novembre 2006, la tenue d'un procès devait attendre jusqu'en 2010. Peu importe la

## Projet de réforme du système de justice civile

norme d'appréciation employée, il s'agit là d'une situation inacceptable. Comme nous l'avons recommandé par ailleurs, la nomination de juges supplémentaires est essentielle. Il convient aussi de noter que, lorsque des dates antérieures de procès se libèrent (par exemple, en raison de règlements), les horaires des avocats font souvent en sorte qu'il soit impossible de profiter de l'ouverture.

Lors des consultations, de nombreuses personnes ont recommandé que soient éliminées les audiences de mise au rôle. Elles ont déclaré que la présence aux audiences de mise au rôle représente une perte de temps pour les avocats et fait grimper inutilement les coûts des litiges. Elles ont ajouté qu'il s'agissait d'une perte de temps pour les juges, puisque l'établissement du calendrier des procès est une tâche administrative qui peut être accomplie par les coordonnateurs de procès.

Mon expérience fait en sorte que je sois d'accord avec ces commentaires. À mon sens, les audiences de mise au rôle ne sont rien de plus qu'un rassemblement d'avocats dont la présence n'a d'autre effet que de faire augmenter les frais de leurs clients. La magistrature devrait étudier d'autres méthodes d'établissement des dates de procès.

Une possibilité consiste à conférer aux coordonnateurs de procès une autorité suffisante pour qu'ils puissent fixer les dates de procès sous la supervision de la magistrature et en demandant des directives au besoin. On pourrait exiger que les parties déposent conjointement auprès du coordonnateur de procès un formulaire confirmant que leur affaire est prête à être entendue et qu'elles fournissent une estimation de la durée du procès, permettant ainsi de fixer une date provisoire. Un juge pourrait ensuite confirmer la date réelle du procès par voie administrative ou durant la conférence préparatoire. Ce processus est semblable à celui qu'on emploie actuellement dans la région de Toronto, où l'audience de mise au rôle a été éliminée. Une autre possibilité consiste à tenir les audiences de mise au rôle par téléconférence, étant donné que les comparutions sont généralement d'une courte durée.

## Projet de réforme du système de justice civile

Lors des consultations, des avocats se sont plaints du fait que des causes sont constamment reportées parce que des procès inscrits préalablement au calendrier prennent plus de temps que prévu ou parce que les juges ne sont pas disponibles. Dans la section portant sur les conférences préparatoires et la gestion des procès, je recommande que les juges qui président les conférences préparatoires fixent une limite à la durée des procès. L'application d'une telle mesure ferait en sorte que la durée des procès, bien qu'intrinsèquement incertaine, soit davantage prévisible, permettant ainsi aux procès d'être tenus à la date prévue.

Plusieurs groupes ont fortement soutenu l'adoption de dates de procès fixes. Les dates de procès fixes, bien que recevant la préférence des avocats et des parties parce qu'elles offrent plus de certitude en ce qui a trait à la date des procès, ne sont efficaces que s'il existe un nombre suffisant de juges et de salles d'audience pour qu'un procès puisse débiter à la date promise. La réussite d'un système de dates de procès fixes dépend entièrement de la capacité de prévoir avec précision le nombre de procès devant être tenus à une date donnée. Comme les ressources judiciaires sont limitées et que les coordonnateurs de procès doivent surmonter des obstacles considérables dans l'optimisation de ces ressources, il pourrait s'avérer difficile d'adopter un système de dates de procès fixes à l'heure actuelle. Néanmoins, l'objectif visé doit être celui de fournir aux avocats et aux parties des dates de début de procès fixes et certaines.

Les ajournements figuraient également parmi les problèmes signalés en raison du désordre qu'ils provoquent dans le rôle d'audience et le calendrier judiciaire. Dans l'éventualité où l'on adopterait des dates de procès fixes ou un système semblable, il faudrait faire en sorte que les ajournements soient beaucoup plus difficiles à obtenir qu'ils le sont actuellement, même sur consentement. Le concept offrant un ajournement gratuit devrait être écarté.

La magistrature pourrait aussi chercher à établir de son propre chef une norme ou un point de référence selon lequel on entendrait les causes et qui serait pris en compte

## Projet de réforme du système de justice civile

dans l'établissement du calendrier et des dates de procès d'une région. Une telle norme serait le reflet du point de vue du tribunal en ce qui a trait à la durée de la période d'attente avant le début d'un procès. Bien entendu, compte tenu des difficultés inhérentes à l'établissement du calendrier des procès et de la fluctuation des ressources judiciaires disponibles, toute norme adoptée ne pourrait être respectée dans tous les cas. Par contre, elle renforcerait les pratiques de mise au rôle, contribuerait à réduire l'attente pour un procès et offrirait, dans une certaine mesure, aux avocats et aux parties l'assurance que des dates d'audience seront mises à leur disposition dans un délai raisonnable à partir du moment où leur cause est prête à être entendue.

### *Pratiques d'établissement du calendrier des motions*

Les retards d'audition des motions variaient d'une région à l'autre, allant de quelques semaines à trois mois pour les motions courtes (c.-à-d. une heure ou moins) et de trois à quatre mois pour les motions plus longues.

À Ottawa, le barreau a indiqué que les retards d'audition des motions étaient en croissance : l'attente se situait autour de six semaines pour les motions courtes entendues par un juge et autour de trois mois pour les motions longues (entre une et deux heures). Les motions de très longue durée (plus de deux heures) étaient entendues dans un délai de six mois, période que l'on décrivait comme le temps nécessaire pour permettre aux avocats d'échanger les dossiers de motion, de procéder aux contre-interrogatoires et de déposer leurs mémoires. La période d'attente se situait autour de deux mois pour les motions courtes entendues par un protonotaire et autour de quatre mois pour les motions longues.

Dans la région du Centre-Est – surtout à Whitby, à Newmarket et à Barrie – on a signalé une augmentation du nombre de motions au civil. À Newmarket, les motions longues (plus de deux heures) sont entendues à la prochaine audience civile et, en date du 14 juin 2007, la prochaine audience civile (du 8 au 26 octobre) devait se tenir dans quatre mois.

## Projet de réforme du système de justice civile

Dans les endroits n'affichant apparemment pas de retard, la liste était souvent illimitée et surchargée, faisant en sorte que les motions courtes qui devaient être entendues ne puissent l'être. Ce problème a été signalé à Newmarket et à Brampton, où des juges supplémentaires n'étaient pas toujours disponibles pour entendre ces motions.

À Toronto, le temps d'attente pour l'audition d'une motion a diminué. Les motions courtes (moins de deux heures) sont maintenant entendues par un juge dans un délai de deux à trois mois (en baisse par rapport à trois ou quatre mois) et les motions longues sont entendues, de façon générale, dans un délai de quatre mois (en baisse par rapport à cinq ou six mois). Une comparution de cinq minutes à la Cour de triage, qui porte bien son nom, est nécessaire en vue de fixer la date d'audition d'une motion longue. Les motions devant être entendues par un protonotaire le sont dans un délai de deux à trois semaines. Ces temps d'attente étaient perçus comme acceptables, sauf dans les cas d'urgence manifeste pour lesquels l'établissement du calendrier posait parfois des problèmes.

On peut s'attendre à ce que la nomination de juges supplémentaires, surtout dans les tribunaux qui affichent des retards considérables d'audition des motions, ait l'impact le plus direct et le plus important sur l'amélioration de l'accès au système de justice civile. Entre-temps, la magistrature devrait envisager d'autres améliorations à l'établissement du calendrier des motions afin de réduire les coûts et les retards.

Par exemple, afin de réduire le nombre de motions courtes, les motions très courtes pourraient être entendues aux audiences en chambre à 9 h 30, comme c'est le cas au rôle commercial et à la Cour de triage de 9 h. On me dit que certains juges d'autres régions offrent de brèves périodes d'audience semblables. Les affaires brèves *ex parte* et les questions de mise au rôle, de consentement ou autre nécessitant moins de 10 minutes pourraient être entendues au cours de cette période, ce qui libérerait des plages horaires pour les motions courtes normales. Cela permettrait de réduire le nombre d'affaires qui se font rayer de la liste des motions courtes. Afin de réduire davantage les coûts de telles



## Projet de réforme du système de justice civile

motions, ces affaires devraient être entendues par téléconférence (voir les recommandations sur les téléconférences dans la section Technologie).

Du point de vue des coûts, il est inacceptable qu'un avocat doive passer une journée entière en cour pour débattre une motion, si longue soit-elle. Si les motions étaient entendues durant des plages horaires fixes, ou même pendant les séances du tribunal tenues le matin ou l'après-midi, les dépenses engagées par les parties litigantes diminueraient considérablement. De nombreuses personnes ont suggéré qu'un plus grand nombre de motions soient entendues par téléconférence, surtout dans les affaires où les clients ne comparaissent pas, de manière à éviter les pertes de temps en cour. À Toronto, on signale que l'audition de cas par téléconférence, en vertu de la règle 77 régissant la gestion des causes, est une méthode efficace et efficiente de résolution des questions de procédure dans le cadre des instances. Autrement, les parties doivent déposer une motion et comparaître afin d'obtenir la mesure de redressement désirée. On a également suggéré que la magistrature opte pour un système individualisé d'établissement des calendriers pour faire en sorte que les motions de fond d'une affaire soient toutes entendues par le même juge.

Un problème particulier a également été relevé à Toronto. Les motions courtes sont mises au rôle par l'entremise de l'Unité de l'établissement des motions, sans que les documents soient déposés à l'avance. Cette méthode permet d'envisager, au moment de l'établissement de la date, des estimations de la durée et d'empêcher la surcharge des listes de motions courtes. Toutefois, cette méthode a engendré le problème des « motions fantômes » au calendrier. Ce n'est qu'à 14 h, deux jours avant la date prévue de l'audience, lorsqu'aucun formulaire de confirmation ou autre document n'est déposé, que le tribunal se rend compte qu'une motion prévue ne sera pas entendue. On m'a signalé qu'il s'agit d'un phénomène qui se produit régulièrement : entre trois et quatre motions sont prévues chaque jour sans que ne soit déposé aucun document, ce qui entraîne des pertes de temps considérables.

## Projet de réforme du système de justice civile

Le choix du moment où sont déposés les documents associés à la motion et le formulaire de confirmation de la motion pourrait aussi être réexaminé en tant qu'outil visant à améliorer l'établissement du calendrier. En vertu des règles, les documents associés à la motion d'une partie requérante doivent être déposés trois jours avant la date de l'audience. Les documents associés à une motion de défense doivent être déposés deux jours avant. Le formulaire de confirmation, qui contient l'estimation de la durée de la motion, doit être déposé à 14 h deux jours avant l'audience. En conséquence, la liste des motions devant être entendues ne peut être finalisée que deux jours avant la date de l'audience. Il ne reste alors pas suffisamment de temps pour prendre des mesures à l'égard d'une liste surchargée. Ces délais devraient être modifiés afin que l'on puisse communiquer avec les parties pour les aviser de se présenter à une autre date dans l'éventualité où la liste a été surchargée. En allongeant ces délais, on pourrait également régler le problème des « motions fantômes » qui a été signalé à Toronto. Par exemple, si les parties déposaient les documents sept jours avant la date proposée d'audition de la motion et si le formulaire de confirmation de la motion était déposé cinq jours avant l'audience, le greffier des motions disposerait alors du temps nécessaire pour fixer de nouvelles dates pour les causes figurant sur des listes surchargées ou pour remplir les plages horaires laissées vacantes par des motions fantômes.

Je ne vois aucune raison pour laquelle une limite de temps ne devrait pas être imposée aux plaidoiries de motions longues. Une telle mesure nécessiterait un examen détaillé anticipé de la motion. Cette procédure s'est révélée efficace à la Cour d'appel où l'on impose des limites de temps aux plaidoiries de tous les appels. Les examens détaillés sont effectués par les avocats de la Cour d'appel. Un processus a été mis en place permettant à un juge d'examiner l'attribution du temps des avocats membres du personnel. Ce système fonctionne bien. Il a contribué à éliminer le nombre de causes en attente à la Cour d'appel. La plupart des gens (moi compris) sont d'avis que les limites de temps ont rehaussé la qualité des plaidoiries en obligeant les avocats à mieux cibler leurs arguments. De plus, puisqu'il s'applique à tous les appels, le système d'attribution du temps facilite l'application des limites de temps lorsqu'une partie assure sa propre défense.

# Projet de réforme du système de justice civile

À Ottawa et à Toronto (Cour de triage), un protonotaire responsable de la gestion des causes ou un juge procède déjà à l'examen détaillé des motions de plus de deux heures afin d'établir un échéancier pour s'assurer qu'elles sont prêtes à être entendues et attribuer une date d'audience. Cette procédure pourrait être adoptée dans d'autres régions affichant des retards d'audition des motions longues (p. ex., Brampton et Newmarket). Elle pourrait faire appel à un juge, à un protonotaire ou à un avocat membre du personnel (comme à la Cour d'appel) pour qu'il examine une ébauche de l'avis de motion ou un résumé d'une page de la preuve et des questions à trancher et qu'il attribue des limites de temps aux plaidoiries. S'il est adopté dans la région, un rendez-vous à 9 h ou 9 h 30 pourrait être utilisé pour préparer l'échéancier des motions longues et attribuer des limites de temps aux plaidoiries.

## Recommandations (établissement du calendrier des procès et des motions)

### □ Le bureau du Juge en chef de la Cour supérieure et les juges principaux régionaux de chaque région envisagent les possibilités suivantes :

- remplacer l'obligation de comparaître en personne à l'audience de fixation du rôle par une nouvelle méthode d'établissement de la date des procès (p. ex., conférer aux coordonnateurs de procès le pouvoir de fixer les dates des procès; utiliser un formulaire administratif, soumis conjointement par les parties, permettant de fixer les dates des procès; tenir des audiences de fixation du rôle par téléconférence; se servir d'Internet pour fixer les dates provisoires des procès);
- imposer des limites de temps aux procès et les faire respecter afin de procurer une certitude accrue quant à leur durée et d'améliorer l'établissement du calendrier des procès;
- adopter et mettre en application de manière rigoureuse une politique sur les ajournements;

## Projet de réforme du système de justice civile

- établir des normes externes de temps selon lesquelles les procès devront être entendus et dont il faudra tenir compte au moment d'établir le calendrier des procès. Ces normes fourniront aux parties au litige un point de référence leur permettant de savoir à quel moment une date de procès pourrait se libérer, une fois leur cause rendue à l'étape de la mise au rôle.
- Le bureau du Juge en chef de la Cour supérieure et les juges principaux régionaux de chaque région devraient envisager :
- l'institution d'audiences tenues en chambre à 9 h ou à 9 h 30 pour traiter les affaires *ex parte* ainsi que les questions d'établissement du calendrier, de consentement et autres qui nécessitent moins de 10 minutes et qui figureraient autrement sur les listes des motions. L'audience en chambre se ferait en personne ou par téléconférence;
  - l'utilisation de plages horaires plus précises pour l'audition des motions (p. ex., des plages horaires le matin et l'après-midi) afin de limiter les pertes de temps en cour;
  - l'utilisation accrue de la téléconférence pour les motions courtes. La modification des règles 1.08 et 37 afin de permettre au tribunal, de son propre chef ou à la demande de l'une des parties, d'utiliser la téléconférence pour fixer une date d'audience et entendre la cause.
- Le Comité des règles en matière civile devrait envisager d'allonger les délais prescrits pour le dépôt des documents relatifs à une motion et du formulaire de confirmation de la motion (p. ex., sept et cinq jours, respectivement, avant la date d'audition prévue de la motion).
- L'introduction d'une procédure d'examen détaillé anticipé pour les motions longues dans les tribunaux où la liste des motions longues est surchargée (p. ex., Brampton

## Projet de réforme du système de justice civile

et Newmarket) et dans d'autres endroits au besoin. Un tel processus permettrait de s'assurer que la motion est prête à être entendue et contribuerait à l'allocation de plages horaires appropriées pour l'audience. Des limites de temps pourraient également être imposées aux plaidoiries.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 14. LIEU

En juillet 2004, une nouvelle règle sur le lieu (règle 13.1) a été ajoutée aux Règles de procédure civile. En vertu de l'ancienne règle, le demandeur pouvait choisir, peu importe le lieu où avait été introduite l'instance, le lieu du procès, qui pouvait se tenir n'importe où en Ontario. Le défendeur pouvait ensuite chercher à faire transférer le procès vers un autre lieu si la prépondérance des inconvénients ou les considérations d'équité étaient favorables à ce que le procès soit tenu ailleurs. En règle générale, les motions visant à faire transférer un procès vers un autre lieu étaient entendues dans le comté où se trouvait le bureau de l'avocat du demandeur.

En vertu de la nouvelle règle, un demandeur a toujours la possibilité d'introduire une instance en n'importe quel lieu, qui sera l'endroit où seront entendues toutes les motions. Par contre, la nouvelle règle accroît le pouvoir de changer le lieu d'un procès sur motion de l'une des parties dans l'intérêt de la justice.

Lors des consultations, des avocats, surtout ceux du Nord de l'Ontario, se sont plaints des coûts que doivent assumer les clients qui cherchent à obtenir une ordonnance visant le transfert d'une instance. Les plaintes ne visaient pas le fond de la règle régissant le lieu, mais plutôt le processus et les dépenses devant être engagés pour obtenir un changement de lieu. Voici un exemple qui illustre cette préoccupation. Une instance est introduite à Toronto dans un contexte où le débiteur et la garantie sont situés à Sudbury, qui est également l'endroit où le contrat donnant lieu à la dette a été conclu. L'audience devrait être tenue à Sudbury et non à Toronto. Pour faire changer le lieu de l'audience, une motion doit être introduite à Toronto et, bien entendu, un dossier de motion avec preuve par affidavit doit être déposé, à moins d'une ordonnance de la cour. Ces démarches exigent de l'argent et, dans cet exemple, l'auteur de la motion est indigné de devoir assumer ces coûts et les inconvénients qui les accompagnent.



## Projet de réforme du système de justice civile

Je reconnais que les utilisateurs importants du système (surtout les créanciers) veulent, eux aussi, réduire leurs coûts en introduisant dans un lieu central (Toronto dans l'exemple ci-dessus) toutes les instances visant à récupérer de l'argent. Le problème n'est pas là. La question est plutôt de savoir quel est le moyen le plus rentable et le plus équitable de transférer une instance.

### Recommandations (Lieu)

- ❑ Il me semble que, dans le meilleur des mondes, un demandeur devrait être en mesure d'introduire une instance en n'importe quel lieu en déposant sa demande par voie électronique. Dans la mesure du possible, la demande devrait ensuite être transférée vers le lieu qui y est indiqué.
- ❑ Le processus de changement de lieu devrait être simplifié (p. ex., en déposant un formulaire simplifié de motion de deux pages avec ou sans preuve par affidavit, modelé sur les règles de procédure simplifiée et de gestion des causes).
- ❑ Les motions visant le changement de lieu devraient être entendues par téléconférence ou déposées par écrit, sous réserve de directives contraires si des plaidoiries sont nécessaires. Dans les cas clairs, comme celui de l'exemple ci-dessus, l'auteur de la motion devrait être indemnisé sur-le-champ de tous ses dépens.
- ❑ Subsidiairement, modifier les paragraphes 37.03 (1), 38.03 (1), 77.01 (5) et 76.05 (2) afin de permettre à une partie d'introduire, auprès de n'importe quel tribunal, une motion visant le changement de lieu.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 15. CIVILITÉ

Dans le système adversatif, les contentieux donnent trop souvent lieu à une conduite partisane sous-jacente chez les membres du barreau. La mentalité du « c'est moi le plus redoutable en ville » fait trop souvent partie de la stratégie de marketing et de la conduite de certains avocats. La maxime usée selon laquelle « un procès n'est pas une partie de plaisir » ne devrait pas justifier une conduite contraire à la civilité ou à l'éthique.

Les juges ont parfaitement le droit d'exiger que les avocats fassent preuve de civilité dans la salle d'audience, dans le cadre de leurs échanges avec la cour et les avocats de la partie adverse. Une conduite inacceptable en cour devrait donner lieu à des sanctions, y compris les renvois pour outrage et les ordonnances d'adjudication des dépens. Pour y avoir été, je suis toujours étonné de voir que certains avocats (une minorité très distincte) semblent croire qu'ils aident la cause de leurs clients en se conduisant d'une manière que d'autres (y compris le juge du procès et le jury) percevront, avec raison, comme indûment agressive.

Il est plus difficile de contrôler l'incivilité à l'extérieur de la salle d'audience. En tant qu'organe de réglementation de la profession, le Barreau du Haut-Canada a évidemment un rôle à jouer dans le traitement des plaintes concernant la conduite des avocats. Son code de déontologie interdit tout comportement discourtois et la tromperie. Plutôt que d'adopter de nouvelles règles, il faut appliquer celles qui sont déjà en place.

De plus, en juillet 2006, l'Association du Barreau canadien a mis à jour son Code de déontologie professionnelle (adopté pour la première fois en 1920) en y intégrant des principes de courtoisie entre avocats. Le code contient une mise en garde qui signale aux

## Projet de réforme du système de justice civile

avocats qu'un comportement impoli ou perturbateur pourrait entraîner des mesures disciplinaires<sup>99</sup>.

L'Advocates' Society a également rédigé un document intitulé *Principes de courtoisie entre avocats* qui présente de nombreuses directives concernant les relations avec l'avocat de la partie adverse, les communications avec les autres personnes, la conduite des procès et les rapports des avocats avec les juges<sup>100</sup>.

Si le statut professionnel de l'avocat n'est pas un motif suffisant pour l'encourager à se conduire avec civilité, les Règles de procédure civile permettent à la cour de contrôler le comportement des avocats et, le cas échéant, de rendre des ordonnances d'adjudication des dépens à leur encontre. La règle 57.07 prévoit que, si le procureur d'une partie a fait engager des dépens sans raison valable ou les a fait augmenter inutilement par des retards abusifs, par négligence ou par une autre omission, le tribunal peut, par ordonnance : lui refuser les dépens procureur-client ou lui enjoindre de rembourser son client des sommes que celui-ci lui a versées pour les dépens; lui enjoindre de rembourser son client des dépens que celui-ci est tenu de payer à une autre partie; lui enjoindre de payer personnellement les dépens d'une autre partie. Tout récemment, la Lawyer's Professional Indemnity Company (LawPro) a enjoint aux avocats d'adopter un comportement courtois de manière à éviter les demandes de frais en vertu de la règle 57.07, soulignant que ces demandes se multiplient depuis trois ans<sup>101</sup>.

Je conviens que le Barreau ne dispose pas des ressources nécessaires pour procéder à une enquête complète chaque fois qu'un comportement discourtois est signalé. Toutefois, je crois qu'une lettre du Barreau pourrait bien avoir un effet thérapeutique

<sup>99</sup> L'Association du Barreau canadien, *Code de déontologie professionnelle, Principes de courtoisie entre avocats*, page 131, à l'adresse : Association du Barreau canadien <[http://www.cba.org/ABC/activities\\_f/pdf/codeofconduct06.pdf](http://www.cba.org/ABC/activities_f/pdf/codeofconduct06.pdf)>.

<sup>100</sup> The Advocates' Society, *Principes de courtoisie entre avocats*, en ligne à l'adresse : The Advocates' Society <[http://www.advocates.ca/pdf/100\\_Civility\\_F.pdf](http://www.advocates.ca/pdf/100_Civility_F.pdf)>.

<sup>101</sup> LawPro, *A Special Report: Litigation Tidal Wave, Your Liability for Costs*, partie 4 de 6, en ligne à l'adresse : LawPro, <[http://www.lawpro.ca/News/archive\\_sections/Special\\_Report4.asp](http://www.lawpro.ca/News/archive_sections/Special_Report4.asp)>.

# Projet de réforme du système de justice civile

considérable dans les cas où une enquête complète n'est pas justifiée. Les ordonnances d'adjudication des dépens auront également cet effet dans les rares cas où le tribunal conclut que l'avocat doit payer personnellement les dépens d'une partie.

Malgré la place de plus en plus importante qui a été accordée, ces dernières années, à la civilité dans la formation juridique continue, dans certaines écoles de droit et dans les codes de déontologie rédigés par les associations professionnelles, les cas de comportement discourtois entre avocats sont répandus. La question de la civilité revêt une importance particulière pour une profession autoréglementée dans laquelle les règles et les normes sont définies et mises en application par les membres de la profession eux-mêmes. Les règles régissant le comportement sont déjà en place et les avocats disposent d'énormément de ressources leur permettant d'en apprendre plus sur l'éthique professionnelle et les questions de civilité. Par conséquent, il ne faudrait pas excuser trop facilement les avocats qui manquent de se conformer à ces règles.

## **Recommandations (civilité)**

- ❑ **La nécessité d'un comportement éthique fait désormais partie du programme d'études des écoles de droit. La civilité est un aspect du comportement éthique sur lequel les écoles de droit devraient insister, si tel n'est pas déjà le cas.**
- ❑ **Les cabinets d'avocats devraient fournir à leurs stagiaires une formation qui souligne l'importance de la civilité. Le comportement discourtois chez les stagiaires ne devrait pas être toléré.**
- ❑ **Les juges devraient adopter une attitude de « tolérance zéro » lorsqu'ils sont confrontés à un comportement discourtois dans la salle d'audience. Ils disposent d'une vaste gamme de recours, y compris la persuasion, le signalement du comportement discourtois d'un avocat au Barreau, les ordonnances d'adjudication des dépens et, dans les cas graves, le processus d'outrage.**

## Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ Les avocats ne devraient pas hésiter à signaler les cas de comportement discourtois au Barreau. Si le Barreau n'est pas au fait d'un comportement discourtois, on ne peut pas s'attendre à ce qu'il prenne des mesures pour y remédier.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 16. UTILISATION DE LA TECHNOLOGIE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE CIVILE

Les réunions avec le Comité consultatif de la technologie m'ont permis de constater que la technologie employée dans le cadre d'instances civiles revêt trois aspects : a) entre avocats/parties, b) par les tribunaux et c) pour l'administration des tribunaux.

### *Solutions technologiques permettant les échanges entre avocats*

Il me semble que la majorité des solutions technologiques pouvant contribuer à réduire les coûts associés aux instances civiles sont celles qu'utilisent les parties, notamment pour communiquer entre elles. J'aimerais citer quelques exemples qui en illustrent les avantages potentiels.

Comme je l'ai mentionné dans la section sur les enquêtes préalables et comme le recommandent les lignes directrices sur la communication des documents électroniques et les *Principes de Sedona Canada*, on encourage les parties à discuter de l'utilisation de la technologie tôt dans le processus judiciaire. Elles devraient plus particulièrement aborder les questions de savoir comment des documents électroniques seront produits et comment se fera le partage de l'information. Une fois que les parties se sont entendues sur la production de documents électroniques, les avocats respectifs pourront importer les documents dans leurs logiciels de gestion des litiges. Ces logiciels peuvent servir à chercher et à récupérer rapidement tous les documents ayant rapport à la cause et à faire des renvois à des plaidoiries, des transcriptions et autres notes prises par l'avocat. Ils permettent de réaliser d'importantes économies de temps qui sont simplement inconcevables dans le monde du papier. La production de documents sur papier fait fréquemment augmenter les dépenses engagées par les parties. Il y a souvent une meilleure façon de procéder.

Il est possible de numériser de grandes quantités de documents papier afin d'en faire des fichiers image pouvant être stockés sur cédérom à des coûts souvent beaucoup



## Projet de réforme du système de justice civile

moins élevés que ceux de la production d'une quantité semblable de documents photocopiés. Par exemple, dans une cause faisant appel à 50 000 documents, il en coûte 62 500 \$ pour produire cinq copies de chaque document au prix de 0,25 \$ la page. Par contre, si l'on fait numériser les documents par une entreprise offrant des services de gestion de documents et de litiges, le coût s'élèvera à environ 12 000 \$. Il faut encourager les parties à convenir de faire appel à une entreprise qui offre ces services pour leur permettre de réaliser ces économies. Une fois qu'ils auront été numérisés, les documents pourront être dans des logiciels de gestion des litiges.

Je crois que de plus en plus d'avocats tirent parti de ces technologies. Il faut les encourager à les employer davantage dans les domaines où des économies de temps et d'argent peuvent être réalisées. Il faudrait tenir compte du défaut de gérer les documents de manière économique lorsque vient le temps d'attribuer les dépens associés à une instance.

### *Solutions technologiques employées dans les tribunaux*

La deuxième catégorie de technologies employées dans le système de justice civile est celle qu'utilise le juge qui préside ou le protonotaire. Par exemple, en vertu du paragraphe 1.08 (1), tout ou partie de certaines instances peuvent être entendues ou menées par téléconférence ou vidéoconférence si des installations en vue de la tenue d'une téléconférence ou d'une vidéoconférence sont disponibles au tribunal ou sont fournies par une partie. Le tribunal peut, sur consentement des deux parties ou sur motion de l'une des parties rendre une ordonnance prescrivant la tenue d'une téléconférence ou d'une vidéoconférence<sup>102</sup>. Toutefois, aucune disposition ne permet expressément au tribunal de rendre, de sa propre initiative, une ordonnance prescrivant la tenue d'une téléconférence ou d'une vidéoconférence. Cette lacune doit être corrigée en lui conférant ce pouvoir

---

<sup>102</sup> Règles de l'Ontario, r. 1.08 (2) et (3). Il convient de noter que les événements décrits dans la règle 77 sur la gestion des causes civiles peuvent aussi être entendues par téléconférence ou par vidéoconférence (voir p. ex., le paragraphe R.77.12 (2.1)).

## Projet de réforme du système de justice civile

surtout dans les cas de simples questions de procédure ou lorsque de grands déplacements sont requis de la part des avocats ou des parties.

La technologie peut aussi être utilisée pour présenter la preuve. Dans certaines causes faisant appel à un grand nombre de documents, les parties et le fonctionnaire judiciaire qui préside ont pris les dispositions nécessaires en vue de se servir de la technologie dans le cadre d'une motion, d'un procès ou autre audience. Par exemple, on pourrait fournir au juge un cédérom sur lequel se trouvent tous les documents auxquels on fera référence au cours de l'audience. Dans certains cas, les parties ont pris des dispositions pour permettre au juge de suivre une formation sur les logiciels de gestion des litiges afin qu'il puisse consulter et annoter les fichiers du cédérom.

### *La directive en matière de pratique du modèle de la Colombie-Britannique*

En juillet 2006, Donald Brenner, juge en chef de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, a publié une directive en matière de pratique concernant les documents et les preuves électroniques dans cette province<sup>103</sup>. Elle établit un cadre régissant l'échange de documents par voie électronique entre les parties et la présentation de documents électroniques au tribunal pendant le procès. Elle s'applique sur consentement des parties ou sur ordonnance du tribunal. On encourage les parties à adopter la directive lorsqu'une proportion substantielle des documents à divulguer au préalable est sous forme électronique, lorsque plus de 1 000 documents doivent être divulgués au préalable ou lorsque plus de trois parties participent à une instance. Des listes de contrôle ainsi qu'un glossaire ont été ajoutés à la directive afin d'en favoriser la mise en application efficace. Le Comité consultatif sur l'utilisation des nouvelles technologies par les juges du Conseil canadien de la magistrature surveille la mise en œuvre de la directive qu'a adoptée la

<sup>103</sup> Juge en chef Donald Brenner, *Practice Direction re: Electronic Evidence* (Cour suprême de la Colombie-Britannique, 1<sup>er</sup> juillet 2006), en ligne : site Web de British Columbia Courts, <<http://www.courts.gov.bc.ca/sc/practice%20directions%20and%20notices/Civil/Practice%20Direction%20-%20Electronic%20Evidence%20-%20July%201,%202006.pdf>>.

# Projet de réforme du système de justice civile

Colombie-Britannique et envisage de s'en servir comme modèle pouvant être adopté par d'autres territoires de compétence au Canada.

## *Solutions technologiques employées pour l'administration des tribunaux*

La Division des services aux tribunaux (DST) du ministère du Procureur général est chargée de la technologie employée par les services d'administration des tribunaux. Depuis 2001, la DST a préparé un plan de mise en œuvre de plusieurs avancées technologiques suite à l'échec du Projet d'intégration du système judiciaire qui devait procurer des améliorations technologiques très ambitieuses à tous les ministères de la justice. Contrairement au Projet d'intégration du système judiciaire, qui prônait l'introduction rapide de changements massifs, le plan vise la mise en place graduelle de la technologie dans le système judiciaire. Il cherche à intégrer progressivement, sur une période de plusieurs années, des améliorations technologiques qui appuieront de façon directe les priorités établies.

Depuis 2001, la DST a mis en place un certain nombre d'avancées technologiques importantes dans les tribunaux de l'Ontario. Parmi celles qui influent sur les instances civiles, on retrouve :

- **un système provincial de suivi des cas (FRANK) :** FRANK est un système de suivi des cas à gestion centralisée qui est utilisé par le personnel judiciaire dans le cadre d'instances entendues par les tribunaux civils, ceux de la famille, la Cour des petites créances et la Cour divisionnaire ainsi que dans le cadre des affaires criminelles entendues par la Cour supérieure. Il surveille automatiquement les délais réglementés fixés pour chaque cause en vertu des règles; il fournit un index automatisé des causes; il produit les nombreux formulaires, avis et rôles nécessaires et il fournit en outre un outil d'établissement de calendrier et de gestion d'agenda aux personnes chargées d'établir le rôle d'audience;

# Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ **les vidéoconférences** : on a installé du matériel de vidéoconférence ainsi que le câblage nécessaire dans 51 tribunaux;
- ❑ **une salle d'audience électronique dans la région de Toronto** : une salle d'audience électronique modèle a été créée à la Cour supérieure de justice à Toronto afin de pourvoir aux besoins d'un tribunal de commerce au rôle très chargé et de gérer de grandes quantités de preuves, la présentation de preuves par voie électronique et les témoignages à distance, surtout pour les audiences mettant en cause plusieurs territoires de compétence;
- ❑ **les caméras de transmission de documents** : les caméras de transmission de documents prennent des images de documents papier et autres preuves matérielles et les projettent dans la salle d'audience. Il s'agit de l'équivalent moderne du rétroprojecteur; elles sont installées dans 62 tribunaux;
- ❑ **un chariot informatique** : ce chariot informatique comprend un ordinateur portable, un système de projection et de lecture vidéo, un amplificateur audio, une caméra de transmission de documents et une imprimante laser. Ces chariots sont offerts dans 57 tribunaux;
- ❑ **l'accès à internet** : des plans sont en place pour l'élargissement de l'accès à internet dans la prochaine année par le biais d'une entente avec un nouveau fournisseur gouvernemental officiel de services de télécommunication;
- ❑ **l'amplification audio pour les malentendants** : des amplificateurs audio pour malentendants sont offerts dans 32 tribunaux.

Un élément important du plan de la DST est l'ajout, en 2008-2009, d'une fonction de gestion de documents au système FRANK, ce qui permettra de réinstaurer le dépôt électronique de documents dans le système de justice civile. Une fois en place, la capacité de dépôt électronique de documents représentera une avancée considérable. J'espère qu'il sera possible d'accélérer la mise en œuvre de ce projet.

# Projet de réforme du système de justice civile

Le ministère a aussi lancé le Projet d'examen des services de sténographie judiciaire, guidé par un comité consultatif externe, afin d'évaluer les options et la technologie permettant d'améliorer les services de sténographie et de transcription dans les tribunaux de l'Ontario. À l'automne 2007, des recommandations seront soumises au sous-procureur général concernant un modèle amélioré de modernisation des services de sténographie judiciaire et de transcription. Étant donné les craintes généralisées au sujet des retards dans la transcription des instances criminelles et civiles, j'appuie cette initiative. La transcription des instances civiles a été compromise en raison de la priorité accordée à la transcription des instances criminelles. Il m'apparaît évident qu'il faut déterminer s'il existe de meilleures méthodes de production des transcriptions – au criminel comme au civil.

## *Nécessité de mesures collectives*

Les intervenants du domaine de la justice (la magistrature, le barreau et le ministère) ont examiné des initiatives technologiques, principalement au cas par cas. Il faut louer, encourager et élargir ces initiatives. Cela étant dit, des mesures collectives de la part de la magistrature, du barreau et du ministère seront nécessaires si l'on veut progresser davantage dans ce domaine. Je crois que les juges doivent non seulement contribuer à ces efforts collectifs, mais aussi en être les dirigeants. En cette période que je considère comme provisoire, dans laquelle l'utilisation de la technologie progresse au cas par cas, la magistrature et les services d'administration des tribunaux devraient tout mettre en œuvre, dans la mesure du raisonnable, afin d'accueillir les demandes du barreau en matière de technologie.

La présente révision ne vise pas, à mon avis, à proposer des modifications générales pouvant être apportées à l'ensemble du système en vue de rendre obligatoire l'utilisation de la technologie dans les instances civiles. De surcroît, à la suite des leçons dispendieuses tirées du Projet d'intégration du système judiciaire, je crois qu'il serait imprudent de proposer des réformes technologiques systémiques d'envergure. Toutefois, je

## Projet de réforme du système de justice civile

ne crois pas que les nombreuses questions liées à la technologie qui ont été soulevées devraient être laissées de côté ou reportées déraisonnablement.

Par conséquent, je recommande que soit créé un comité ayant comme objectif de déterminer quelles améliorations technologiques supplémentaires devraient être apportées dans le cadre de trois projets pilotes dans des tribunaux ontariens de petite, moyenne et grande taille. Cette proposition tient compte du fait que les tribunaux, selon leur taille, peuvent avoir différents besoins en matière de technologie. Je suggère que le comité soit formé de neuf membres, de manière que la magistrature, le barreau et les services administratifs des tribunaux soient chacun représentés par un membre provenant de chacun des trois types de tribunal. Le comité devrait soumettre ses recommandations au procureur général, au juge en chef de l'Ontario et – puisque bon nombre d'améliorations technologiques auront probablement des répercussions sur l'administration des tribunaux et les fonctions de l'appareil judiciaire – au juge en chef de la Cour supérieure de justice.

Les recommandations devraient être détaillées et tenir compte des conséquences d'ordre politique, juridique, financier et opérationnel. Elles devraient également comprendre des processus permettant d'évaluer les réformes mises en place. Voici une liste non exhaustive des questions à étudier :

- ❑ Une amélioration technologique aura-t-elle des répercussions bénéfiques ou néfastes sur l'accès à la justice?
- ❑ Quelles seraient les implications d'un accès général et illimité, par l'entremise d'Internet, aux dossiers des tribunaux, aux registres de la Cour et aux rôles d'audience sur la sécurité des tribunaux et le respect de la vie privée des parties?
- ❑ Quelle serait l'incidence des améliorations technologiques sur les pratiques actuelles des tribunaux?
- ❑ Existe-t-il un désir généralisé pour que soit mise en place une solution technologique donnée? Dans la négative, la solution en question pourrait rester



## Projet de réforme du système de justice civile

inutilisée et constituer un gaspillage de ressources. La mise en œuvre sur le plan local, plutôt que sur le plan provincial, devrait être considérée comme une possibilité.

- ❑ Quels sont les coûts et les avantages associés à toute réforme technologique ainsi que les ressources pouvant y être consacrées?
- ❑ Quels outils permettraient d'évaluer le succès de la réforme?

### Recommandations (technologie)

- ❑ Il faut encourager les parties et leurs avocats à étudier les moyens d'appliquer la technologie pour partager de l'information par voie électronique afin de réaliser des économies de temps et d'argent. La magistrature et les services d'administration des tribunaux devraient, dans la mesure du possible, tout mettre en œuvre pour accueillir les demandes d'utilisation de la technologie dans le cadre d'instances individuelles.
- ❑ Il faudrait modifier les règles 1.08 et 37 pour permettre à une partie de proposer, ou à un tribunal d'ordonner de son propre chef, que toute affaire dont il est fait mention dans la règle 1.08 puisse être entendue par téléconférence ou vidéoconférence.
- ❑ Un comité formé de neuf membres (la magistrature, le barreau et les services d'administration des tribunaux représentés chacun par un membre provenant d'un tribunal ontarien de petite, moyenne et grande taille) devrait être créé et avoir pour mandat de présenter au procureur général, au juge en chef de la Cour supérieure de justice et au juge en chef de l'Ontario des recommandations concernant les améliorations technologiques pouvant être apportées dans les trois types de tribunal. Les recommandations devraient être détaillées et tenir compte des conséquences d'ordre politique, juridique, financier et opérationnel.

# Projet de réforme du système de justice civile

Elles devraient également comprendre un processus permettant d'évaluer les réformes mises en place.

- Les juges devraient suivre une formation supplémentaire sur tous les aspects de l'utilisation de la technologie dans la salle d'audience et à l'extérieur de cette dernière. Il s'agit d'une question qu'étudie présentement le Comité consultatif sur l'utilisation des nouvelles technologies par les juges du Conseil canadien de la magistrature. L'Institut national de la magistrature et le ministère du procureur général devraient contribuer, dans la mesure du possible, à la prestation d'une telle formation.

# Projet de réforme du système de justice civile

## 17. COMITÉ DES RÈGLES EN MATIÈRE CIVILE

Le mandat du Comité des règles en matière civile est de formuler des recommandations à l'intention du procureur général concernant les règles de pratique et de procédure civile relatives à la Cour d'appel, à la Cour supérieure de justice et à la Cour des petites créances, qui est une chambre de la Cour supérieure de justice. Le Comité, qui se compose de 29 membres, est divisé en quatre sous-comités chargés d'envisager des réformes dans des domaines distincts de procédure.

Le Comité dispose d'un secrétariat composé d'un membre du barreau provenant du secteur privé, d'un universitaire, d'un juge et d'un avocat du ministère du procureur général. Le secrétariat est en voie d'examiner et d'analyser toutes les modifications aux règles proposées et fournit des commentaires avant d'envoyer les soumissions au Comité aux fins d'examen. Il consulte également à l'occasion des intervenants lorsque le Comité lui en fait la demande. Il est réactif dans la mesure où il ne formule généralement pas de nouvelles propositions à l'intention du Comité ou n'entreprend pas de planification à long terme de la réforme de la justice. Tout le monde peut demander que l'on modifie une règle en écrivant au secrétariat du Comité.

Le secrétariat a offert un soutien inestimable au Comité des règles en matière civile. Ses quatre membres ont une très grande expertise en matière de procédure civile et ont examiné avec diligence la réforme potentielle des Règles de procédure civile. Les modifications proposées font l'objet d'une analyse dans un mémoire rédigé avec soin. Bien que son travail soit louable, il me semble que le secrétariat, dirigé par le président du Comité, pourrait jouer un rôle plus grand et plus proactif dans la réforme des règles.

Dans le cadre du présent examen, trois questions de première importance ont été soulevées relativement au Comité des règles en matière civile :

## Projet de réforme du système de justice civile

- i. Devrait-on réduire la taille du Comité afin qu'il soit plus efficace? Si oui, dans quelle mesure?
- ii. Le Comité devrait-il être plus transparent? Si oui, comment arriver à une plus grande transparence?
- iii. Serait-il opportun d'apporter des améliorations en ce qui concerne le rôle et la fonction du secrétariat?

Plusieurs territoires canadiens de compétence n'ont pas de Comité des règles en matière civile officiel (p. ex., le Québec, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest, la Saskatchewan et le Yukon). Dans les provinces canadiennes qui en ont un, le comité y est plus petit que celui de l'Ontario. Après l'Ontario, avec ses 29 membres, la province où le comité est le plus gros est le Manitoba, avec 16 membres, dont seulement 12 ont le droit de vote. À l'exception de ceux du Manitoba et de l'Ontario, aucun comité n'est composé de plus de 11 membres et la plupart en ont 10 ou moins.

Bien que je convienne que les intervenants du domaine de la justice civile devraient être représentés au Comité des règles en matière civile, il me semble que celui-ci serait plus efficace si sa taille était réduite. En premier lieu, le Comité lui-même devrait se pencher sur cette question et formuler des recommandations à l'intention du procureur général quant à la réduction de sa taille.

L'ordre du jour et les procès-verbaux des réunions du Comité des règles en matière civile ne sont pas publiés. Quoique l'identité des membres du comité ne soit pas un secret, elle est difficile à déterminer. Bien que des membres du barreau provenant du secteur privé siègent au Comité, la non-divulcation des activités de celui-ci limite la transparence sur les plans de l'ordre du jour des réunions et du processus décisionnel.

# Projet de réforme du système de justice civile

La transparence pourrait être manifestement accrue sur-le-champ en publiant la liste des membres, l'ordre du jour des réunions et les procès-verbaux du Comité. Cela permettrait aux parties intéressées d'avoir une meilleure idée de la composition du Comité, de ses délibérations et des questions sur lesquelles il se penche activement. La publication de ces renseignements sur un site Web constituerait un mécanisme efficient d'information des avocats et autres parties intéressées. Elle améliorerait également le processus de consultation et permettrait aux parties intéressées de participer aux travaux du Comité. Elle pourrait fort bien améliorer la qualité des mémoires présentés au secrétariat du Comité aux fins d'examen.

La publication complète et détaillée des procès-verbaux des réunions du Comité ou même un résumé de ses délibérations pourrait soulever des préoccupations raisonnables. Des membres pourraient ne pas parler franchement de leurs expériences et émettre leur point de vue sur une proposition de réforme si tous les aspects des réunions du Comité étaient rendus publics. Je comprends ces préoccupations. Dans la mesure où cette préoccupation concernant les procès-verbaux est légitime, elle ne s'applique pas à l'ordre du jour des réunions ni à la composition du Comité.

## **Recommandations (Comité des règles en matière civile)**

- ❑ **Le Comité des règles en matière civile devrait formuler lui-même des recommandations à l'intention du procureur général sur la réduction du nombre de ses membres.**
- ❑ **La liste des membres du Comité et l'ordre du jour des réunions devraient être affichés sur le site Web des tribunaux de l'Ontario. Le Comité des règles en matière civile devrait déterminer si les procès-verbaux de ses réunions devraient également être affichés sur le site Web et dans quelle mesure ils devraient l'être.**

## Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ Le Comité des règles en matière civile, en se fondant sur les commentaires du secrétariat, devrait recommander des options au procureur général, au juge en chef de l'Ontario et au juge en chef de la Cour supérieure de justice afin de renforcer le mandat du secrétariat pour qu'il puisse répondre aux besoins immédiats de réforme des règles et qu'il soit proactif dans son étude et son analyse des réformes potentielles à court et à long terme de la justice civile en Ontario.



# Projet de réforme du système de justice civile

## 18. DEMANDES POUR CONDUITE NÉGLIGENTE

En raison de leur grand nombre, les demandes pour négligence résultant de la possession, de l'utilisation ou de la conduite d'une automobile ont été étudiées séparément des autres demandes. Il s'agit du type de cause qui est le plus souvent introduit devant la Cour supérieure de justice (21 %) <sup>104</sup>. Quoique la grande majorité des actions pour conduite négligente soient réglées à l'amiable, ces demandes consomment énormément de ressources institutionnelles et judiciaires. Leur complexité est souvent aggravée par des questions d'indemnités d'accident et de seuil lexical. Nombre d'entre elles sont entendues devant un jury.

Dans l'état actuel des choses, en vertu des modifications apportées en 1996 par le projet de loi 198 à la *Loi sur les assurances* et aux règlements pris en application de celle-ci, ces demandes font l'objet d'une franchise de 30 000 \$, à moins que le montant du jugement ne dépasse 100 000 \$ <sup>105</sup>. Le cas échéant, cette franchise est une taxe sur les dommages-intérêts dont le but est clairement de faire baisser les coûts des sinistres, et donc les primes, en dissuadant les demandeurs et leurs avocats de formuler des demandes pour de petites sommes. En d'autres termes, nulle personne saine d'esprit sera portée à présenter une demande de 30 000 \$ ou 40 000 \$ en sachant que 30 000 \$ en seront déduits en fin de compte. Je suis persuadé que les assureurs sont en mesure de fournir des estimations de l'incidence de la franchise de 30 000 \$ sur les primes. Cet exercice dépasse toutefois la portée de la présente révision.

En plus de la franchise de 30 000 \$ <sup>106</sup>, l'Ontario a mis en place, par l'entremise de modifications au Règlement 461/96, un seuil lexical qui semble exiger que les demandeurs fassent la preuve que leurs lésions sont graves et permanentes. Le seuil

<sup>104</sup> *Statistiques de la Cour des petites créances et des tribunaux civils de 2005-2006*, supra, note 10, p. 10. Des 62 251 actions introduites en 2005-2006, 13 196 étaient liées aux véhicules automobiles (21 %), 11 399 au recouvrement de dettes soldées (18 %) et 8 585 aux hypothèques (14 %).

<sup>105</sup> *Loi sur les assurances*, L.R.O. 1990, chapitre I.8, par. 267.5 (7); Règlement de l'Ontario 461/96, art. 5.1, modifié par les Règlements de l'Ontario 312/03 et 381/03.

<sup>106</sup> Règlement de l'Ontario 381/03, modifié par le Règlement de l'Ontario 461/96.

## Projet de réforme du système de justice civile

lexical, en vertu du paragraphe 4.2 (1) du règlement, exige que les demandeurs démontrent qu'une de leurs fonctions physiques, mentales ou psychologiques importantes est atteinte d'une déficience permanente et grave. Le règlement comprend une définition détaillée, fondée sur le critère de l'interférence considérable, des critères permettant de déterminer ce qu'est une déficience; des critères détaillés permettant de déterminer si la fonction atteinte d'une déficience peut être considérée comme importante et d'autres critères détaillés permettant de déterminer si la déficience est permanente. Le paragraphe 4.3 (1) établit par la suite les exigences en matière de preuve médicale qui doivent être satisfaites en vue d'appuyer une demande de déficience permanente grave.

La question du seuil s'adresse au juge du procès et non au jury. Lorsque, dans une instance entendue devant un jury, le seuil constitue un enjeu, le juge du procès aborde normalement la question du seuil après les exposés au jury et pendant les délibérations de ce dernier. Si le juge du procès conclut que le demandeur n'a pas satisfait au critère du seuil, le demandeur n'est pas en droit d'intenter une poursuite. Il s'agit d'une procédure assez simple, mis à part le fait que cette révélation se produit après que le procès a eu lieu au grand complet et que les dépenses qui y sont associées ont été engagées.

Il convient de mentionner que le nouveau seuil (en vertu du projet de loi 198 et du Règlement 461/96 modifié) s'applique, à ce qu'on m'a dit, à un grand nombre de causes qui sont actuellement en attente. À ce jour, le seuil proposé dans le projet de loi 198 n'a pas été étudié par la Cour d'appel. Bien entendu, il a été mis en application dans le cadre des négociations sur le règlement de nombreuses instances pour lesquelles il constituait un enjeu.

Je crois qu'il est clair que l'objectif du seuil lexical est d'empêcher que soient introduites de petites causes dans le système en refusant aux demandeurs le droit de poursuivre dans de tels cas. Si ce concept vous semble familier, c'est parce qu'il s'agit généralement de l'objectif de la franchise de 30 000 \$. Je conviens que le public et le gouvernement ont grandement intérêt à maîtriser les primes d'assurance-automobile. Je

## Projet de réforme du système de justice civile

reconnais également qu'il existe une corrélation inévitable entre les coûts des lésions corporelles assumés par les assureurs et les primes – l'augmentation des coûts entraîne une hausse des primes. Ce n'est pas à moi d'évaluer les coûts des sinistres d'assurance-automobile ni de déterminer si les assureurs réalisent des bénéfices ou des pertes.

Je m'en tiens donc à exprimer mes préoccupations relativement à l'efficacité du seuil lexical. Dans ce contexte, je pose deux questions. Premièrement, étant donné les objectifs généralement semblables de la franchise et du seuil lexical, quelles demandes exclues par le seuil lexical ne le seraient pas par la franchise? Deuxièmement, la profession médicale est un bénéficiaire direct du seuil lexical parce qu'elle fournit des rapports médico-légaux sur cette question. Il serait intéressant de savoir quelles dépenses les demandeurs et les assureurs engagent pour réunir des preuves relatives à la question du seuil. Je n'ai aucune idée exacte du montant de ces dépenses. Je crois toutefois être en mesure d'affirmer qu'elles sont de plusieurs millions de dollars. En revanche, la franchise de 30 000 \$ ne donne lieu à presque aucune dépense puisqu'elle n'exige qu'un calcul arithmétique.

La franchise et le seuil lexical ont des conséquences sur le plan de la justice. Ces deux mesures limitent l'accès aux tribunaux en agissant comme des facteurs économiques qui dissuadent les demandeurs d'intenter une poursuite. En fin de compte, pour ce qui est des causes qui sont entendues, la franchise fait diminuer, le cas échéant, les coûts afférents à la demande (en déduisant 30 000 \$ des dommages-intérêts accordés au demandeur) et le seuil lexical, s'il n'est pas satisfait, fait rejeter la demande du demandeur.

En vertu de l'article 289.1 de la *Loi sur les assurances*, le surintendant des services financiers doit procéder à l'examen de la partie VI de la Loi et de ses règlements d'application tous les cinq ans (ou plus souvent à la demande du ministre des Finances) et recommander « les modifications qui, selon lui, amélioreront leur efficacité et leur application ». Il me semble qu'il s'agit là d'une occasion appropriée de procéder à un examen plus complet des éléments du projet de loi 198, y compris la franchise et le seuil.

# Projet de réforme du système de justice civile

J'exhorterais le surintendant à aborder, dans le cadre de ses délibérations, la question de savoir quel est le bénéfice net qui découle de l'existence du seuil lexical dans les circonstances, étant donné l'existence de la franchise de 30 000 \$. Est-il dans l'intérêt du public que des demandes qui ne seraient pas exclues par la franchise soient exclues par le seuil? Par exemple, si les demandes présentées par des enfants ou des personnes âgées sans emploi sont exclues, l'on pourrait se pencher sérieusement sur l'intégrité d'une telle exclusion.

## **Recommandations (demandes pour conduite négligente)**

- ❑ **Le surintendant des services financiers, lorsqu'il procédera à son prochain examen de la partie VI de la *Loi sur les assurances* et de ses règlements d'application, devrait tenir compte des questions suivantes :**
  - a) **Quel impact la transition de l'ancien seuil lexical au nouveau seuil a-t-elle eu sur les coûts des sinistres et les primes?**
  - b) **Si l'on découvre que certaines demandes qui ne seraient pas exclues par la franchise ont été exclues par le seuil, qui sont les demandeurs à qui l'on ne permet pas d'intenter une poursuite dans le système de justice civile et quelles sont leurs lésions? Il s'agit de questions importantes pour l'intérêt public.**
  - c) **La franchise de 30 000 \$ qui s'applique à certaines demandes devrait-elle être augmentée, diminuée ou abandonnée?**

# Projet de réforme du système de justice civile

## 19. PROPORTIONNALITÉ ET COÛTS DES LITIGES

J'ai abordé le principe de la proportionnalité dans l'introduction du présent Résumé des conclusions et des recommandations. Bien que la présente section soit quelque peu redondante, la question de la proportionnalité est un élément central de la présente entreprise. La proportionnalité, dans le contexte des instances civiles, implique simplement que le temps et l'argent que l'on consacre à une instance devraient être proportionnels à ce qui est en jeu. Les Règles de procédure civile devraient y faire expressément référence comme étant un principe directeur devant obligatoirement être pris en considération chaque fois qu'un tribunal rend une ordonnance.

À mon sens, le système de justice civile doit, d'une manière ou d'une autre, reconnaître que le principe de la proportionnalité s'applique de façon générale à toutes les instances civiles, de sorte que la façon dont les tribunaux et les parties abordent les instances tienne compte de ce qui est en jeu dans le litige, de son importance sur le plan jurisprudentiel et de sa complexité intrinsèque. À cette fin, les règles régissant l'adjudication des dépens devraient être modifiées afin d'obliger de façon claire les tribunaux à étudier, lorsqu'ils procèdent à l'adjudication des dépens à la fin d'une instance, non seulement le temps et l'argent qui ont été consacrés à l'instance, mais aussi le temps et l'argent qui étaient justifiés à la lumière des circonstances de l'affaire.

De plus, les avocats devraient toujours présenter à leurs clients un budget *pro forma* exposant, quoique de manière imprécise, une estimation des coûts (frais juridiques et débours, y compris les frais d'experts) afférents à l'introduction ou à la contestation d'une instance. Des mises à jour périodiques devraient également être fournies. Bien entendu, cette exigence ne serait pas nécessaire dans les cas de préjudices corporels puisque, dans ces affaires, la détermination des honoraires se fait le plus souvent en fonction des résultats. Cette exigence ne s'appliquerait pas non plus aux avocats engagés pour défendre les compagnies d'assurance IARD qui ont mis en place leurs propres méthodes de maîtrise des coûts auxquels s'exposent les avocats et les clients.

# Projet de réforme du système de justice civile

Je n'irai pas jusqu'à recommander que l'on élargisse le cadre dans lequel un tribunal peut prononcer une ordonnance d'adjudication distributive des dépens (établie en fonction du succès relatif d'une partie dans un litige). Toutefois, il me semble étrange qu'une partie qui soulève huit questions, dont sept sont rejetées, se fasse payer les dépens en entier si seulement une question a été retenue. Les dispositions relatives aux offres de règlement décrites dans les règles offrent peut-être une réponse suffisante. J'ose espérer que le Comité des règles en matière civile jugera bon de réexaminer cette question.

## **Recommandations (proportionnalité)**

- ❑ **Les Règles de procédure civile devraient comporter un principe d'interprétation très important selon lequel la manière dont les tribunaux et les parties abordent une affaire soit proportionnelle à ce qui est en jeu, à l'importance jurisprudentielle de la cause et à la complexité de l'instance.**
- ❑ **Les avocats devraient être obligés de préparer un budget du contentieux, qu'ils devront passer en revue avec le client avant d'introduire ou de contester une instance. Ce budget devrait être mis à jour au plus tard à la fin des interrogatoires préliminaires. Le Barreau du Haut-Canada devrait en outre envisager d'en faire une exigence expresse pour la profession en vertu du Code de déontologie.**
- ❑ **Le Comité des règles en matière civile devrait étudier la question de savoir s'il serait opportun de modifier la règle 57.01 afin d'ajouter comme facteur dont devra tenir compte le tribunal lorsqu'il procède à l'adjudication des dépens le succès relatif d'une partie à l'égard d'une ou de plusieurs des questions par rapport à toutes celles qu'elle a soulevées. Cette recommandation s'inscrit non pas dans le contexte de l'adjudication distributive des dépens (sujet qu'a abordé la Cour d'appel), mais plutôt dans le contexte du temps du tribunal qui a été**



## Projet de réforme du système de justice civile

gaspillé dans le traitement de demandes ou de défenses frivoles. C'est une chose que d'avancer des demandes ou défenses qui ne sont manifestement pas bien fondées, et une autre que de gaspiller du temps à le faire. Peut-être que l'alinéa 57.01. (1) e) est suffisamment vaste pour répondre à cette préoccupation. Ce sera au Comité des règles en matière civile de décider.

# Projet de réforme du système de justice civile

## Annexe A - Cadre de référence Projet de réforme du système de justice civile

### Contexte

En 1996, le groupe de travail de Révision de la justice civile en Ontario a remis un rapport final qui définit une stratégie globale pour rendre le système de justice civile de l'Ontario plus expéditif, plus simple et plus efficace. À peu près à la même époque, le rapport du Groupe de travail sur les systèmes de justice civile de l'Association du Barreau canadien (ABC) proposait des recommandations, à l'échelle nationale, sur l'élaboration de stratégies et la création de mécanismes susceptibles d'assurer une modernisation permanente du système de justice civile. Depuis ce temps, des réformes importantes ont été mises en œuvre en Ontario en vue d'améliorer l'accès au système de justice et de le rendre plus abordable, y compris par l'introduction de procédures simplifiées, la gestion des causes et la médiation obligatoire, et en portant à 10 000 \$ la limite monétaire de compétence de la Cour des petites créances.

En 2001, le gouvernement de l'Ontario et la Cour supérieure de justice ont conjointement nommé un Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario chargé de cerner les problèmes soulevés par l'enquête préalable et de proposer des recommandations de réforme. Dans son rapport de 2003, le Groupe d'étude a formulé des recommandations sur deux fronts. En premier lieu, le Groupe d'étude a proposé que des mécanismes susceptibles de réaliser des économies de coûts et de temps soient incorporés aux Règles de procédure civile. Le Groupe d'étude reconnaissait en même temps qu'il n'était pas possible de résoudre tous les problèmes suscités par l'enquête préalable simplement par l'imposition de règles additionnelles, et il a noté que de nombreux problèmes pouvaient être attribués à la « culture litigieuse » de confrontation ou au comportement de certains avocats. Le Groupe d'étude a ainsi formulé une seconde série de recommandations qui proposent l'élaboration de meilleures pratiques, à faire adopter par les juges et le Barreau, en tant que conventions ou normes appropriées qui serviront de guide au déroulement de l'enquête préalable.

Dix années ont passé depuis que le groupe de travail de Révision de la justice civile et l'ABC ont remis leurs rapports respectifs. Nombre des recommandations formulées ont été mises en œuvre dans l'ensemble du Canada, et ce, avec des résultats favorables. La stratégie de réforme permanente du système de justice civile de l'Ontario a été applaudie pour avoir amélioré de manière importante l'accès à la justice.

Pourtant, les problèmes liés aux coûts et aux retards continuent d'être cités dans des rapports nationaux et provinciaux comme de formidables obstacles qui empêchent les Canadiennes et Canadiens moyens d'accéder à la justice civile. En Ontario, comme ailleurs, il est temps de déterminer si d'autres améliorations au système de justice civile sont nécessaires.

# Projet de réforme du système de justice civile

## Mandat

La direction du Projet de réforme du système de justice civile (PRSJC) a été confiée à M. Coulter Osborne. Il a pour mandat d'examiner les domaines possibles de réforme et de formuler des recommandations sur les mesures à prendre pour rendre le système de justice civile plus accessible et abordable pour les Ontariennes et les Ontariens. Les propositions doivent pouvoir être mises en œuvre dans un délai raisonnable et produire des résultats concrets en vue d'améliorer l'accès à la justice pour les Ontariennes et les Ontariens.

Dans le cadre de son examen, le PRSJC permettra : a) de repérer les principaux secteurs de réforme ; b) de dégager des options de réforme ; et, c) de formuler des recommandations particulières sur les options proposées qui permettraient le mieux d'atteindre les objectifs du PRSJC. Parmi les sujets possibles de réforme à examiner figurent :

- ❑ la preuve d'expert
- ❑ l'enquête préalable
- ❑ la culture litigieuse de confrontation
- ❑ la procédure simplifiée
- ❑ le jugement sommaire
- ❑ les protocoles préalables à l'instance.

## Principes directeurs

Les travaux du PRSJC tiendront compte des principes et considérations suivants :

- ❑ **Accès** : les recommandations doivent favoriser l'accès à la justice tant pour les plaideurs représentés que pour ceux qui ne le sont pas.
- ❑ **Proportionnalité** : les recommandations devraient refléter le principe selon lequel le temps et les dépenses consacrés aux procédures civiles doivent être à la mesure du montant en litige et/ou de l'importance des questions à trancher.
- ❑ **Prise en compte de la diversité** : les recommandations devraient tenir compte du facteur « diversité » et des enjeux différents auxquels sont confrontés les autres ressorts, en particulier les centres urbains plus importants comme Toronto.
- ❑ **Culture litigieuse** : les recommandations devraient reconnaître qu'à eux seuls, l'ajout de règles et la modification de la réglementation peuvent ne pas suffire à résoudre de manière adéquate les problèmes du système. Il convient donc d'examiner les moyens de susciter un « changement de culture » chez les juges et le Barreau.

# Projet de réforme du système de justice civile

## **Méthodologie**

Dans le cadre de cet examen, le groupe d'étude du PRSJC mènera des consultations dans l'ensemble de la province, recherchera des études et des documents pertinents sur le système de justice civile, y compris les réformes récentes entreprises dans d'autres ressorts, et examinera les données quantitatives et qualitatives disponibles.

## **Soutien**

M. Osborne bénéficiera du soutien d'un comité consultatif. Les membres du comité consultatif seront choisis par lui et seront représentatifs de la diversité de la province. Un directeur de projet et un autre avocat du ministère du Procureur général offriront aussi leur aide.

## **Échéance et production du rapport**

M. Osborne a été invité à remettre un rapport final au Procureur général d'ici la fin du printemps de 2007.

# Projet de réforme du système de justice civile

## Annexe B – Document de consultation

### Mandat du groupe d'étude sur la réforme du système de justice civile

Le 28 juin 2006, le Procureur général Michael Bryant a demandé à M. Coulter Osborne, ancien juge en chef adjoint de l'Ontario, de diriger le Projet de réforme du système de justice civile (PRSJC). M. Osborne a été chargé de proposer des options de réforme du système de justice civile afin de le rendre plus accessible et abordable pour les Ontariennes et les Ontariens. Les mesures recommandées devront être axées sur des propositions susceptibles de produire des résultats concrets en vue d'améliorer l'accès à la justice pour les Ontariennes et les Ontariens, et être mises en œuvre dans un délai raisonnable.

Dans le cadre de son examen, le groupe d'étude du PRSJC mènera des consultations dans l'ensemble de la province, recherchera des études et des documents pertinents au sujet du système de justice civile, y compris les réformes récentes entreprises dans d'autres ressorts, et examinera les données quantitatives et qualitatives disponibles. On s'attend à ce qu'un rapport final soit déposé à la fin du printemps de 2007.

Les travaux du PRSJC tiendront compte des principes et considérations suivants :

- **Accès** : les recommandations doivent favoriser l'accès à la justice tant pour les plaideurs représentés que pour ceux qui ne le sont pas.
- **Proportionnalité** : les recommandations devraient refléter le principe selon lequel le temps et les dépenses consacrés aux procédures civiles doivent être à la mesure du montant en litige et/ou de l'importance des questions à trancher.
- **Prise en compte de la diversité** : les recommandations devraient tenir compte du facteur « diversité » et des enjeux différents auxquels sont confrontés les autres ressorts, en particulier les centres urbains plus importants comme Toronto.
- **Culture litigieuse** : les recommandations devraient reconnaître qu'à eux seuls, l'adoption de règles et la modification de la réglementation peuvent ne pas suffire à résoudre de manière adéquate les problèmes du système. Il convient donc d'examiner les moyens de susciter un « changement de culture » chez les juges et le Barreau.

### Commentaires et suggestions recherchés

Ce document de consultation décrit en termes généraux quelques-uns des problèmes identifiés comme susceptibles de faire l'objet d'une réforme ainsi que les options de réforme possibles. Le groupe d'étude du PRSJC sollicite des commentaires sur les questions décrites ci-dessous et toute suggestion visant à améliorer le système de justice civile en Ontario. Veuillez prendre le temps de répondre d'ici au **17 novembre 2006**. Le groupe d'étude du PRSJC attache beaucoup d'importance à l'opinion des personnes qui ont recours au système de justice civile, notamment à celle des plaideurs qui sont représentés et de ceux qui ne le sont pas. Veuillez transmettre vos commentaires à Mohan Sharma, directeur de projet :

- Par courrier électronique aux soins de [CJReform@jus.gov.on.ca](mailto:CJReform@jus.gov.on.ca)
- Par télécopieur au : 416-326-4289

# Projet de réforme du système de justice civile

□ Par courrier : Mohan Sharma

Directeur de projet, Projet de réforme du système de justice civile  
Ministère du Procureur général  
720, rue Bay, 2<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5G 2K1

## Contexte

En 1996, le groupe de travail de Révision de la justice civile en Ontario a remis un rapport final qui définit une stratégie globale pour rendre le système de justice civile en Ontario plus efficace, plus expéditif et plus simple<sup>1</sup>. À peu près à la même époque, le rapport du Groupe de travail sur les systèmes de justice civile de l'Association du Barreau canadien (ABC) proposait des recommandations, à l'échelle nationale, visant l'élaboration de stratégies et la création de mécanismes susceptibles d'assurer une modernisation permanente du système de justice civile<sup>2</sup>. Depuis ce temps, des réformes importantes ont été mises en œuvre en Ontario. Elles ont permis d'améliorer l'accès au système de justice et de le rendre plus abordable, en adoptant notamment des procédures simplifiées et en portant à 10 000 \$ la limite monétaire de compétence de la Cour des petites créances. En outre, la gestion des causes et la médiation obligatoire ont été introduites à Toronto, à Ottawa et à Windsor. En mai 2005, les règles reliées à la gestion des causes et à la médiation obligatoire ont été modifiées à Toronto et un projet pilote de trois ans a été institué par la Règle 78. Son fonctionnement fait présentement l'objet d'une évaluation continue<sup>3</sup>.

En 2001, le gouvernement de l'Ontario et la Cour supérieure de justice ont conjointement nommé un Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario chargé de cerner les problèmes soulevés par l'enquête préalable et de proposer des recommandations de réforme. Dans son rapport de 2003, le Groupe d'étude a conclu que l'enquête préalable pouvait entraîner des coûts et des retards inacceptables pour les causes importantes et complexes, ou lorsqu'il existe un manque de coopération entre les avocats adverses qui est susceptible par là même d'entraver l'accès à la justice<sup>4</sup>. Le Groupe d'étude a formulé des recommandations sur deux fronts. D'une part, le Groupe d'étude a proposé que des mécanismes visant à réaliser des économies de coûts et de temps soient incorporés aux Règles de procédure civile. Le Groupe d'étude reconnaissait en même temps qu'il n'est pas possible de résoudre tous les problèmes suscités par l'enquête préalable simplement par l'imposition de règles additionnelles, et il a noté que de nombreux problèmes pouvaient être attribués à la « culture litigieuse » de confrontation

1. Révision de la justice civile en Ontario, *Révision de la justice civile : rapport complémentaire et final* (Toronto, Révision de la justice civile, novembre 1996). Affiché à : <http://www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/about/pubs/cjr/>.

2. Association du Barreau canadien, *Systems of Civil Justice Task Force Report* (Ottawa, Association du Barreau canadien, août 1996). Affiché à : [http://www.cba.org/CBA/cba\\_Reports/pdf/systemscivil\\_tfreport.pdf](http://www.cba.org/CBA/cba_Reports/pdf/systemscivil_tfreport.pdf).

3. Compte tenu de l'évaluation permanente de la Règle 78 à Toronto, la gestion des causes ne sera pas un sujet d'examen principal du groupe d'étude du PRSJC. Toutefois, les commentaires sont les bienvenus sur les moyens d'améliorer ou de tirer parti de la médiation obligatoire et autres mécanismes de RED. Se reporter à la rubrique « Culture litigieuse » ci-dessous.

4. Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario, *Rapport du groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario* (Toronto, Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario, novembre 2003). Affiché à : [http://www.ontariocourts.on.ca/superior\\_court\\_justice/discoveryreview/index.htm](http://www.ontariocourts.on.ca/superior_court_justice/discoveryreview/index.htm).



# Projet de réforme du système de justice civile

ou au comportement de certains avocats. Le Groupe d'étude a ainsi formulé une seconde série de recommandations qui visent l'élaboration de meilleures pratiques — à faire adopter par les juges et le Barreau — en tant que conventions ou normes appropriées devant guider le déroulement de l'enquête préalable.

Dix années ont maintenant passé depuis que le groupe de travail de Révision de la justice civile et l'ABC ont remis leurs rapports respectifs. Nombre des recommandations formulées ont été mises en œuvre dans l'ensemble du Canada, et ce, avec des résultats favorables. La stratégie de réforme permanente du système de justice civile de l'Ontario a été applaudie pour avoir amélioré de manière importante l'accès à la justice.

Pourtant, les problèmes liés aux coûts et aux retards continuent d'être cités dans des rapports nationaux et provinciaux comme de formidables obstacles qui empêchent les Canadiens et les Canadiennes moyens d'accéder à la justice civile. Des conférences récentes et des forums de politique ont cherché à évaluer de manière plus approfondie l'état du système de justice civile en Ontario ainsi que les options de réforme. En mars 2006, la Advocates' Society a tenu un forum sur la politique intitulé *Streamlining Justice* (Simplifier la justice) destiné à trouver des moyens créatifs de favoriser un règlement des différends devant les tribunaux qui soit efficace et moins dispendieux de manière à améliorer l'accès à la justice<sup>5</sup>. De plus, en mai 2006, Le Forum canadien sur la réforme de la justice civile a été l'hôte d'une conférence nationale intitulée *Vers le futur : l'ordre du jour de la réforme de la justice civile*. La conférence visait à étudier diverses questions, notamment l'état des réformes des systèmes de justice civile au Canada, les entraves à une réforme efficace, et l'élaboration d'une orientation nationale des réformes des systèmes de justice civile dans l'avenir<sup>6</sup>.

Au moment de célébrer le dixième anniversaire des rapports de la Révision de la justice civile et de l'ABC, il convient d'évaluer si d'autres raffinements pourraient entraîner des améliorations appréciables pour ceux qui ont recours au système de justice civile.

## Questions à des fins de consultation

Les discussions suivantes mettent en lumière les domaines du système de justice civile qui sont susceptibles de faire l'objet d'une réforme ainsi que les options de réforme possibles. Les répondants sont invités à offrir leurs commentaires sur l'un ou l'autre de ces sujets et, à cette fin, à tenir compte des questions suivantes :

- ❑ Quelles solutions sont susceptibles d'avoir l'impact le plus positif pour rendre le système de justice civile plus accessible et abordable pour les Ontariennes et les Ontariens?
- ❑ Les problèmes qui sont cernés sont-ils plus aigus dans certaines régions de l'Ontario que dans d'autres, ou pour certains types de causes que d'autres (par ex., faute professionnelle médicale, droit commercial)? Pourquoi?

5. Un exemplaire du rapport de la Advocates' Society tiré de ce forum de politique, intitulé *Streamlining the Ontario Civil Justice System: A Policy Forum, Final Report* (en anglais uniquement), peut être consulté à l'adresse : [http://www.advocates.ca/pdf/Final\\_Report.pdf](http://www.advocates.ca/pdf/Final_Report.pdf)

6. Les rapports de la Conférence *Vers le futur* du Forum canadien sur la justice civile peuvent être consultés à l'adresse : <http://www.cfcj-fcjc.org/IntoTheFuture-VersLeFutur/>.

# Projet de réforme du système de justice civile

- ☐ Quelles réformes peuvent le mieux répondre aux besoins des plaideurs qui ne sont pas représentés?
- ☐ Existe-t-il des options réalisables pour intégrer davantage de technologie au système de justice civile afin de contribuer à réduire le coût de la justice et la rendre plus accessible?
- ☐ Y a-t-il d'autres domaines de réforme qui devraient être examinés, mais qui ne figurent pas dans le présent document de consultation?
- ☐ Y a-t-il d'autres solutions qui ne sont pas mentionnées dans le présent document de consultation et que vous recommanderiez?

## Procédure simplifiée

Les avocats, les juges et les plaideurs font fréquemment observer que les procédures simplifiées visées par la Règle 76 ne fonctionnent pas comme prévu. Trois problèmes principaux ont été dégagés. Premièrement, l'avocat ignore souvent l'interdiction visant le recours à l'enquête préalable figurant dans la Règle, soit en s'engageant dans des communications de la preuve préalables au procès, soit en menant de véritables enquêtes préalables durant le procès. Il s'ensuit que les avantages de la Règle visant les économies de temps et de coûts ne sont pas réalisés. Deuxièmement, alors que la Règle 76 permet aux parties de convenir de procéder par instruction sommaire, cette méthode d'instruction est rarement choisie par les parties ou ordonnée par le juge. Par conséquent, les plaideurs ne profitent pas des avantages offerts par l'option de procédure d'instruction sommaire en termes d'économies de temps et de coûts. Troisièmement, la limite de compétence monétaire de la Règle est présentement fixée à 50 000 \$ (bien que la Règle 76 puisse être utilisée au choix du plaignant pour des réclamations de plus de 50 000 \$, à moins que le défendeur ne s'y oppose). Lorsqu'une réclamation portant sur une valeur relativement modeste (par ex., entre 50 000 \$ et 100 000 \$) n'est pas instruite en vertu de la Règle 76, les procédures ordinaires relatives à la divulgation, à l'enquête préalable, aux experts, aux motions interlocutoires et aux procès s'appliquent, et les plaideurs peuvent consacrer à l'instruction de telles réclamations du temps et de l'argent qui sont sans commune mesure par rapport aux montants ou questions en jeu.

Les options de réforme sont notamment les suivantes :

- ☐ Réduire la longueur des interrogatoires oraux préalables à une durée limitée (par ex., deux heures par partie).
- ☐ Exiger des parties ou les encourager à procéder par instruction sommaire dans certains types de causes.
- ☐ Relever la limite de compétence monétaire de la Règle 76 à 100 000 \$.

## Recours à la preuve d'expert

Le recours accru à la preuve d'expert dans les causes civiles est généralement considéré comme contribuant à accroître le temps consacré à un litige et les frais qu'il entraîne. En outre, on a soutenu que les experts adoptaient de plus en plus le parti pris polarisé et de confrontation des parties qui retiennent leurs services, plutôt que d'aider le tribunal à effectuer une évaluation neutre d'une question. Le Royaume-Uni et l'Australie ont récemment réformé leurs pratiques et

# Projet de réforme du système de justice civile

procédures applicables à la preuve d'expert. Certaines de ces modifications visent à obliger les parties à s'entendre sur un expert unique nommé par elles; imposent aux experts qui s'opposent l'obligation de se consulter et de produire un rapport conjoint unique; ou exigent que toute communication de preuve d'expert soit autorisée au préalable par une ordonnance du tribunal.

Les options de réforme sont notamment les suivantes :

- ❑ Obliger les parties à retenir les services d'un expert unique, conjointement nommé par elles, sauf dans les cas où la présence d'experts différents s'impose. Subsidairement, accroître les pouvoirs du juge d'avant-procès ou du juge du procès d'exclure la preuve d'expert.
- ❑ Lorsque les parties opposées retiennent les services d'experts différents, il faut obliger ces experts à se consulter et à préparer conjointement un seul rapport d'expert à l'intention du tribunal, ou à indiquer les points particuliers sur lesquels ils ne s'entendent pas, et si possible, les conséquences financières des sujets de désaccord.
- ❑ Contraindre les experts à confirmer qu'ils sont redevables au juge et non pas à une partie en particulier.
- ❑ Obliger les parties à déposer leurs rapports d'expert avant la conférence préparatoire au procès. En outre, forcer les experts à assister aux conférences préparatoires au procès afin de permettre au tribunal d'aider les parties à obtenir un règlement partiel ou total des questions en litige.
- ❑ Obliger l'avocat à aviser les parties adverses lorsqu'un différend survient au sujet de la compétence d'un expert à fournir une preuve sous forme d'opinion fondée en tout ou en partie sur un rapport d'expert.
- ❑ Autoriser l'interrogatoire oral ou écrit aux fins de l'enquête préalable des experts au sujet du contenu de leurs rapports.
- ❑ Consacrer les conférences préparatoires au procès à des questions reliées à la preuve d'expert.

## Enquête préalable

Le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario a remis son rapport en novembre 2003.<sup>7</sup> Il a émis des recommandations visant des modifications à des règles particulières destinées à réduire les délais et les frais. Plusieurs de ces recommandations n'ont pas encore été intégrées aux Règles de procédure civile. Le Groupe d'étude sur les enquêtes préalables a également recommandé d'élaborer de meilleures pratiques afin d'offrir aux avocats et au juge des suggestions pratiques sur la manière de gérer au mieux les questions reliées aux enquêtes préalables. Les meilleures pratiques relatives à la communication de documents électroniques dans le cadre d'une enquête préalable ont été publiées au cours de l'automne 2005.

Les options de réforme sont notamment les suivantes :

7. Voir Groupe d'étude sur les enquêtes préalables en Ontario, *supra*.

# Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ Imposer, par défaut, une limite de temps de sept heures par partie pour l'interrogatoire oral préalable, sous réserve d'une entente différente entre les parties ou d'une ordonnance de la cour.
- ❑ Obliger les parties à participer à la planification de l'enquête préalable et à s'engager à respecter un plan consigné par écrit.
- ❑ Réduire la portée de l'enquête préalable (supprimer le critère du « semblant de pertinence » et le remplacer par un critère de « pertinence » ou du « caractère relié »).
- ❑ Encourager un recours accru à l'interrogatoire préalable écrit (par ex., permettre l'interrogatoire préalable oral ou écrit sur consentement des parties, ou sur ordonnance du tribunal, à condition que les questions ne se chevauchent pas et que l'interrogatoire soit mené d'une façon économique).
- ❑ Imposer des sanctions plus sévères et assurer une meilleure cohérence de ces sanctions en cas d'abus du processus d'enquête préalable.

## Culture litigieuse

De nombreuses études au Canada et à l'étranger ont désigné la nature de confrontation des contentieux comme un facteur clé de coûts et de retards au sein du système de justice civile. La notion que des litiges sont mieux résolus par un concours entre des adversaires concurrents demeure fermement ancrée dans la mentalité des avocats des ressorts de *common law*. L'accent qui est mis sur la confrontation entraîne un surcroît de demandes de divulgation, d'experts, d'enquêtes préalables, de motions interlocutoires, et allonge la durée des procès. Une préoccupation reliée à ce qui précède concerne le manque croissant de civilité parmi les avocats spécialisés en contentieux des affaires civiles, et il semble être particulièrement aigu dans les grands centres urbains. On s'entend en général pour affirmer que les avocats qui pratiquent dans des collectivités plus petites et ceux qui sont spécialisés ont davantage le sens de la collégialité que ceux qui pratiquent dans les grands centres urbains.

Les options de réforme sont notamment les suivantes :

- ❑ Appliquer de nouvelles règles qui réduisent les occasions de confrontation et favorisent une résolution hâtive des différends (par ex., recours à des experts conjoints, planification de l'enquête préalable, protocoles préalables à l'instance).
- ❑ Créer de nouvelles occasions de règlement extrajudiciaire des différends (« RED ») (par ex., rendre le RED obligatoire comme une condition préalable au début d'un litige; recours accru à la médiation obligatoire ou à la médiation volontaire).
- ❑ Encourager les juges et les avocats à participer à l'élaboration de meilleures pratiques afin d'atténuer l'impact de la culture litigieuse de confrontation.
- ❑ Conférer au Barreau du Haut-Canada un rôle plus actif dans la surveillance de la conduite des avocats qui entraîne un surcroît de coûts et de retards pour les plaideurs.
- ❑ Imposer davantage de sanctions financières personnelles à l'encontre des avocats qui causent des retards par leur intransigeance et leur manque de civilité.
- ❑ Mettre l'accent sur la civilité et un mode de règlement des différends plus coopératif dans l'éducation juridique.



# Projet de réforme du système de justice civile

## Jugement sommaire

La Règle 20 permet à un tribunal de rendre un jugement sommaire si la demande ou la défense « ne soulève pas de question litigieuse ». Beaucoup se plaignent que cette règle n'a pas l'effet attendu parce qu'en *common law* le seuil requis pour établir l'inexistence d'une question litigieuse est extrêmement élevé. Il s'ensuit qu'il n'existe aucun mécanisme efficace qui permet de bloquer les réclamations frivoles ou non méritées.

Les options de réforme sont notamment les suivantes :

- ❑ Modifier la Règle 20 afin d'établir un nouveau seuil. Par exemple, la phrase « ne soulève pas de question litigieuse » pourrait être remplacée par « ne présente aucune perspective véritable de succès ».
- ❑ Modifier la Règle 20 pour permettre à un tribunal d'ordonner un jugement sommaire, même lorsque certains faits sont contestés, après avoir entrepris un examen limité de la preuve par affidavit au sujet des faits contestés.
- ❑ Dans les cas où une question de fait en litige empêche le juge de rendre un jugement sommaire, des pratiques améliorées d'établissement du rôle pourraient être mises en place afin de permettre au tribunal de tenir, sur-le-champ, un « mini-procès » qui serait circonscrit à la question de fait controversée.

## Protocole préalable à l'instance

Les protocoles préalables à l'instance établissent des règles et un calendrier pour l'échange de certains renseignements avant qu'une partie n'intente une action. Ils sont fondés sur l'idée que les actions civiles ne sont pas résolues rapidement parce que les parties n'ont pas l'information adéquate sur la cause de la partie adverse. Par conséquent, les protocoles préalables à l'instance visent l'échange précoce d'information afin d'assurer un règlement hâtif des causes avant même que le tribunal ne soit impliqué. Certains protocoles préalables à l'instance peuvent contribuer à éliminer certaines causes de manière précoce, ou au moins des parties qui ne sont pas nécessaires, dès le tout début du processus litigieux.

Les protocoles préalables à l'instance constituaient la pierre angulaire des réformes de lord Woolf adoptées au Royaume-Uni. À l'heure actuelle, des protocoles sont en place pour huit types de causes au civil, notamment la négligence professionnelle, le préjudice corporel et le logement et les réparations. Les protocoles préalables à l'instance ont également été introduits en Australie (Queensland) pour les litiges en matière de préjudice corporel. Les règles du Queensland exigent aussi des parties qu'elles échangent des offres de règlement ainsi que de l'information au sujet du différend, et prévoient des conséquences financières pour les parties qui rejettent des offres déraisonnables.

# Projet de réforme du système de justice civile

Les protocoles préalables à l'instance ont été très efficaces pour favoriser le règlement précoce des causes. Toutefois, ils ont également été critiqués pour faire augmenter les frais des plaideurs pour certains types de causes tôt dans le processus litigieux<sup>8</sup>.

Les options de réforme sont notamment les suivantes :

- ❑ Introduire des protocoles préalables à l'instance pour des types de causes précis à titre expérimental (c'est-à-dire, pour les types de causes dont on sait qu'elles impliquent les retards les plus importants).

## Jury civil

La *Loi sur les tribunaux judiciaires* autorise une partie, de plein droit, à bénéficier d'un procès devant jury pour l'évaluation des dommages ou pour trancher des questions de fait pour la plupart des instances civiles devant la Cour supérieure de justice. Une partie peut choisir un procès devant jury en signifiant un avis de convocation du jury. Alors que le tribunal pourrait être fondé à se passer du jury sur requête d'une partie, la jurisprudence suggère que les juges de première instance n'ont pas le pouvoir de se passer d'un jury de leur propre initiative.

Les procès devant jury peuvent alourdir les coûts d'un procès et le rendre plus complexe, d'une manière qui peut s'avérer sans aucune commune mesure avec les montants en litige ou l'importance des questions à trancher. De plus, lorsque les questions en litige sont tellement complexes qu'un jury traditionnel ne pourrait pas s'acquitter de ses obligations efficacement, les avantages d'un procès devant jury s'avèrent discutables. Par contre, étant donné l'histoire des procès devant jury, il se peut que le recours à de tels procès soit désormais perçu comme un droit fondamental parce qu'il permet aussi la participation du public au système de justice civile.

Les options de réforme sont notamment les suivantes :

- ❑ Éliminer l'accès aux procès devant jury dans toutes les instances civiles.
- ❑ Éliminer l'accès aux procès devant jury pour toutes les causes, sauf celles pour lesquelles les questions prédominantes en l'instance ont trait aux valeurs, aux attitudes ou aux priorités de la collectivité.
- ❑ Éliminer l'accès aux procès devant jury dans toutes les instances civiles dont les montants en litige sont inférieurs à un seuil monétaire établi (c.-à-d., 50 000 \$ ou un montant supérieur).
- ❑ Conférer aux juges le pouvoir de se passer d'un procès devant jury lorsqu'ils estiment que le procès sera tellement complexe que le jury ne sera pas en mesure de s'acquitter de ses obligations, ou lorsqu'un procès devant jury est autrement injustifié étant donné la nature et l'importance du contentieux.

## Coût des procès civils

8. Voir, Robert Musgrove, Comité des règles en matière civile, « Lord Woolf's Reforms of Civil Justice: The reforms, their impact, and the future for civil justice reform in England and Wales » (rapport présenté au Forum sur la politique de la Advocates' Society, 9 mars 2006) [non publié].



# Projet de réforme du système de justice civile

Une tension existe entre l'intention affichée du Barreau de s'attaquer au problème des coûts et des retards du système de justice civile, d'une part, et la structure de facturation à l'heure en vigueur dans la profession et dont on peut penser qu'elle mine l'efficacité du système et la résolution hâtive des problèmes, d'autre part. Laisser les forces du marché définir entièrement les coûts des services juridiques réduit la capacité des avocats de fournir des services *pro bono*, entrave l'accès à la justice et érode la confiance du public dans la profession juridique.

Les options de réforme sont notamment les suivantes :

- ❑ Explorer les solutions de rechange au modèle de facturation à l'heure, notamment la rémunération à l'acte.
- ❑ Obliger les avocats à fournir à leurs clients un plan détaillé du litige pour chaque cause. Les plans de litige doivent indiquer une estimation du temps et des coûts pour chaque étape et pourraient comprendre des clauses pénales en cas de non-respect.
- ❑ Obliger les avocats et les cabinets d'avocats à consacrer un nombre d'heures prescrit par an à des travaux de bénévolat. Cette obligation pourrait viser aussi les services d'avocat de service auprès de la Cour supérieure.

## Gestion du procès

Le nombre d'actions qui se terminent réellement par un procès est estimé à 2 % de toutes les poursuites intentées. Toutefois, on a soutenu que les causes sont de plus en plus complexes, impliquent de plus en plus de parties, de documents, d'experts, ce qui peut augmenter le temps consacré à l'audition des causes qui se transforment en procès. Dans certains cas, un long procès est le résultat inévitable de la complexité des questions à trancher et des faits. Toutefois, incidemment, certains affirment que les longs procès sont en hausse même lorsque le montant ou les questions en jeu ne le justifient pas<sup>9</sup>. Une gestion déficiente du procès, des requêtes tardives en ajournement, une divulgation en retard des rapports d'expert, et la présence de plaideurs qui ne sont pas représentés peuvent également contribuer à la longueur accrue des procès ou à des retards dans l'obtention des dates de procès.

Les options de réforme sont notamment les suivantes :

- ❑ Faire respecter les dates de procès qui ont été fixées, sans laisser de possibilité d'ajournement, sauf en cas d'urgence (par ex., maladie ou décès d'un avocat ou d'un témoin).
- ❑ Prévoir une participation accrue du juge d'avant-procès à la gestion du procès. À titre d'exemple, on peut citer des ordonnances rendues avant l'instruction fixant les dates de toutes les étapes précédant l'instruction, ainsi que les délais prescrits pour le procès (c.-à-d., chaque partie dispose d'un nombre d'heures fixe pour franchir toutes les étapes d'un procès, ou un délai pour chaque étape du procès est ordonné).
- ❑ Imposer des sanctions aux parties qui ne respectent pas les délais prescrits.
- ❑ Exiger que les interrogatoires principaux et la preuve d'expert soient soumis par voie d'affidavit.

9. Voir le rapport de la Advocates' Society, *supra* p. 18.

## Projet de réforme du système de justice civile

- ❑ Favoriser et rechercher un contrôle judiciaire accru du déroulement des procédures durant le procès.
- ❑ Offrir davantage de ressources aux plaideurs qui ne sont pas représentés (par ex., un avocat de service).

# Projet de réforme du système de justice civile

## Annexe C

### Liste des organismes consultés

Les organismes et les groupes avec lesquels des réunions de consultations ont été tenues sont les suivants (en ordre alphabétique) :

- ❑ ADR Professionals
- ❑ Algoma District Law Association
- ❑ Association canadienne de protection médicale
- ❑ Association des banquiers canadiens
- ❑ Association des bâtonniers de comtés et districts
- ❑ Association des chefs de contentieux du Canada
- ❑ Association des juristes d'expression française de l'Ontario
- ❑ Association du Barreau de l'Ontario
- ❑ Association du Barreau du Comté de Carleton, avec huit associations du barreau de la région de l'Est
- ❑ Bureau d'assurance du Canada
- ❑ Bureau des avocats de la Couronne – Droit civil, ministère du Procureur général
- ❑ Canadian Defence Lawyers
- ❑ CL Juridique
- ❑ Comité de la haute direction, ministère du Procureur général
- ❑ Comité des règles en matière civile
- ❑ Commission des services financiers de l'Ontario
- ❑ Conseillers du Barreau du Haut-Canada
- ❑ Division des services aux tribunaux – Gestionnaires de tribunaux, ministère du Procureur général
- ❑ Elgin Law Association
- ❑ Essex Law Association
- ❑ Hamilton Law Association
- ❑ Juges de la Cour des petites créances
- ❑ Juges de la Cour des petites créances de Toronto
- ❑ Juges de la région de l'Est
- ❑ Juges du Centre-Est

# Projet de réforme du système de justice civile

- ▣ Juges du Centre-Ouest
- ▣ Juges principaux régionaux et gestionnaires régionaux
- ▣ Lawyers' Professional Indemnity Company (LawPRO)
- ▣ Medico-Legal Society of Toronto
- ▣ Middlesex Law Association
- ▣ Ministère de la Justice du Canada
- ▣ Municipal Lawyers Association
- ▣ Ontario Deputy Judges' Association
- ▣ Ontario Trial Lawyers' Association
- ▣ Paralegal Society of Ontario
- ▣ Parties litigantes non représentées par un avocat
- ▣ Peel Law Association
- ▣ Pro Bono Law Ontario
- ▣ Protonotaires responsables de la gestion des causes
- ▣ Représentants de cliniques juridiques spécialisées
- ▣ Simcoe Law Association
- ▣ Sudbury District Law Association
- ▣ Thunder Bay Law Association
- ▣ Toronto Lawyers Association
- ▣ Waterloo Law Association
- ▣ Wellington Law Association

En outre, des réunions de consultation individuelles ont été tenues avec le juge en chef de l'Ontario, le bureau du juge en chef de la Cour supérieure de justice, des juges de la Cour supérieure de la plupart des régions de la province et certains cabinets d'avocats.